

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

QUATRIÈME INTERNATIONALE

13^e ANNEE

VOL. 13 — N^o 7-10

SOMMAIRE

EDITORIAL

« ESPRIT DE GENEVE », REALITES SOCIALES

NOTES EDITORIALES

La chute de Peron — Tension sociale accrue en France — Avant la Conférence du L. P. anglais — Les dirigeants yougoslaves à nouveau à l'épreuve — Auto-détermination pour le peuple cyprite — La Conférence atomique de Genève.

M. PABLO

AU 15^e ANNIVERSAIRE
DE LA MORT DE LEON TROTSKY

E. GERMAIN. — L'économie indienne du 1^{er} au 2^e plan quinquennal.

Manuel SOUZA. — Le mouvement ouvrier brésilien face aux élections.

Emilio PRADO. — Les masses chiliennes cherchent une issue révolutionnaire.

Néo-réformisme, stalinisme et marxisme

(A propos du livre de Merleau-Ponty

« Les aventures de la dialectique »)

A. DURET

Les directions nationalistes
devant la révolution en Afrique du Nord

Les livres. — Le Manuel soviétique d'économie politique (II)

— Quand le fascisme nous devançait, de D. Guérin.

— Croquis d'ambassade, de P. Quaroni — L'opium des intellectuels, de R. Aron.

Documents. — Déclaration du Secrétariat International sur la Conférence de Genève — Déclaration du Secrétariat International sur la proposition de construction d'une Internationale prolétarienne de masse.

Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale.

— Ecole internationale de cadres — « Revista Marxista

latino-americana » — Belgique — Israel — Etats-unis

— Ceylan - Uruguay — Indonésie — U.R.S.S. — Pologne

— Chine.

OCTOBRE 1955

(paraissant tous les 2 mois)



S O M M A I R E

EDITORIAL :

« Esprit de Genève », Réalités sociales 1

NOTES EDITORIALES :

La chute de Peron 6
Tension sociale accrue en France 7
Avant la Conférence du L. P. anglais 10
Les dirigeants yougoslaves à nouveau à l'épreuve 11
Auto-détermination pour le peuple cypriste 14
La Conférence atomique de Genève 15

M. PABLO

Au 15^e anniversaire de la mort de Léon TROTSKY 17

A. DURET

Les directions nationalistes devant la révolution en Afrique du Nord. 22

E. GERMAIN

L'économie indienne du 1^{er} au 2^e plan quinquennal 33

Manuel SOUZA

Le mouvement ouvrier brésilien face aux élections 39

Emilio PRADO

Les masses chiliennes cherchent une issue révolutionnaire 46

Néo-réformisme, stalinisme et marxisme (A propos du livre Merleau-Ponty « Les aventures de la dialectique »).....

49

LES LIVRES

Le Manuel soviétique d'économie politique (II) 56
Quand le fascisme nous devançait, de D. Guérin 60
Croquis d'ambassade, de P. Quaroni 61
L'opium des intellectuels, de R. Aron 62

DOCUMENTS

Déclaration du Secrétariat International sur la Conférence de Genève 63
Déclaration du Secrétariat International sur la proposition de construction d'une Internationale prolétarienne de masse 65

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

Ecole internationale de cadres — « Revista Marxista latino-americana » — Belgique — Israel — Etats-Unis — Ceylan — Uruguay — Indonésie — U.R.S.S. — Pologne — Chine 69

OCTOBRE 1955

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous**IV^E INTERNATIONALE**Organe du Comité Exécutif International de la IV^e Internationaleéditorial**“ Esprit de Genève ”, réalités sociales**

La conférence de Genève a donné une forme plus intégrale et plus claire aux processus, aux changements, aux rapports qui marquaient depuis un certain temps déjà l'évolution de la situation internationale.

Elle a fait le point de cette situation.

Certes les participants à la conférence n'ont employé qu'un langage bien conventionnel pour exprimer le sens de celle-ci, et l'ont résumé dans la formule depuis en vogue de « l'esprit de Genève ».

Faute de pouvoir altérer, par la force, par la guerre générale, la situation du *statu quo actuel*, l'impérialisme a accepté une pause provisoire dans « la guerre froide » et s'est résigné à discuter aimablement avec ses interlocuteurs du bloc soviétique. Ceci afin de parvenir à des compromis limités. Voilà en quoi consiste essentiellement « l'esprit de Genève ».

Cet arrangement est le résultat d'une série de facteurs exerçant une interaction convergente, qu'il s'agit maintenant d'analyser.

Tout d'abord, l'évolution du rapport des forces global entre la révolution et l'impérialisme, défavorable à celui-ci. C'est la guerre de Corée qui avait mis en lumière la force toute relative de l'impérialisme américain, assisté de l'ensemble de l'impérialisme, face à la force globale de la révolution sous toutes ses formes : Etats ouvriers, révolution coloniale, mouvement ouvrier métropolitain.

L'importance plus particulière de la révolution chinoise s'était déjà démontrée lors de la guerre de Corée. L'impérialisme américain a eu besoin de temps pour réaliser complètement les leçons de la Corée. Il vivait toujours sous l'influence de sa puissance économique et du sentiment de sécurité et de supériorité grandissantes que lui procurait le réarmement gigantesque qu'il a entrepris depuis lors, et basé avant tout sur son avance en matière d'armes atomiques.

Bientôt la possession de la bombe H a contrebalancé pour un temps ses déceptions amères en Corée. Mais, durant toute cette même période, les réalités mondiales pénétraient d'une manière constante plus profondément dans la pensée d'un nombre grandissant de dirigeants américains.

Le réarmement, les armes atomiques, la bombe H suffisent-ils à

effacer les défaites de Corée et du Vietnam, les effets immédiats et à long terme de la stabilisation de la Chine révolutionnaire ? à combler le retard dans le réarmement des autres impérialismes, de l'Allemagne et du Japon en particulier, et surtout à contrebalancer la puissance économique et militaire grandissante de l'U.R.S.S. et des autres Etats ouvriers, y compris leur puissance en armes atomiques et en bombes H ?

Le défaitisme profond de la vieille bourgeoisie européenne n'est peut-être pas loin d'avoir contaminé nombre d'âmes héroïques des croisés nord-américains.

Cependant ce facteur à lui seul n'aurait jamais produit « l'esprit de Genève » s'il n'était accompagné de deux autres éléments : la situation économique actuelle du capitalisme, l'attitude de la nouvelle direction de la bureaucratie soviétique.

L'évolution du rapport de forces défavorable à l'impérialisme qui était prévue, se confirme maintenant de manière éclatante, et est à la base du caractère révolutionnaire de la période, malgré des changements limités et éphémères ici et là favorables à l'impérialisme.

Mais à elle seule cette évolution ne peut pas exclure le recours de l'impérialisme à la guerre aussi longtemps qu'il n'est pas paralysé par l'action des masses dans sa citadelle même, les Etats-Unis.

Face à une nouvelle progression importante de la révolution mondiale ou à une aggravation sérieuse de la situation économique, l'impérialisme réarmé n'hésitera pas à se lancer plutôt dans l'aventure qu'à se laisser terrasser « pacifiquement ».

A deux reprises dans le passé récent, lors de la bataille de Dien-Bien-Phu, et lors de la crise dans le détroit de Formose, la situation internationale était arrivée à deux doigts de la guerre. Que ceux qui sont mystifiés par « l'esprit de Genève » ne l'oublient pas si vite !

Ce qui a joué en réalité dans le sens de la « détente », ce fut le climat économique à nouveau amélioré du capitalisme, qui a amolli sa volonté de combat et qui lui permet d'étaler davantage ses plans.

Dès la fin 1953, la situation économique aux Etats-Unis, dont le réarmement était parvenu à un haut niveau, semblait tourner à la crise, ce qui n'aurait pas manqué de comporter des répercussions importantes pour toute l'économie capitaliste mondiale. Cependant l'évolution économique suivit, aussi bien aux Etats-Unis qu'en Europe occidentale, une voie différente.

La « récession » qui a marqué l'économie américaine de 1953-54, d'une ampleur limitée, n'affecta que légèrement la conjoncture économique en Europe. Celle-ci a même bénéficié, précisément à cause de la « récession » aux Etats-Unis, de la baisse des matières premières, favorable à son propre essor. Grâce à un élargissement du marché inter-européen, résultat de l'augmentation du pouvoir d'achat des paysans et des ouvriers, de la libéralisation des échanges et d'un accroissement considérable des exportations de biens d'équipement et de biens de consommation durables aux pays en développement de l'Amérique latine, de l'Asie et de l'Afrique, l'économie européenne a réalisé depuis la fin 1953 le plein emploi de son appareil productif, des machines et de la force du travail.

D'un autre côté, à partir de l'automne 1954, la conjoncture américaine, toujours épaulée par le secteur gigantesque des armements, stimulée par la reprise de l'industrie de l'automobile et de la construction, financées toutes deux par une extension considérable du crédit (de l'ordre de 25 milliards de dollars) a liquidé rapidement la « récession » et s'achemine cette année vers un nouveau boom, probablement le plus important dans toute l'histoire du pays.

Rarement en temps de paix les affaires et les profits ont si bien marché pour les capitalistes que depuis un an à un an et demi déjà.

L'attitude de la nouvelle direction de la bureaucratie soviétique qui a succédé à Staline contribue à rassurer les capitalistes en ce qui con-

cerne le proche avenir, et à renforcer leur tendance à une politique au jour le jour, sans perspectives lointaines.

On peut conclure maintenant avec une quasi certitude que les raisons de la démission de Malenkov furent surtout d'ordre intérieur, et que ses successeurs persévèrent — en l'accentuant — dans la politique de détente avec les impérialistes.

Certaines tendances fondamentales de la nouvelle direction « collective » de la bureaucratie soviétique se trouvent confirmées et clarifiées. Elles correspondent à la nécessité profonde de réaménager les rapports de la bureaucratie avec les masses soviétiques et internationales, et de faire face à toute une série de problèmes d'ordre économique, social et culturel légués par le long règne absolutiste de Staline.

La nouvelle direction a plus que jamais besoin de temps pour chercher à résoudre tous ces problèmes au mieux de ses intérêts, dans un climat international de détente relative. Le régime figé de Staline entraine en contradiction, dans tous les domaines, avec les progrès économiques et culturels réalisés en U.R.S.S. et les progrès révolutionnaires dans le monde entier.

D'autre part, ses méthodes aggravaient dangereusement la situation internationale, un tel climat correspondant du reste au mieux à la tension maintenue à l'intérieur de l'U.R.S.S. Ses successeurs, soumis à une pression montante de tous côtés, se voient obligés de repenser la politique d'ensemble de la bureaucratie soviétique. D'où le cours de « libéralisation » relative constante qui se poursuit malgré quelques détours en U.R.S.S. aussi bien dans le domaine des lettres, des arts, des sciences, que de la police, de la justice et des rapports avec les ouvriers dans les entreprises.

Dans tous ces domaines la bureaucratie s'efforce d'atténuer la tension et de retrouver le contact perdu avec les masses. Naturellement ses efforts ne peuvent avoir qu'un effet limité, une vraie libéralisation du régime et le rétablissement effectif de la démocratie prolétarienne étant par nature incompatibles avec le règne politique de la bureaucratie.

D'autre part, les goulots d'étranglement et les disproportions de l'économie soviétique, légués par la gestion bureaucratique de Staline, ne font que devenir actuellement plus criants dans la mesure précisément où le progrès économique et culturel atteint un niveau élevé, et où l'isolement de l'U.R.S.S. du reste du marché mondial est en fait définitivement rompu.

De quoi s'agit-il exactement ? De la crise, de la disproportion, qui s'est avérée dans l'agriculture, dont le développement ne correspond ni à l'accroissement de la population ni à celui des besoins accrus en produits de consommation des masses soumises de longues années durant à la plus stricte portion congrue. Du réaménagement maintenant également nécessaire de l'industrie planifiée qui, après une période de développement impétueux mais sans égards pour le coût de revient et la main-d'œuvre, doit à présent rationaliser ses méthodes de production, réduire ses frais, économiser la main-d'œuvre, et accroître la productivité.

Une nouvelle étape est ainsi ouverte aussi bien devant l'agriculture que l'industrie, posant des problèmes nombreux et complexes dont la solution est précisément entravée sinon rendue impossible par la gestion bureaucratique.

Dans ce domaine aussi, la démocratie prolétarienne est un élément fondamental, l'augmentation de la production et de la productivité, la réduction des faux frais énormes de la planification, son élaboration et son application judicieuses et contrôlées étant toutes des tâches économiques qui nécessitent la participation démocratique des masses dans la gestion de l'Etat et de l'économie.

Il est à ce propos significatif qu'une enquête comme celle qui fut consacrée dernièrement par l'organe anglais bien connu « Observer »

aux problèmes économiques et industriels de la Grande-Bretagne, conclut à la nécessité d'associer désormais démocratiquement les ouvriers à la production dans chaque usine et dans chaque région industrielle, faute de quoi le développement ultérieur des forces productives devient problématique...

A ces problèmes intérieurs propres à l'U.R.S.S. s'ajoutent, pour la bureaucratie soviétique, ceux qui proviennent de ses rapports avec la Chine, avec les autres Etats ouvriers, et avec les Partis communistes des pays capitalistes. La situation reste fluide dans tous ces domaines, et il est peu probable que les dirigeants soviétiques puissent faire mieux pour le moment que d'ouvrir ici et là — avec circonspection certes — les vannes de la vapeur sous pression.

Des solutions leur manquent ; et leur imagination, ou leurs possibilités en ces matières sont de toute manière limitées, vu leur rôle de représentants d'une caste bureaucratique qui a fait son temps.

Mais tout cela explique suffisamment la nécessité supplémentaire pour la bureaucratie soviétique d'éviter le conflit général avec l'impérialisme, de gagner encore et toujours du temps. Cependant elle n'est d'autre part disposée à obtenir ces délais que sur la base de l'observation stricte du *statu quo* actuel.

Cette idée qui fut aussi avancée initialement par notre mouvement est maintenant devenue claire. A Genève, les dirigeants soviétiques ont multiplié les gestes et les sourires d'apaisement, les impérialistes n'ayant insisté sur aucun changement de la ligne de division actuelle du monde, et ceci y compris sur la question de l'Allemagne.

En effet pour la première fois, lors de la conférence de Genève, il a été dit si clairement par le Kremlin qu'on doit tenir compte de l'existence de « deux » Allemagnes, et que la question de la réunification de l'Allemagne est subordonnée à celle de la sécurité collective européenne, et d'une entente entre les « deux » Allemagnes.

Depuis lors les résultats du voyage d'Adenauer, à Moscou, et ensuite de Grotewohl ont renforcé cette position. Le « chancelier de fer » a dû céder sur la proposition de Moscou d'établir des relations diplomatiques en échange de la maigre contre-partie de la libération de 10.000 prisonniers de guerre.

Et déjà la presse impérialiste mondiale appréhende avec angoisse le jour où le fait de deux Allemagnes doit s'imposer aux Occidentaux; elle considère qu'un engrenage fatal a été mis en marche, par lequel toute l'Allemagne pourrait insensiblement virer du côté de l'Est. Sombres perspectives en effet pour l'impérialisme, quoique un peu prématurées.

Nous devons insister un peu davantage à ce propos. Il serait toujours irresponsable d'affirmer que l'impérialisme, face à un rapport de forces si défavorable pour lui, sombrera définitivement dans l'inaction, l'apathie et le laisser aller. En réalité, réarmé jusqu'aux dents comme il l'est à l'heure actuelle, il trouvera ses réactions en cas d'une nouvelle progression dangereuse de la révolution dans le monde ou d'une aggravation importante de la situation économique.

L'évolution de la conjoncture économique est à ce point de vue un facteur déterminant pour la perspective, car elle affecte en plus la vigueur et le sens des luttes du prolétariat, dans les métropoles en particulier.

Le mûrissement des conditions pour une crise économique majeure n'a pas été stoppé, au contraire on peut dire qu'il est accéléré à l'heure actuelle. L'appareil productif du capitalisme travaille à plein emploi, face à un marché qui ne se développe plus, mais qui est d'un côté soutenu par les contributions de l'Etat en matière d'armements, de reconstruction, de crédits et de subventions de toute sorte, et de l'autre côté constamment repartagé entre les puissances capitalistes concurrentes.

Peut-on dans ces conditions envisager toute une période de nouvelle

stabilisation capitaliste au palier actuel ? Une telle perspective reste toujours hautement improbable.

D'autre part, une nouvelle progression de la révolution n'est pas fonction uniquement du climat économique dans les métropoles. Le domaine colonial est loin d'être stabilisé. Aucune question de l'Extrême-Orient n'a trouvé encore une solution viable et de nombreux foyers s'allument constamment, comme ceux d'Afrique du Nord et d'Amérique latine.

Dans les métropoles même, la stabilité est si relative qu'il suffit d'une importante vague de grèves revendicatives, toujours possibles et même inévitables précisément à cause des conditions de plein emploi, pour que la situation se détériore rapidement et que la question de la solution ouvrière, sous la forme d'un gouvernement des partis ouvriers, se pose.

Quant à la situation particulière de l'Allemagne, personne ne peut dire à quel mouvement de masse conduira le maintien prolongé de sa division, aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest.

Par conséquent les fondements manquent, sur le plan économique aussi bien que social, pour baser une longue période de « coexistence pacifique », sur la ligne de la division actuelle du monde, entre l'impérialisme et l'alliance des Etats ouvriers.

Dès que le climat économique s'assombriera à nouveau, « l'esprit de Genève » risquera de s'évanouir complètement. Sa vivacité est déjà de jour en jour en recul.

La crainte des effets terrifiants de la bombe H et de l'inévitabilité des représailles, que certains évoquent pour déclarer la guerre « impossible à jamais », ne suffiront jamais à désarmer l'impérialisme. Ces facteurs peuvent à la rigueur neutraliser l'emploi de telles armes par l'un et l'autre camp. Mais n'en reste-t-il pas d'autres, y compris les armes atomiques tactiques, pour se battre le cas échéant ?

Sans désarmement de l'impérialisme par la Révolution triomphante dans chaque pays, l'éventualité de la guerre, du choc violent avec la Révolution, reste toujours entière.

La course aux armements qui ne connaît aucun répit, devrait rendre prudents les amateurs de l'évolution désormais soi-disant « pacifique » de l'impérialisme et du socialisme.

Les plans et les discussions actuelles sur le réarmement portent sur des réductions éventuelles rendues possibles par l'adaptation à l'armement atomique qui se généralise, et sur la mise en place d'un contrôle capable soi-disant de prévenir l'attaque subite. Mais les stocks d'armes atomiques et les secrets du dispositif militaire exact de chacun restent entiers, ainsi que les bases militaires de l'impérialisme de par le monde.

Faire progresser partout la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme, le désarmer par la prise du pouvoir dans chaque pays, reste toujours la seule manière efficace d'assurer la véritable évolution pacifique de l'humanité et de fructifier les immenses possibilités que lui procurent actuellement les nouvelles forces productives de l'automatisation et de l'énergie atomique.

La bureaucratie soviétique sera tentée de préserver son compromis avec l'impérialisme sur la base du *statu quo* actuel, en invitant les Partis communistes à mettre partout en sourdine la lutte révolutionnaire contre le capitalisme.

C'est à la tendance marxiste révolutionnaire, qui œuvre au sein du réel mouvement de masse dans chaque pays, de mettre ces plans en échec, en s'appuyant sur l'activité révolutionnaire indomptable spontanée des millions de travailleurs, telle que celle-ci se manifeste à l'heure actuelle dans les luttes en France, en Angleterre, en Allemagne, au Chili, en Argentine, aux Etats-Unis même, et dans la lutte armée des peuples coloniaux de l'Afrique du Nord engagés pour leur émancipation totale.

La chute de Péron

Ce ne sont pas les canons de la flotte de parade ancrée devant Buenos-Aires qui ont mis bas le régime de Peron. Ce sont les limitations inhérentes à la nature bourgeoise de ce régime qui l'ont empêché de se servir de la seule force capable d'écraser les factieux, celle du prolétariat organisé dans la C.G.T.

Devant la puissante coalition de toutes les forces réactionnaires, rétrogrades, du pays (propriétaires fonciers, gros commerçants, Eglise catholique, éléments arriérés de la petite bourgeoisie à nouveau exaspérée par le climat économique défavorable), coalition alliée à l'impérialisme yankee, la survie du régime de Peron, représentant de la bourgeoisie industrielle nationale, dépendait de l'action active des ouvriers armés. Peron, fidèle à sa classe, et les bureaucrates dirigeants de la C.G.T. à la solde de celle-ci, n'ont pas voulu recourir réellement à cette aide, qu'ils ont brandie pour un moment seulement comme simple épouvantail.

L'action des ouvriers armés délenchant la grève générale pouvait certainement bouleverser la situation de fond en comble et venir à bout de la révolte d'une partie des forces armées défendant les intérêts de la bourgeoisie compradore et de l'impérialisme. Mais cette action aurait fait sortir le régime hors de son orbite de classe. Peron serait devenu le Kerensky de la révolution argentine commencée, devant lequel se profilerait le spectre rouge d'Octobre. Il ne voulait sincèrement pas cela. Il a préféré démissionner et s'enfuir, sans manquer d'assurer préalablement la transition du régime bourgeois qu'il représentait à cette même armée qui venait de le déposséder du pouvoir.

Peron n'a pas « trahi », il est resté jusqu'au bout fidèle à sa classe. Ce sont les dirigeants syndicaux à la solde de cette classe qui ont trahi le prolétariat argentin, en ne réalisant pas la grève générale et l'armement général des ouvriers, en multipliant au moment le plus critique les appels au calme et à la résignation devant les progrès des factieux, enhardis précisément par cette trahison des dirigeants ouvriers.

Depuis le 16 juin 1955, l'Argentine a vécu une extraordinaire phase de luttes de classe, riches en enseignements multiples. Peron, il y a dix ans, avait accédé au pouvoir pour faire fructifier les possibilités d'une bourgeoisie d'un pays semi-colonial, immensément enrichie pendant la guerre, désireuse d'acquiescer une indépendance plus substantielle par rapport à l'impérialisme, à l'aide d'une industrialisation accélérée. Pour réussir, il avait besoin de la force organisée du prolétariat qui tenait constamment en respect les forces indigènes rétrogrades et assurait au régime en échange de quelques concessions limitées, une grande stabilisation sociale, remarquablement profitable à la bourgeoisie industrielle.

Les années de succès triomphants de Peron ont coïncidé avec la période de prospérité économique de l'Argentine, enrichie pendant la guerre, grande exportatrice de blé et de viande pendant les années de disette mondiale de produits agricoles, de l'immédiat après-guerre jusqu'à 1950 environ. Ensuite commença une période de déclin des exportations de l'Argentine, d'endettement envers un série de pays fournisseurs, et d'inflation intérieure. Seul le dévouement de la classe ouvrière permit à Peron de manœuvrer sur le plan économique et commercial sans être perturbé par de violentes réactions à l'intérieur. Mais devant une situation économique intérieure et une conjoncture internationale défavorables, son régime devait, pour y faire face, recourir à la fois à l'aide de capitaux étrangers et à l'abaissement du niveau de vie des ouvriers. Peron hésita à pousser loin l'offensive contre les ouvriers et préféra manœuvrer pendant une période avec l'aide de capitaux étrangers, des Etats-Unis en particulier. Le contrat passé à ce propos avec la Standard Oil est significatif du revirement de sa politique sur ce plan et de l'ampleur des concessions qu'il dut faire. Mais, une fois son front entamé par l'impérialisme, celui-ci voulut pousser ses avantages aussi loin que possible. Tout en marchandant avec Peron, il encourageait les forces indigènes hostiles à celui-ci, à renforcer leur pression sur lui, pour accentuer sa capitulation et entraîner éventuellement sa chute.

D'autre part, la bourgeoisie compradore voulait surmonter la crise économique principalement aux dépens des concessions faites par Peron aux ouvriers sur le plan des salaires et des services sociaux. Son attaque initiale prit la forme d'un regroupement politique sous le noble drapeau non encore usé d'un rassemblement démocrate-chrétien. Peron, averti du danger, passa à la contre-attaque, promulgua

une série de lois sapant le pouvoir matériel et moral de l'Eglise, et réprima l'activité des militants catholiques. A ce moment déjà, la lutte des classes en Argentine atteignit la phase d'une guerre civile latente ne pouvant se maintenir dans les stricts cadres du régime bourgeois.

Peron comprit vite cette dynamique et, de juillet à septembre, il fit tout pour rappeler à la bourgeoisie le sens de ses responsabilités et trouver un compromis entre toutes ses fractions sur la base de la légalité bourgeoise. Ce faisant, il s'aliénait chaque jour plus son seul soutien valable, la classe ouvrière, découragée, démoralisée par les hésitations, la modération, le conformisme du Chef, et encourageait objectivement ses ennemis qui voulaient dès lors exploiter à fond l'affaiblissement de sa position, désormais intenable.

Le bonapartisme de Peron a été poussé plus loin que nulle part ailleurs, mais au moment où il risquait de changer de base sociale et de reposer sur le prolétariat contre la bourgeoisie, il a tout naturellement préféré capituler devant sa classe. A partir de juin, le péronisme ne pouvait survivre qu'en tant que transcoissance d'un mouvement basé sur les ouvriers mais exploité par la bourgeoisie industrielle, en véritable mouvement ouvrier. Il aurait fallu que les milices ouvrières s'organisent face à l'armée truffée de cadres bourgeois, et que la menace de la grève générale des ouvriers armés occupant les usines et les rues reste constamment suspendue sur les têtes brûlées des chefs factieux. Mais le régime se serait alors engagé en réalité sur la voie du double pouvoir, avec Octobre pour perspective. Les bureaucrates dirigeants de la C.G.T. n'avaient naturellement pas l'étoffe de révolutionnaires prolétariens. La tendance marxiste révolutionnaire argentine, si courageuse, si pleine d'initiatives justes et hardies, n'était pas encore assez forte pour déterminer une telle évolution. Mais en ces extraordinaires trois mois de luttes de classe, de vastes couches prolétariennes ont fait une expérience politique prodigieuse qui laissera des traces ineffaçables dans le mouvement ouvrier du pays et de toute l'Amérique latine.

La bourgeoisie réactionnaire, épaulée par l'impérialisme yankee, s'efforcera d'écraser le mouvement ouvrier argentin. Il ne faut pas sous-estimer le danger ni ses répercussions sur tout le continent. Après le Guatemala, Washington remporte à Buenos-Aires sa plus grande victoire réactionnaire. Mais après l'expérience Arbenz, l'expérience Peron servira au mouvement ouvrier latino-américain à se donner désormais une véritable direction marxiste révolutionnaire, seule capable de le conduire à la victoire. La faillite des directions petites bourgeoises ou bourgeoises est patente. En Argentine, l'heure a sonné pour regrouper l'avant-garde ouvrière autour de la tâche essentielle : former un parti ouvrier de masse basé sur les syndicats. La C.G.T., malgré la trahison des dirigeants, est apparue plus qu'une centrale syndicale : l'organisation de classe du prolétariat capable de prendre toute une série d'initiatives politiques, le soviét, le vrai parlement ouvrier. Pendant les événements la C.G.T. était le parti du prolétariat et les marxistes révolutionnaires travaillant dans son sein avaient pour tâche d'amplifier et de compléter les mots d'ordre, les formes d'organisation et d'action qui faisaient de la C.G.T. le parti de la classe. Il faut partir de cette expérience vécue par des centaines de milliers d'ouvriers pour transformer la défaite passagère en victoire définitive et totale.

Avec Peron, c'est la direction bourgeoise nationale du mouvement ouvrier argentin qui s'en va. L'ère du parti ouvrier de masse et de la direction marxiste révolutionnaire commence.

25 septembre 1955

Tension sociale accrue en France

L'été 1955 a été marqué par un fort accroissement de la tension sociale en France, par une combinaison du développement de la révolution en Afrique du Nord avec une poussée revendicative ouvrière dans la métropole.

L'accord fragile avec la bourgeoisie tunisienne a stimulé les luttes au Maroc et en Algérie. Les plus grandes divisions existent au sein de la bourgeoisie française, au sein même du gouvernement, sur la question marocaine : tandis que les uns voudraient renouveler l'opération tunisienne, les autres ne songent qu'à recourir à la force, contre le peuple marocain et, si besoin est, contre le peuple français lui-même.

En ce qui concerne l'Algérie, la bourgeoisie française est plus unie. Elle est décidée à user de la force au maximum et, déjà, des classes démobilisées ont été rappelées ou sont maintenues sous l'uniforme. Défense aux journaux de soulever

cette question sous peine de saisie. Mais déjà à la gare de Lyon à Paris, un train de 600 rappelés n'a pas pu partir. « Incidents » non émeute, déclare le gouvernement. L'inquiétude gagne des milieux qui n'ont rien de révolutionnaire. Un journal mendessiste déclare que toutes les lettres qu'il a reçues de « rappelés » ont condamné la position qu'il avait prise contre le « principe de refus d'obéissance à une mesure de défense nationale ».

En France, la répression la plus odieuse bat son plein contre les travailleurs nord-africains.

En même temps, se développe un grand mouvement de luttes revendicatives pour des augmentations de salaires. Le mouvement a jusqu'à présent eu plus d'intensité et de vigueur en province qu'à Paris. Il atteint aussi bien les industries privées que des services publics, comme les transports parisiens. Le point le plus névralgique, au moment où nous écrivons cette note, est Nantes. Les ouvriers avaient tout d'abord contraint les patrons à céder ; mais, ceux-ci ont aussitôt dénoncé leur signature et prononcé un lock-out. Police et C.R.S. sont au service des patrons ; pendant quelques jours, il y eut des bagarres et un ouvrier fut tué. La prolongation du lock-out, qui implique la possibilité de nouveaux incidents sanglants, permet de penser que patrons et gouvernement veulent faire de Nantes une épreuve de forces. Mais, avant d'examiner comment se présentent les mouvements à présent, il est nécessaire de les situer dans leur cadre le plus général.

Il n'y a pas de doute qu'un des facteurs stimulant le mouvement est, comme dans d'autres pays capitalistes, la conjoncture de plein emploi : les travailleurs savent que les patrons ont fait d'énormes profits et ont leurs carnets de commandes remplis. Le retard des salaires est particulièrement sensible en province où pèsent les « abattements de zone » sur les salaires, alors que le plus souvent la vie est aussi chère qu'à Paris.

Mais le mouvement actuel en France se place dans le développement d'une situation qui remonte à quelques années en arrière, et dont le fait le plus important fut la grande grève du secteur public (cheminots, postiers...) d'août 1953. A cette époque, les grévistes avaient terminé leur mouvement et les ouvriers de l'industrie privée n'avaient pas bougé faute de perspectives. Ce mouvement avait laissé dans la conscience de tous les travailleurs (grévistes et non grévistes) l'idée que la simple grève ne suffisait pas. Mais au lieu d'éclairer la conscience des travailleurs, les grandes organisations qui se réclament d'eux se disputaient alors autour de la question de la CED. Cette question a complètement disparu de l'ordre du jour. La bourgeoisie, après l'intermède du gouvernement Mendès-France qui fut porté au pouvoir sur la défaite de Dien-Bien-Phu et qui fut renvoyé aussitôt qu'elle se crut hors de danger, est revenue aux combinaisons gouvernementales qui automatiquement placent les deux grands partis ouvriers, P.C. et P.S., dans l'opposition.

Rarement les conditions de lutte furent plus propices : les ouvriers de la métropole, les peuples coloniaux, les paysans et les petits commerçants, tous veulent que ça change et la bourgeoisie n'a pas assez de forces de répression.

Il faut noter une tendance générale spontanée des travailleurs à recourir à des manifestations massives et à la force. Des patrons ont été séquestrés ; les rues occupées ; la chasse aux rares jaunes engagée. La presse bourgeoise et la presse des grands partis ouvriers s'efforcent de minimiser ces faits, qui donnent des inquiétudes au gouvernement, aux patrons et... aux dirigeants ouvriers.

Si la presse bourgeoise dénonce le caractère misérable de la direction du pays, les petites ficelles d'avocat médiocre d'un Edgar Faure, que faut-il dire des directions ouvrières ?

La direction du P.S. ne sort de son silence que pour élever des protestations bien timides contre la politique gouvernementale, en se gardant bien de faire quoi que ce soit qui pourrait effectivement gêner le gouvernement. Car ce que craint encore davantage cette direction, c'est le moindre appel à l'action derrière lequel s'engouffrerait le mécontentement populaire et dont le P.C. pourrait tirer profit. Le dernier congrès du P. S. fut, en apparence, un congrès de tout repos. Les députés exclus sur la question de la C.E.D. furent réintégrés, et il n'était pas question d'ouvrir aussitôt une nouvelle lutte de tendances. Mais il y eut quand même quelques signes qui permettent de dire qu'une crise couve qui pourrait fort bien éclater avant peu. En octobre, le parti radical va tenir un congrès ; si Mendès-France l'emporte définitivement, le P.S. se trouvera largement attiré à former un bloc avec lui aux prochaines élections ; mais si le congrès radical ne se termine pas ainsi, s'il reste sur une formule à la Edgar Faure, le courant pour un rapprochement avec le P.C. ou, au moins, pour une coopération de facto avec lui se trouvera renforcé dans le P.S. et il pourra peut-être venir au grand jour.

La direction du P.C. s'est rarement montrée aussi lamentable qu'en ces derniers mois, et surtout au cours de la toute dernière période. Elle est désorientée par les

événements ; elle célèbre « l'esprit de Genève » et craint de faire quoi que ce soit qui troublerait cet « esprit ».

Sur les questions d'Afrique du Nord, cela atteint le scandale, la trahison. Les députés communistes ont ratifié les accords entre le capitalisme français et la bourgeoisie tunisienne. « L'Humanité » a soutenu le résident général Granval au Maroc. Elle ne mentionne pas les organisations algériennes interdites et Duclos, silencieux depuis plusieurs mois, n'a élevé la voix que lorsque le P.C. algérien a été dissous. Pratiquement les travailleurs nord-africains en France n'ont reçu aucune aide effective des organisations ouvrières, et par suite on constate chez eux un repli.

En face du mouvement revendicatif, ni le P.C. ni la C.G.T. n'ont pris position claire. Plus exactement, en face des tendances profondes des travailleurs qui se sont exprimées dans plusieurs villes à procéder à des manifestations massives, à descendre dans les rues, à tenir tête aux forces policières, ils ont dénoncé les « provocateurs trotskystes » et, au lieu d'unifier les mouvements, ils mettent l'accent sur la disparité des revendications de catégorie à catégorie, jusque dans une même usine.

La politique stalinienne prend prétexte des différents niveaux auxquels se trouvent les ouvriers pour freiner les couches les plus avancées et pour fragmenter au maximum les mouvements. La direction stalinienne ne cherche pas à stimuler l'ensemble des travailleurs au moyen d'une large perspective, d'un mot d'ordre central ; elle sait que la direction réformiste se conduira de la façon la plus veule et elle se borne à une attitude qui lui permette d'en tirer profit. Elle n'a qu'un objectif, le maintien du statu quo international, dont Edgar Faure s'est fait lui aussi un protagoniste à Genève.

Il est vrai que la direction du P.C. a adressé à la direction du P.S. une proposition d'action commune des deux partis sur des points donnés. En soi, c'est un progrès par rapport à l'attitude ancienne. Mais, cette proposition a été faite de façon purement formelle, elle n'a été appuyée par aucune agitation pour la faire connaître, elle n'élargit pas la perspective à celle d'un gouvernement des deux partis pour la réalisation d'un programme de défense des intérêts des masses travailleuses ; enfin, l'attitude générale de la direction du P.C. qui, devant les nombreux changements de la situation dans le monde et notamment de la politique intérieure et extérieure soviétique, se montre plus que jamais un perroquet répétant ce qui a été dit par Moscou sans être capable de penser par elle-même ne peut permettre de remonter le courant de méfiance qui s'est développé à son égard tant dans les milieux pro-communistes que dans les milieux ouvriers encore hostiles au communisme.

Les déchirements de la bourgeoisie, l'impuissance du gouvernement, la révolution en Afrique du Nord, le mécontentement grandissant des masses travailleuses en France tant sur leurs conditions de vie que sur les mesures de force entreprises en Afrique du Nord, tout cela indique que ce n'est pas seulement vers de nouveaux Dien-Bien-Phu que la France marche, mais vers une crise révolutionnaire sans précédent. La prochaine campagne électorale de 1956 ne pourra que favoriser la politisation la plus générale du pays. Il n'y a pas de doute qu'une aile de la bourgeoisie tentera de concentrer ses forces restantes au maximum. Il y a des militaires qui croient encore que les victoires sur le pays sont plus faciles à obtenir et les plus profitables.

Mais il est impossible que la politisation grandissante, la volonté de plus en plus générale d'un changement radical ne provoquent pas des crises profondes au sein des grandes organisations. C'est inévitablement dans le P.S. que les choses se montrent plus rapidement, mais elles ne peuvent pas aller trop loin, en raison de la composition sociale et du niveau politique de ce parti. Dans le P.C., le régime bureaucratique a comprimé tous les mécontentements, toutes les divergences ; mais ceux-ci, lorsqu'ils perceront, en auront une intensité et une vigueur d'autant plus grandes que ce parti est lié aux couches ouvrières les plus décisives et qu'il a pour armature des militants qui sont vraiment des communistes. Les manifestations larvées de crise intérieure se sont multipliées au cours des dix-huit derniers mois ; il serait surprenant que les événements actuels et le silence des principaux dirigeants depuis près de six mois ne donnent lieu à de surprenants développements.

« Incidents », c'est l'euphémisme employé par le gouvernement et la presse bourgeoise pour caractériser une série d'événements comme l'affaire des rappelés à la gare de Lyon, les bagarres de Nantes, d'autres chocs sociaux. Les « incidents » se multiplieront, s'intensifieront, ils toucheront tout ce qui est aujourd'hui un élément de conservatisme social en France, y compris les vieilles directions ouvrières. La rubrique de ces « incidents » prendra une place de plus en plus grande dans la politique française.

Avant la conférence du Labour Party anglais

La défaite électorale du Labour Party n'a pas entamé la combativité de la classe ouvrière anglaise. C'est depuis lors qu'il y a eu des grèves importantes, des dockers et des cheminots en particulier, ainsi qu'une véritable avalanche de revendications de la part de toute une série de syndicats portant sur une augmentation substantielle des salaires.

Les raisons de ce mouvement, analogue à celui que connaissent la plupart des grands pays capitalistes à l'heure actuelle (Etats-Unis, France, Allemagne) sont essentiellement les mêmes que pour ces pays : les ouvriers, encouragés par le plein emploi et conscients de l'accroissement énorme des profits patronaux, réclament partout une plus grande part dans la distribution du revenu national accru.

En Angleterre, une raison supplémentaire éperonne ce mouvement : en contraste avec le niveau des prix en 1954 et 1955 qui fut stable aux Etats-Unis, en France et en Allemagne, les prix n'ont pas cessé d'y monter durant cette même période. Dans ce climat, instinctivement le prolétariat anglais qui, des années durant, avait accepté les rigueurs de la politique d'austérité des gouvernements successifs du Labour, a réagi à la défaite de ce parti lors des récentes élections, en donnant libre cours à ses revendications élémentaires si longtemps comprimées.

La bourgeoisie et la droite bureaucratique du Labour Party et des syndicats ont accusé douloureusement le coup. D'autant plus que la situation économique en Angleterre une fois de plus à l'approche de l'hiver présage une crise.

Certes la production industrielle a connu cette année encore une avance (6 % au dessus de celle de la période correspondante de l'année passée) et le chômage est tombé au plus bas de toutes les années passées (à peine 1 % du nombre total des travailleurs). Mais en même temps, le déficit commercial n'a cessé d'empirer, entraînant une diminution alarmante des réserves en or et en dollars, passées de 2.918 millions de sterling en août 1954, à 2.457 millions en août 1955.

Ce processus est dû essentiellement à un accroissement du volume et de la valeur des importations, face à une diminution des exportations. Le boom qui caractérise de nouveau l'économie américaine entraîne une certaine hausse des matières premières, donc de la valeur des importations anglaises. D'autre part, la concurrence de l'Allemagne en particulier et du Japon dans une certaine mesure est sentie avant tout par l'Angleterre, en recul constant dans ses exportations aussi bien en direction de l'Europe, de l'Amérique latine, et même de l'Asie.

Le gouvernement tory n'a pas hésité à parler, à propos de cette situation, du « danger mortel » qui plane sur la monnaie et l'économie du pays. La dévaluation de la livre est considérée comme inévitable en cas de nouvelle aggravation du déficit commercial et de diminution des réserves.

Les mesures de restriction du crédit aux industries et aux commerces visent à restreindre les importations et à accroître la partie disponible de la production pour l'exportation. Mais on doute que ces mesures puissent renverser la tendance si elles ne s'accompagnent d'un blocage rigoureux des salaires.

C'est là dessus que porte actuellement l'effort conjugué du gouvernement et de la droite bureaucratique des syndicats et du Labour Party.

En réalité, dans le rapport des forces actuel entre le prolétariat, organisé et en plein emploi, et la bourgeoisie, toute lutte frontale, toute épreuve de force directe tournerait inévitablement à la défaite de la bourgeoisie. Celle-ci est parfaitement consciente de ce fait et met tous ses espoirs, pour endiguer le flot montant des revendications ouvrières, sur les capacités de l'appareil bureaucratique de Transport House et de la droite du Labour Party, pour reprendre le contrôle de leurs troupes, pour « discipliner » les ouvriers.

Le congrès des Trades Unions à Southport au début de ce mois-ci a tenté et, en partie, a réussi à ériger une première digue aux élans revendicatifs et démocratiques des légions organisées du Labour.

Les demandes pour la semaine de quarante heures, pour un soutien actif de la part de la direction centrale des syndicats des revendications d'augmentation de salaire, et pour une extension des nationalisations afin de faire face aux dangers de l'automatisation, présentées par n'importe quel syndicat, furent repoussées par la majorité du congrès. **MAIS, POUR LA PREMIERE FOIS AUSSI, DE TELLES DEMANDES RADICALES ONT ETE SOUTENUES PAR TOUTE UNE SERIE DE PUISSANTS SYNDICATS, TOTALISANT ENTRE 2,5 ET 3,5 MILLIONS D'ADHERENTS, QUI SE SONT PRESENTES AU CONGRES COMME UNE IMPORTANTE AILE GAUCHE AU SEIN MEME DES TRADES-UNIONS.**

La bataille entre la droite et la gauche sera certainement reprise lors de la conférence annuelle du Labour Party en octobre. L'esprit de la base est manifeste dans les résolutions votées par les organisations locales du parti, et proposées à la conférence ; une grande partie met l'accent sur la nécessité d'une « véritable politique socialiste » et non « à mi-chemin », afin de battre efficacement les Tories, sur l'extension des nationalisations, sur la restriction de la durée du service militaire et même sur son abolition complète.

Les questions économiques et politiques d'ordre intérieur occupent l'attention de la base, anxieuse de trouver une explication, les raisons de la défaite du parti aux élections et de préparer l'avenir et la revanche.

Ceci contraste avec les assemblées de l'année dernière, aussi bien des Trades Unions que du Labour Party, qui furent occupées essentiellement par le réarmement allemand.

La droite bureaucratique est consciente du danger que représente le courant de la base et a déjà mis au point sa machine de guerre. Gaitskell, son nouvel homme fort, qui se prépare à succéder à Attlee à la tête du parti, s'est rendu à Southport lors du congrès des Trades Unions pour demander à ses amis de Transport House d'augmenter leurs cotisations au parti, et du même coup leur nombre de voix dans les votes. Il envisage d'autre part d'organiser une véritable armée de quelques milliers de permanents, payés par la direction du parti, qui auront pour tâche de mieux contrôler les organisations locales, jusqu'ici base essentielle du « bevanisme », de la gauche.

La bourgeoisie jette tout son poids du côté de la droite, avec laquelle seulement elle peut tenir le prolétariat en laisse.

Une dure bataille, tantôt ouverte, tantôt sournoise, dans les coulisses, est engagée dans le mouvement ouvrier organisé anglais, entre des forces de classe hostiles. Elle ne sera gagnée que si la gauche s'organise à la base, dans les syndicats et le parti, sur un programme clair, audacieux, répondant aux revendications économiques et démocratiques essentielles du moment et aux aspirations socialistes de l'écrasante majorité du Labour.

Et l'âme de cette gauche, dans ce combat, son élément à la fois stimulant et organisateur, sera la tendance marxiste-révolutionnaire travaillant au sein de la classe ouvrière anglaise organisée, que représentent les syndicats et le Labour Party.

Les dirigeants yougoslaves à nouveau à l'épreuve

La visite des dirigeants soviétiques à Belgrade fut suivie, à plusieurs reprises, par des manifestations courageuses de Tito et de la presse yougoslave à l'égard du Kremlin. Tito n'a pas hésité à désigner Staline, et non Beria, comme le principal responsable de la rupture ; à critiquer Rakosi et les dirigeants tchécoslovaques comme voulant persister dans une attitude inamicale envers la Yougoslavie, et à demander la révision du procès Rajk.

D'autre part, la presse yougoslave a pris vigoureusement à partie les déclarations de plusieurs directions et dirigeants nationaux des Partis communistes — du P.C. français en particulier — faites au lendemain du voyage à Belgrade, et tendant encore une fois à justifier au moins en partie, soi-disant pour des raisons politiques valables, la condamnation du P.C. yougoslave par le Kominform.

La presse yougoslave a d'autre part demandé la révision des procès du Hongrois Rajk, et de l'Albanais Koxe Dodge.

Toutes ces manifestations ont eu lieu, il est vrai, avant la visite des différentes délégations yougoslaves en U.R.S.S., en particulier celle présidée par Tempo, qui a conclu des accords économiques importants avec le gouvernement soviétique.

Faut-il déduire qu'une pression a été exercée avant, uniquement pour arracher le maximum de concessions économiques du Kremlin ? Le proche avenir nous renseignera mieux, mais aussi bien la conception particulière que les dirigeants yougoslaves se font de la politique révolutionnaire et des principes, et la situation économique très difficile de la Yougoslavie autorisent malheureusement une telle interprétation.

L'autre manifestation importante des dirigeants yougoslaves depuis la visite à Belgrade fut la publication de l'article de Velko Vlahovitch dans le N°6-7 d'août 1955 du « Communiste » concernant la question d'une nouvelle Internationale. Il s'agit en réalité une prise de position générale par la direction yougoslave sur cette question, qui fut très probablement soulevée lors des entretiens de Belgrade, et en vue de devancer les plans du Kremlin concernant une dissolution éventuelle du Kominform et son remplacement par un autre organisme. Nous reparlerons, dans notre prochain N° de cet article de Vlahovitch.

Mais d'ores et déjà certaines remarques s'imposent. Vlahovitch constate un « certain désaccord » qui existe selon lui « entre de nombreux phénomènes de l'évolution actuelle de la société et des rapports sociaux d'une part, et d'autre part l'éclaircissement et l'explication théorique de ces phénomènes du point de vue du marxisme léninisme ». Il cite comme exemple « le tableau actuel de la question coloniale » qui « ne correspond plus à celui analysé en détail par Marx, Engels et Lénine dans leurs travaux. » La Chine et l'Inde, « les deux colonies les plus importantes rentrent dans le processus de l'édification socialiste ». De nombreux autres peuples coloniaux ou semi-coloniaux « ont conquis l'indépendance nationale ». Le « colonialisme classique » est devenu « un obstacle et un frein empêchant l'élargissement de l'expansion du capital ». D'où « l'abandon » par l'impérialisme moderne « des formes classiques et périmées du colonialisme ».

Vlahovitch dans son exemple commet une série d'erreurs à la fois du domaine de l'histoire, de la doctrine et des faits.

La révolution chinoise, en tant que facteur qui ruinerait dans un sens tout le système capitaliste n'a pas échappé à Marx et surtout pas à Lénine. Ce dernier fut en son temps plus sensible que tout autre à l'avenir proche et à l'énorme importance de la révolution en Chine et en Inde. Mais Lénine avait précisé que cette révolution aurait un caractère prolétarien et socialiste. Il avait exclu la possibilité, à l'époque de l'impérialisme, d'une révolution « bourgeoise démocratique » y compris pour les pays coloniaux. Et en cela il a vu absolument juste, l'exemple de la Chine et de l'Inde en étant, malgré ce que pense Vlahovitch, la preuve tangible.

Le « processus de l'édification socialiste » en Chine est réel et fut entamé sur la base de l'accomplissement d'une révolution qui a instauré en fait un régime de dictature du prolétariat.

Quant à l'Inde, du fait précisément qu'elle n'a pas accompli une telle révolution et que Nehru et son parti représentent une direction « bourgeoise démocratique », elle reste toujours du point de vue du caractère de classe du régime qualitativement différente de la Chine, et incapable de résoudre tous les problèmes « bourgeois-démocratiques », la question agraire en premier lieu.

Entre les éléments « socialistes » sur le plan purement économique, concentration des capitaux, et formes de capitalisme d'Etat, favorisés par Nehru, qui caractérisent l'Inde, et la réalité chinoise, il y a toujours tout l'abîme entre Réforme et Révolution.

Vlahovitch le franchit d'une manière spectaculaire certes, mais précisément par trop acrobatique.

D'autre part, présenter l'abandon auquel est acculé ici et là, par la lutte opiniâtre des masses coloniales, l'impérialisme des « formes classiques et périmées » de sa domination sur les pays dépendants, comme étant un abandon quasi volontaire, dicté par des nécessités économiques de « l'élargissement de l'expansion du capital », c'est comprendre totalement à l'envers le processus actuel de la révolution coloniale.

Celle-ci s'accomplit dans une lutte à mort contre l'impérialisme qui résiste à son amplification et qui entraîne en réalité la ruine définitive du système capitaliste. L'affranchissement de toutes les colonies et leur libre industrialisation est incompatible avec la survie de ce système.

Vlahovitch ne daigne pas mentionner, quand il s'occupe des « nouveaux » aspects de la question coloniale soi-disant non approfondis par la théorie marxiste, la contribution capitale en ce domaine de L. Trotsky sur la « révolution permanente ». Il lui serait en effet difficile dans un tel cas d'égaliser les « processus socialistes » en Chine et en Inde, et de pratiquer d'autres acrobaties théoriques.

Dans la suite de son article Vlahovitch souligne le « développement plus rapide des forces socialistes » favorisé par l'industrialisation de l'énergie nucléaire, ainsi que « le processus » accéléré « de socialisation du capital » grâce au rôle interventionniste grandissant de l'Etat. Vlahovitch maintient une équivoque, lourde de conséquences fâcheuses sur le plan théorique et pratique, entre les forces économiques et productives préparatoires dans un sens du socialisme, se développant au sein même du capitalisme et les forces politiques, conscientes, qui ne correspondent pas du tout automatiquement aux processus économiques.

D'autre part, parler de « socialisation du capital » à propos de l'interventionnisme grandissant de l'Etat sans spécifier en même temps la soumission grandissante de cet Etat aux monopoles capitalistes, c'est à nouveau faire des sauts périlleux de la quantité à la qualité, franchir allègrement les limites où change le caractère de classe du phénomène, et qui en réalité ne peuvent se dépasser qu'à la suite d'une certaine étape de la lutte de classe, étape appelée non pas Réforme (évolution graduelle), mais Révolution, changement brusque.

Tout cela pour aboutir à la « découverte » de la « loi du développement inégal du socialisme », des « voies » et des « formes diverses » du « socialisme » dans chaque pays.

Vlahovitch, apôtre lui aussi du « socialisme dans un seul pays » ne soupçonne même pas l'unité internationale du socialisme en tant que régime social achevé, ni l'identité du caractère de classe des régimes instaurés après la victoire de la révolution prolétarienne dans chaque pays, régimes qui indépendamment de leurs formes spécifiques ne sont au fond que la dictature du prolétariat.

Ce qui l'intéresse, après tout ces considérants théoriques, c'est de dégager le caractère général de la nouvelle Internationale qu'il préconise, où selon lui « se trouveront » comme l'a dit Engels pour la Ière Internationale « les socialistes de toutes les nuances ». Et dans la gamme des nuances de Vlahovitch, vu les voies diverses du processus « socialiste », la « loi du développement inégal », etc., la variété doit être vraiment assez large.

Vlahovitch connaît-il les conclusions tirées par Engels lui-même de l'expérience de la Ière Internationale ?

Dans sa lettre à Friedrich Sorge du 12 septembre 1874, Engels raisonnait ainsi : La Ière Internationale correspondait à une époque où le mouvement ouvrier primitif, en plein éveil, devait s'unir et « s'abstenir de toute potémique intérieure », et où le caractère théorique du mouvement était encore « très obscur ». « Je crois, concluait Engels, qu'après l'existence vécue de la Ière Internationale, la prochaine sera directement communiste et que ce sont nos principes (communistes) qu'elle arborera ».

En réalité, ceci ne fut réalisé que lors de la création de la IIIè Internationale.

La critique que Vlahovitch fait de celle-ci s'applique à la phase de sa dégénérescence stalinienne. Il devrait cependant s'expliquer aussi bien sur ses désaccords avec les principes et le fonctionnement de la IIIè Internationale du temps de Lénine et de Trotsky, que sur ses désaccords avec les principes et le régime de la IVè Internationale qui continue et développe l'œuvre de la IIIè Internationale de Lénine.

Nous reviendrons sur tous ces points. Contentons-nous aujourd'hui de dire ouvertement ceci aux dirigeants yougoslaves : Théoriser a posteriori les pratiques, la politique de l'Etat et du gouvernement, dans leurs rapports changeants avec le Kremlin et les Etats capitalistes, ne pourra jamais fournir une base ni pour la politique d'un parti révolutionnaire ni pour une Internationale. Dans la première phase de la rupture de votre parti avec le Kremlin, vous étiez amenés à esquisser une critique révolutionnaire du stalinisme, comme expression politique de la bureaucratie. Ensuite, sous la pression de l'impérialisme, vous avez reculé et commencé à théoriser dans un sens inverse votre nouvelle politique amicale à l'impérialisme, hostile au Kremlin, et vous étiez en train de confondre la nature de classe de l'U.R.S.S., en tant qu'Etat ouvrier, avec sa direction politique actuelle assumée par la bureaucratie soviétique.

Vous êtes maintenant à nouveau au carrefour, comme au temps de votre rupture avec le Kremlin. Vous renoncez des rapports amicaux, profitables, avec lui.

Verrez-vous, au fur et à mesure que ceux-ci se développeront favorablement, vos critiques de sa politique et de ses crimes s'estomper, et vos analyses théoriques découvrir maintenant une dose plus grande de processus « socialistes » véridiques en U.R.S.S. que dans les Etats capitalistes ?

Verrez-vous surtout surgir une théorie de la « coexistence » animée d'un bon « esprit de Genève » applicable au sein du mouvement ouvrier à travers une Internationale, vaste forum pour « l'échange » des « expériences » et des « idées » entre les directions bureaucratiques nationales, et ne s'engageant à rien ?

On peut prévoir à coup sûr qu'une telle tentative n'intéressera sérieusement personne, et ne fera naître aucune Internationale militante des Travailleurs.

La question de l'Internationale est d'une importance capitale pour qu'une discussion concrète et serrée soit engagée préalablement à toute décision, afin de définir ce que pourraient être le programme et le régime d'une telle organisation, ainsi que le suggère le Secrétariat International de la IVè Internationale dans sa déclaration publiée dans ce même numéro de notre revue.

Autodétermination pour le peuple cyprote

La majorité écrasante de la population de l'île de Chypre, colonie anglaise, qui est grecque réclame depuis longtemps déjà l'énosis, l'union avec la Grèce.

L'Angleterre s'est servie de l'île, placée aux avant-postes d'une région éminemment stratégique, vitale pour l'Empire britannique, face aux pays du Moyen-Orient, de Suez et de l'Égypte, en tant que base militaire importante. Depuis l'abandon de ses positions en Égypte, Chypre est devenue en réalité la principale base anglaise dans le bassin oriental de la Méditerranée.

D'où son refus obstiné de lâcher cette position-clé, malgré un mouvement national de libération qui n'a cessé de grandir parmi la population grecque de l'île.

Les paysans pauvres, le prolétariat des mines, les artisans et les petits commerçants des villes, d'origine grecque, qui forment l'essentiel de la population de l'île, voient dans l'énosis avec la Grèce la fin de leur exploitation et de leur oppression par l'impérialisme. Devant l'ampleur de leur mouvement, les faibles noyaux de la bourgeoisie compradore grecque de l'île se sont efforcés de prendre la tête du mouvement, à la fois pour l'émasculer et pour le décapiter d'une direction communiste.

La bourgeoisie grecque, d'autre part, verrait certainement d'un bon œil l'extension de sa domination sur l'île, tout en tirant profit, en attendant, du nationalisme que cette question suscite en Grèce, pour détourner en partie le mécontentement et la colère des masses grecques contre son propre régime.

La majorité des masses plébeïennes grecques de l'île se sont données depuis longtemps une direction influencée par le Parti communiste, et ceci malgré les volte-faces successives de ce Parti sur la question capitale de l'union avec la Grèce. Sa politique, dictée du Kremlin, fut chaque fois subordonnée aux rapports de ce dernier avec l'Angleterre, et depuis la dernière guerre, avec les États-Unis également. L'île est de ces petites monnaies d'échange dont le Kremlin n'a aucun scrupule à se servir chaque fois selon les intérêts occasionnels de sa politique étrangère. D'où une série de crises graves qui ont marqué et marquent encore actuellement la vie intérieure de ce parti.

L'influence trotskyste d'autre part n'a jamais cessé d'être considérable sur les éléments les plus avancés du pays, malgré les faiblesses de la direction de l'organisation trotskyste.

Le droit du peuple cyprote à l'autodétermination est certain, ainsi que son désir ardent d'unité nationale avec la Grèce. Le devoir des révolutionnaires anglais est de lutter pour rendre effectif ce droit des masses cyprotes.

Cependant la Grèce est actuellement gouvernée par une dictature militaropoliciaire féroce, patronée par l'impérialisme yankee. Les révolutionnaires cyprotes doivent tenir compte de ce fait. Dans les conditions actuelles, ils doivent lutter pour une union fédérative de l'île avec la Grèce, et, dans son cadre, réclamer un autogouvernement ouvrier et paysan des masses cyprotes.

C'est le mot d'ordre qui correspond au mieux aux vrais besoins et aux aspirations de ces masses.

L'énosis pure et simple avec la Grèce, sous le régime actuel, se ferait sous le signe du gendarme et du percepteur grecs, aussi oppresseurs et exploités, sinon davantage que l'administration anglaise de l'île.

D'autre part, celle-ci est économiquement beaucoup plus liée avec les pays voisins du Moyen-Orient et l'Égypte qu'avec la Grèce. Pour toutes ces raisons elle doit jouir d'une autonomie quasi complète aussi bien politique qu'économique dans le cadre d'une union fédérative avec la Grèce, qui satisfait le sentiment national des masses.

La minorité turque de l'île (1/4 environ de la population) doit jouir dans ce cas de tous les droits d'une minorité nationale.

Londres, pour perpétuer sa domination sur l'île, a usé encore une fois l'adage de sa séculaire politique impérialiste dans le monde : diviser pour régner. Londres a voulu dresser Grecs contre Turcs dans l'île même, la Turquie contre la Grèce, sur le plan international, réservant à l'Angleterre le rôle de superarbitre. Sa conférence tripartite a démontré cependant qu'à l'heure actuelle son vieux machiavélisme est devenu un vieux jeu irrévocablement démodé, et ne peut remplacer les vraies solutions vitales et inévitables.

Il ne stoppera pas un nouveau développement important du mouvement de libération nationale dans l'île. Il a d'autre part presque achevé et enterré de ses propres mains le corps moribond de l'Alliance balkanique, qu'il rêvait de patronner pour contrebalancer l'influence grandissante de Washington dans cette région et dans tout le Moyen-Orient.

La conférence atomique de Genève

Tenue 10 ans après le lancement de la bombe atomique d'Hiroshima, la Conférence qui s'est tenue cet été à Genève avec la participation de savants de 72 pays constitue un événement de la plus grande importance. La Conférence atomique a apporté un premier bilan des résultats obtenus dans le domaine de la science et de la technique de l'atome et donné une vue des perspectives grandioses qui s'offrent.

Avec cette Conférence, en fait il a été mis fin à ce « secret » institué dans ce domaine par le gouvernement américain et suivi par les autres. Evidemment, il subsiste des secrets de caractère technique, tels qu'ils existent en régime capitaliste dans toutes les branches de l'industrie, mais ils sont très limités et très peu efficaces. Le plus important paraît être celui qui a trait aux méthodes de séparation industrielle des isotopes de l'uranium employés dans la fabrication des bombes atomiques. Mais ces méthodes ne sont un secret ni pour l'URSS ni pour les USA ni pour la Grande-Bretagne... Quant aux autres pays, ils savent fort bien que les méthodes à employer sont prohibitives pour leurs budgets, et que la connaissance de ces « secrets » ne leur serait d'aucune utilité.

Le secret qui a été abandonné, c'est celui des travaux scientifiques. On ne l'a pas fait à cause de « l'esprit de Genève » ; mais on s'est simplement aperçu que les savants des divers pays, avec des moyens à peu près identiques, étaient arrivés aux mêmes résultats. Le secret maintenu pendant dix ans dans ce domaine a eu, d'un simple point de vue économique, comme première conséquence d'exiger plusieurs fois le temps de chercheurs pour aboutir aux mêmes résultats. En outre un simple échange d'informations — pas même une coordination des recherches — aurait permis aux savants de poursuivre leurs travaux bien au-delà du point où ils en sont arrivés aujourd'hui. Ce secret instauré par les Américains à la fin de la guerre avec l'espoir de maintenir la suprématie qu'ils avaient à l'époque dans le domaine atomique pour pouvoir dominer le monde, s'est avéré une très grande entrave au progrès scientifique.

Cette entrave se montre d'autant plus grande que la Conférence atomique de Genève a donné une idée des progrès déjà considérables qui ont été accomplis et qui font, en premier lieu, de l'emploi de l'énergie atomique non plus un rêve d'avenir ou une perspective imprécise mais une réalité. On a dépassé le stade des essais purement de laboratoire des piles atomiques d'il y a 10 ans. La fission atomique d'opère dans des réacteurs nucléaires qui fonctionnent aussi bien que toutes les autres sources d'énergie en usage à présent. En outre on a abouti à des résultats montrant qu'on disposait d'une gamme très étendue de possibilités de production d'énergie, que de multiples voies prometteuses étaient dès maintenant possibles.

On a fait allusion à Genève (mais visiblement dans ce domaine on ne s'est pas débarrassé de la pernicieuse notion de secret) à la production d'énergie non par fission des atomes lourds, mais par fusion contrôlable d'atomes d'hydrogène en atomes d'hélium. Le jour où celle-ci s'effectuerait, des quantités d'énergie absolument démesurées seraient à la disposition des hommes.

Avec ces données, ces possibilités qui sont sorties du domaine des laboratoires et qui sont déjà entrées dans le domaine des réalisations industrielles, finies les jérémiades sur la fin du charbon, la fin du pétrole, etc... qui avaient largement cours autrefois ; les plus grandes perspectives s'ouvrent pour l'avenir de l'humanité, la principale mesure du progrès étant la quantité d'énergie disponible par tête d'habitant, et la principale préoccupation étant de l'accroître.

Si, déjà, le développement des forces productives du temps de la vapeur, de l'électricité, du moteur à explosion ou à combustion s'avérait incompatible avec le cadre de la société capitaliste, à plus forte raison les forces productives résultant de l'utilisation de l'énergie atomique exigent une autre société, basée non sur le profit mais sur la coopération universelle pour le bien-être général de l'humanité.

On comprend fort bien que nombre de petits pays, de pays économiquement arriérés — qui, indépendamment des obstacles d'ordre financier, voient d'immenses obstacles matériels se dresser devant eux pour le développement des anciennes sources d'énergie — se sont tournés à Genève avec espoir vers les nouvelles possibilités, offertes par l'énergie nucléaire.

Mais le capitalisme n'a pas l'intention d'abdiquer et il ne voit dans ces possibilités que de nouvelles sources de profits. A Genève, il y avait des savants et des techniciens préoccupés de procédés, de rendements, de coûts de production comparés à ceux des autres sources d'énergie ; mais il y avait aussi, surtout de la part des Américains et des Britanniques, des hommes d'affaires intéressés à la vente ou à la

location de réacteurs et de combustibles nucléaires. Il est aisé de comprendre les nouveaux moyens de domination et de pression dont les grandes puissances prétendent ainsi disposer à l'égard de petits Etats.

A côté des énormes perspectives ouvertes en ce qui concerne les quantités d'énergie dont l'humanité pourra disposer, la Conférence a aussi permis de faire connaître largement que de très grandes perspectives existent aussi dans divers domaines grâce à la meilleure connaissance scientifique résultant de l'utilisation des isotopes radioactifs en particulier. Les compte-rendus de presse ont naturellement insisté sur certaines questions plus immédiatement sensibles à l'opinion publique (emploi en médecine, applications à l'agriculture pour accroître la production). Mais il n'y a pas de doute que les recherches qui se poursuivent dans les domaines les plus divers et qui s'étendront inévitablement à des domaines encore inexplorés aboutiront à des résultats qui dépasseront de très loin tout ce que les hommes avaient découvert avant de pénétrer au sein de l'atome. Non seulement sera accrue la domination de la nature par l'homme, mais celui-ci a déjà fait de grands pas dans la voie de la fabrication de substances incomparablement supérieures à ce que la nature lui fournit.

Toutes les conditions matérielles existent en fait pour assurer plus que le bien-être général, pour répandre ce qui aujourd'hui apparaît comme du luxe, pour réduire au maximum la peine des hommes, pour faire enfin une véritable société humaine. Mais de cela il ne fut pas question à Genève.

On y traita des effets des radiations, des dangers possibles, à la manière des maladies professionnelles qui se présentent dans plusieurs industries. Mais il ne fut pas question du véritable danger actuel : le capitalisme, pour conserver sa domination et la rétablir dans les pays où elle a été abolie, consacre encore la plus grande partie des efforts dans le domaine atomique à la fabrication d'armes de très grande destruction. Le président de la Conférence, le savant indien Bhabha, déclara qu'« une industrie atomique de production électrique largement développée rendra nécessaire la création d'une société internationale dans laquelle les grands Etats s'entendront pour maintenir la paix. » Contradiction de savant qui participe à une énorme révolution de la connaissance humaine, qui comprend aussi qu'elle a des implications de politique internationale, mais qui en même temps est incapable de se dégager du cadre actuel, parce qu'il ne comprend pas la puissance encore plus grande que toute l'énergie atomique qui se trouve dans la lutte révolutionnaire des masses laborieuses. Il regretta l'absence de la Chine — non invitée — sans cependant avoir la moindre idée que la révolution chinoise victorieuse indiquait la seule voie réelle vers la paix.

Les réformistes de tout acabit ne manquent de mettre au compte du capitalisme les maigres améliorations techniques qui ont été apportées à la vie des travailleurs ; mais les masses travailleuses comprennent de mieux en mieux que ces quelques progrès sont bien insignifiants en face de ce que le capitalisme leur dérobe.

La conscience de plus en plus claire des énormes possibilités fournies par la science et la technique modernes ne fera qu'exacerber la volonté des masses à pouvoir jouir de ces possibilités.

M. PABLO

Au 15^e anniversaire de la mort de Léon TROTSKY

Nous évoquerons, comme chaque année en ce mois d'août, avec ferveur le souvenir de l'homme qui, dans les plus difficiles conditions d'entre les deux guerres, a su continuer la pensée et l'action de Lénine, maintenir et enrichir le marxisme révolutionnaire militant : Léon Trotsky, assassiné il y a 15 ans par un agent de Staline.

Au fur et à mesure que les années passent, que l'expérience du mouvement ouvrier international s'accumule et se décante, que la situation dans le mouvement communiste en particulier et en U.R.S.S. connaît de nouveaux développements, l'homme et son œuvre ne peuvent que gagner en stature et en importance.

La pensée et l'action de Léon Trotsky apparaissent avec plus de relief que jamais comme s'étant exercées dans une juste direction historique.

Il importe peu que telle ou telle estimation ou perspective établie par Léon Trotsky fût invalidée a posteriori. Dans l'œuvre de tous les grands maîtres du marxisme révolutionnaire, Marx et Lénine y compris, il est facile de trouver maintes prévisions et estimations qui ne se sont pas vérifiées a posteriori, et dont certaines furent corrigées du vivant de leurs auteurs, par eux-mêmes.

Ceci tient au fait que les estimations et les pronostics marxistes n'ont rien de commun avec la manière d'opérer des oracles et leurs aphorismes lourds de fatalité. Chaque militant marxiste est conscient des limites objectives à ses possibilités de connaissance, d'approximation de la richesse, de la complexité de la vie et des situations, et par conséquent de l'inévitabilité des erreurs. D'autre part, toute estimation, tout pronostic marxiste est basé sur la résultante la plus probable pour une période d'un ensemble de facteurs en interaction, qui déterminent cette résultante.

Ces facteurs ne sont pas statiques mais en évolution, en changement, en lutte entre eux ce qui donne une dynamique à chaque moment différente du résultat global de leur interaction. Il arrive ainsi qu'au bout d'un certain temps, l'estimation, le pronostic, la perspective ne sont plus valables, certains facteurs initiaux ayant pris avec le temps une autre importance.

Ainsi les estimations et les pronostics marxistes valent, selon leur nature, pour une période plus ou moins longue, correspondant au laps de temps durant lequel l'interaction des facteurs initiaux aboutit plus ou moins au même résultat global initialement estimé, escompté.

De ce point de vue — le seul valable pour un marxiste — l'œuvre de Léon Trotsky ne peut être jugée par les côtés secondaires de telle ou telle estimation, de telle ou telle perspective, aujourd'hui nécessairement invalidée, mais par ses analyses et les théories qui couvrent et dominent toujours des réalités, des questions, des problèmes essentiels de notre temps, et par sa méthode.

Les critiques de Léon Trotsky, dont certains sortis des rangs de son propre mouvement, ne manquent pas une occasion de mettre en épingle les « démentis » infligés par l'histoire à ses pronostics, par exemple concernant les résultats de la dernière guerre. S'appuyant sur des phrases de ses derniers écrits détachées de leur contexte, ils lui attribuent l'idée d'avoir escompté la chute inévitable durant ou immédiatement après la guerre de la bureaucratie soviétique, le triomphe de la révolution mondiale, et celui de la IV^e Internationale.

Dans le cas contraire Trotsky serait prêt, affirment-ils, à admettre la faillite historique du prolétariat et la régression de l'humanité dans la barbarie. Et comme eux-mêmes considèrent maintenant que tous les changements révolutionnaires survenus effectivement, durant et après cette guerre, ne constituent qu'une expansion mondiale du « totalitarisme barbare » stalinien, ils crient à la faillite de Trotsky et préconisent un nouveau programme de défense des esclaves dans la nouvelle société « bureaucratique » qui s'intercale, selon eux, historiquement entre le capitalisme et le socialisme.

Que Léon Trotsky n'ait pas prévu un des déroulements de la dernière guerre — l'U.R.S.S. bénéficiant de l'appui de l'aile la plus importante de l'impérialisme, c'est certain. Qu'il ait envisagé des délais plus courts pour la chute de la bureaucratie soviétique et le triomphe de la révolution mondiale et de la IV^e Internationale, à ceux qui se présentent actuellement — cela aussi est certain. Marx,

Engels et Lénine dans des cas analogues, n'ont pas évité de prévoir des développements révolutionnaires d'un même rythme rapide et surtout dans une ligne aussi rectiligne.

Si erreur il y a eu dans cette manière de voir (et de prévoir), l'erreur tient à l'impossibilité objective de donner, en réalité, dans des conditions analogues, autre chose que la ligne générale des développements inévitables. Par exemple les pronostics de Lénine que la première guerre mondiale finirait inévitablement dans une crise révolutionnaire étaient absolument justes en tant qu'indication générale résultant du déséquilibre profond provoqué par la guerre dans la structure du capitalisme. Les pronostics de Léon Trotsky que la deuxième guerre mondiale finirait inévitablement dans une crise révolutionnaire d'une envergure encore plus grande que par le passé, se sont avérés également justes en tant qu'indication de la ligne générale des développements inévitables. Que, dans cette crise révolutionnaire résultant de la guerre, le stalinisme périrait inévitablement, conjointement à l'affermissement de la révolution mondiale et du marxisme révolutionnaire que seule virtuellement défend la IV^e Internationale, ceci non plus, en tant que pronostic général, n'est pas invalidé.

Le processus escompté est cependant devenu concret, épousant des lignes plus sinueuses, qui influent aussi sur le rythme.

La véritable et seule différence qui importe avec ces critiques de Léon Trotsky et nous-même se place sur un autre terrain. Ils nient purement et simplement l'existence d'une crise révolutionnaire et des développements révolutionnaires, issus de la dernière guerre. L'apparition d'autres Etats ouvriers, à côté de l'U.R.S.S., tant en Europe qu'en Asie, le développement impétueux de la révolution coloniale, de la situation en U.R.S.S., du mouvement ouvrier dans des pays comme la France ou l'Italie, tout cela est vu sous l'angle unique des directions inféodées encore au Kremlin et, par conséquent, en dernière analyse, comme une expansion mondiale du stalinisme et l'avènement de l'ère bureaucratique.

Nous, par contre, interprétons ces développements comme étant objectivement ceux, sinueux certes et déformés, de la révolution prolétarienne, et amenant inévitablement en dernière analyse la crise finale et la disparition du stalinisme.

Il est certain que Léon Trotsky les aurait interprétés de cette manière, et très probablement plus rapidement et amplement que nous ne l'avons fait. Cette conviction n'est pas arbitraire, mais basée sur sa doctrine concernant le caractère de classe de l'U.R.S.S. et sa méthode d'investiguer les phénomènes sociaux en général, ceux de notre temps en particulier.

Trotsky avait beaucoup insisté, dans ses écrits positifs ou polémiques concernant les problèmes soulevés par la dégénérescence bureaucratique de l'U.R.S.S., sur le facteur temps pour conclure sur telle ou telle appréciation de l'U.R.S.S., et du caractère révolutionnaire ou non de notre époque.

Qui pourrait sérieusement arguer que Léon Trotsky, s'il se trouvait devant les nouveaux développements issus de la guerre qui rendent la situation plus fluide que jamais, conclurait que le bilan de la lutte entre prolétariat et capitalisme s'est soldé par l'épuisement des capacités révolutionnaires des masses, l'éloignement de la perspective socialiste et l'avènement d'une ère bureaucratique ? Toute sa manière de penser porte au contraire à croire qu'il défendrait plus vigoureusement que jamais ses vues sur le potentiel accru de la Révolution prolétarienne, l'affaiblissement des anciennes directions traditionnelles, les possibilités et les perspectives meilleures de la IV^e Internationale.

Le « moment » de l'histoire dont parlait Trotsky pour caractériser le laps de temps écoulé depuis le commencement de la dégénérescence bureaucratique de l'U.R.S.S., reste toujours, à l'échelle du temps de l'histoire, un simple moment qui ne suffit pas pour conclure dans un sens contraire à celui qui fut le sien, ni sur le caractère de l'U.R.S.S., ni sur le caractère de l'époque. Au contraire, ce « moment » est ouvert actuellement sur des réalités et des perspectives éminemment révolutionnaires qui justifient l'optimisme robuste dont il n'a cessé d'être imbu.

Face au développement de la révolution coloniale ou de la Chine prise même isolément, Léon Trotsky aurait la satisfaction immense d'apercevoir à quel point ces exemples illustrent et vérifient les lignes fondamentales de sa théorie de la Révolution permanente. L'Assemblée nationale chinoise discute déjà les problèmes de la planification de l'industrie qui s'étatise à un rythme accru, et ceux de la collectivisation de la production agricole. Les théoriciens chinois, tous grandis à l'école stalinienne des « deux révolutions » de caractère social et sous régime politique distincts, et de la « Démocratie nouvelle », pris dans l'engrenage de la logique et des nécessités de la Révolution permanente, n'ont plus dans la bouche que les mots de « socialisme », de « dictature du prolétariat », de « planification », de « collectivisation » pour caractériser le régime social et politique en Chine et les tâches qu'aborde déjà la Révolution permanente chinoise.

D'autre part, si on tourne les yeux vers ce qui se passe en U.R.S.S. depuis la mort de Staline, on ne peut que s'étonner de la vitesse avec laquelle s'amplifie la crise de direction de la bureaucratie soviétique aux prises avec les problèmes et les difficultés hérités du règne de Staline et aggravés depuis.

Au lendemain de la mort de Staline, il était encore facile de nier ces développements inévitables, prédits par notre mouvement ; il était facile de draper Malenkov

dans le manteau d'un autre Staline, et de croire que la bureaucratie pourrait gouverner désormais purement et simplement comme par le passé. Mais, actuellement, chacun sent qu'il y a un changement de climat aussi bien en U.R.S.S. que dans les Partis communistes ; que le prestige des directions staliniennees a fortement baissé ; que l'esprit critique et revendicatif, se développe aussi bien en U.R.S.S. que dans les Partis communistes ; que le culte de Staline a pratiquement presque disparu ; que la bureaucratie soviétique, dont les dirigeants sont allés jusqu'à faire amende honorable à Belgrade, sont à la recherche de formules, de formes et de moyens nouveaux pour gouverner.

Il s'agit de comprendre le pourquoi de ces changements. Notre mouvement n'a pas attendu la mort même de Staline pour les prévoir et indiquer leur direction générale. En réalité, des années avant cet événement, notre mouvement, formé à l'école de Trotsky, de ses doctrines et de sa méthode (celles du marxisme révolutionnaire vivant) avait employé la dialectique pour comprendre les conséquences que devait entraîner les nouvelles conditions dans lesquelles furent placés la bureaucratie soviétique et le stalinisme après la dernière guerre. Là où d'autres ne voyaient qu'expansion pure et simple et en réalité consolidation du stalinisme à la suite de la création des Etats de « démocratie populaire » et du triomphe de la Révolution chinoise sous la conduite d'une direction stalinienne, notre mouvement avait vu facteurs de rupture de l'équilibre bureaucratique et introduction de ferments de dislocation du stalinisme. C'est ce qui lui a permis, entre autre, de comprendre dans ce sens la signification de la rupture yougoslave et sa très grande importance congluée à nouveau et accrue par la visite des dirigeants soviétiques à Belgrade, et les conséquences de ce geste.

D'autre part, notre mouvement n'a cessé, durant ces mêmes années, de souligner l'importance des développements économiques et culturels en U.R.S.S. même, en interaction avec la montée révolutionnaire mondiale. En nous basant sur l'analyse profonde donnée par Léon Trotsky du phénomène de la dégénérescence bureaucratique de l'U.R.S.S. par les conditions d'isolement et du bas niveau économique et culturel de l'U.R.S.S. au lendemain de la Révolution d'Octobre, nous avons pu dégager l'inévitabilité d'un processus de déclin accéléré, quoique non rectiligne, du règne de la bureaucratie soviétique en U.R.S.S. même et sur les Partis communistes, dans le cadre des conditions internationales et nationales contraires.

Le stalinisme est essentiellement un produit des conditions nationales arriérées dans le cadre d'une situation internationale de régression de la révolution. C'est dans de telles conditions que devient possible la formation d'une vaste couche bureaucratique, usurpant le pouvoir politique du prolétariat, et aboutissant à toutes les monstruosité sur le plan de la théorie et de la pratique que nous avons vu produites par le stalinisme en U.R.S.S.

L'analyse de ce processus faite par Léon Trotsky est allée au fond des choses et se confirme pleinement.

Toutes les difficultés et tous les problèmes auxquels la bureaucratie soviétique a toujours à faire face, proviennent de deux facteurs mis en pleine lumière, dans toute leur importance fondamentale par Léon Trotsky : le cadre national incompatible avec la possibilité d'y construire le socialisme ; l'entrave supplémentaire d'un régime bureaucratique pour progresser dans un tel cadre.

La propagande stalinienne qui a fait et fait toujours tant de victimes non seulement dans les rangs des ouvriers de l'Occident, mais aussi chez un bon nombre des membres « intelligents » de l'intelligentsia occidentale, et selon laquelle l'URSS est déjà un pays « socialiste », se préparant à entrer dans la phase supérieure du communisme, est un mythe sinistre qui engendre la pire confusion.

Le socialisme n'est concevable qu'en tant que régime international, fondé sur un niveau des forces productives supérieur à celui du capitalisme le plus développé.

Le « socialisme » dans la pénurie, tel qu'il existe encore en U.R.S.S., n'est qu'un régime préparatoire au socialisme, par certains de ses fondements économiques et sociaux qui sont des conquêtes de la Révolution d'Octobre. Sous le régime issu de cette révolution, la Russie a fait des progrès économiques et culturels énormes, mais le niveau des forces productives par tête d'habitant, non seulement ne dépasse pas celui des pays capitalistes les plus développés (des Etats-Unis en particulier) mais il reste encore considérablement inférieur.

Dans ces conditions, parler de l'abolition économique réelle, et non fictive, juridique, des classes en U.R.S.S., d'une tendance à plus d'égalité dans la distribution, d'une abondance même relative capable de satisfaire les besoins de tous les membres de la société, etc. — c'est fermer délibérément les yeux devant une réalité toute autre.

L'état de l'agriculture et la lutte autour des rythmes respectifs de l'industrie lourde et de l'industrie légère ont éloquentement démontré dans ces derniers temps l'actuel niveau des forces productives en U.R.S.S. par tête d'habitant.

Dans des conditions hypothétiques de paix internationale prolongée sur des décades, il faudrait envisager plusieurs plans quinquennaux pour atteindre et dépasser, dans le cadre national de l'U.R.S.S., le niveau des forces productives par tête d'habitant du capitalisme le plus développé. La construction du socialisme ne saurait être envisagée qu'à partir un tel niveau.

Mais, en réalité, même en faisant abstraction de l'impossibilité d'une paix durable pour des décades, il faudrait en plus tenir compte du déséquilibre permanent qui résulte de la planification de l'économie dans un seul pays et qui est énormément aggravé en U.R.S.S. par l'existence de la bureaucratie au pouvoir.

En effet, la planification en U.R.S.S. est viciée à la base par le fait qu'elle a comme cadre un cadre national, de toute manière limité, et qui oblige de développer telle ou telle branche de l'économie pour toute une période, à un coût de revient sensiblement supérieur à celui du marché international. Ce qui est une des raisons du déséquilibre qui se produit entre les diverses branches de l'économie (industrie lourde, industrie légère, agriculture) et au sein de chaque branche.

Ainsi, il est organiquement difficile dans des conditions nationales de maintenir des rapports et des rythmes d'équilibre entre ces trois secteurs de l'économie, et d'éviter les crises qui, de temps à autre, se manifestent dans ce domaine.

Mais l'économie soviétique d'autre part est viciée à la base par le fait supplémentaire de la gestion bureaucratique. Le pouvoir politique étant en U.R.S.S. entre les mains, d'une couche sociale distincte du prolétariat, aux mains de la bureaucratie politique et économique (des administrateurs de l'Etat et de l'économie), celle-ci planifie selon ses intérêts propres et selon ses méthodes. Il en résulte qu'une grande partie du revenu national est absorbée par cette bureaucratie improductive, qu'une autre partie est gaspillée par l'organisation bureaucratique du travail. D'autre part les ouvriers, n'étant pas associés démocratiquement à l'élaboration du plan et ne profitant pas de ce plan, comme ils le désireraient, le rendement du travail en souffre considérablement.

Ainsi la bureaucratie, qui a tendance à proliférer et à devenir vraiment tentaculaire, constitue un frein de plus en plus puissant au développement des forces productives en U.R.S.S.

Si cela est le cas avec le « socialisme » de l'U.R.S.S., on pourra comprendre quelle énormité théorique constitue de parler du « socialisme » en Pologne, en Roumanie, en Yougoslavie, en Albanie, ou même en Chine.

Il est probable que les dirigeants soviétiques actuels, aux prises avec des difficultés insolubles dans le cadre national, envisagent une planification sur une échelle plus vaste, de « l'Elbe au Pacifique », comme ils le laissent entendre. Ce serait là incontestablement un grand pas en avant, mais dont l'importance serait de nouveau limitée par le fait que cette planification associerait des pays (la Chine en particulier) ayant un niveau de forces productives encore plus bas que celui de l'U.R.S.S., et que par conséquent, on ne pourrait rattraper un niveau supérieur à l'actuel niveau de l'U.R.S.S. que plus tard.

D'autre part, il faut tenir compte du fait qu'une telle planification serait gérée non démocratiquement par les masses productives mais par des bureaucraties nationales souvent rivales, et dans lesquelles celle de l'U.R.S.S. et en partie celle de la Chine auront tendance à dominer et orienter la planification selon leurs propres intérêts.

La lutte de Léon Trotsky contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » qui paraissait à certains au début comme n'ayant qu'un caractère doctrinaire abstrait, s'avère être fondamentale, non seulement à cause des implications internationales de cette théorie, mais également à cause de ses implications intérieures qui déforment et faussent le sens et l'orientation à donner à la reconstruction socialiste dans un seul pays en attendant le triomphe de la révolution mondiale.

Le socialisme sera international ou ne sera pas, voilà ce que Léon Trotsky a explicitement mis en lumière, en toute clarté, avant que l'expérience stalinienne dans les domaines international et national n'accumule ses erreurs et ses méfaits.

Faute d'une telle base internationale pour l'édification socialiste, on peut enregistrer des progrès économiques à un rythme même impossible à atteindre dans le cadre du régime capitaliste, mais le risque est grand de voir se former une bureaucratie qui exproprie politiquement le prolétariat et vicie de ce fait toute l'évolution vraiment socialiste du pays. Ce qui fut et est toujours encore le cas pour l'U.R.S.S.

La notion de la bureaucratie soviétique, de ses origines, de son comportement double, de ses perspectives est à la base de l'analyse faite par Léon Trotsky pour comprendre la structure sociale actuelle de l'U.R.S.S. et le phénomène du stalinisme.

Plus le temps passe, plus les faits s'accumulent, et plus cette analyse acquiert toute sa valeur, étant la seule qui permette une explication correcte de la réalité soviétique et du stalinisme.

Le régime politique actuel en U.R.S.S. est incompréhensible, sans avoir entièrement assimilé cette notion. C'est elle qui permet de rejeter le confusionnisme des formules telles que « régime totalitaire », ou « régime socialiste », dans le sens que donnent à cette dernière formule les mystifiés du stalinisme.

D'autre part, forts de l'expérience maintenant concrète de ce qui peut advenir de la dictature du prolétariat dans un seul pays, Léon Trotsky et les trotskystes ont pu dégager, mieux que quiconque dans le passé, la question — qui a une importance capitale croissante — du programme de la démocratie prolétarienne. Le pouvoir démocratique du prolétariat est inconcevable, sans que cette classe puisse effectivement participer de plus en plus amplement et directement à la gestion de

l'Etat et de l'économie, à travers des soviets vraiment démocratiques, des syndicats indépendants de l'Etat qui, à la rigueur, puissent défendre les ouvriers à l'égard même de l'Etat ouvrier, et le droit aux partis politiques soviétiques.

Ce dernier droit d'une libre activité de la classe au niveau le plus élevé, c'est-à-dire au niveau politique, s'avère du reste déterminant pour tout le fonctionnement effectif d'une véritable démocratie prolétarienne, c'est-à-dire d'un véritable accès de la classe à la gestion de l'Etat et de l'économie (1). Ceci n'est plus pour nous un catéchisme abstrait et doctrinal qu'on jettera par dessus bord, devant les exigences et les difficultés de la « dure réalité » après la prise du pouvoir, mais une conviction théorique qui se dégage de l'expérience concrète acquise depuis près de trente ans déjà. Dans ce domaine aussi, on peut maintenant dire : Le pouvoir prolétarien sera tel ou ne sera pas du tout.

Grâce à l'œuvre de Léon Trotsky, à sa pensée et à sa méthode qui sont celles du marxisme révolutionnaire vivant, et au mouvement qu'il a créé, à la IV^e Internationale, nous avons pu élaborer et tenir à jour un programme complet, embrassant tous les domaines essentiels de la théorie et de la pratique du mouvement communiste à notre époque, un programme qui correspond à ses besoins, qui répond à ses problèmes.

Pour cette raison, dès qu'il y a réveil et maturation de la conscience politique parmi des éléments et des couches de l'avant-garde prolétarienne, il y a en réalité tendance à la rencontre de ces éléments, de ces couches avec le trotskysme. Car ils reconnaissent, dans son programme et ses idées l'expression la plus claire et la plus consciente de la voie qu'ils cherchent.

Les conditions objectives actuelles sont favorables à de tels processus dans la classe. Le caractère général de la période dans laquelle nous sommes entrés depuis la dernière guerre, reste révolutionnaire. Il est toutefois vrai que la conscience politique des masses ne correspond pas encore aux conditions objectives révolutionnaires, ni à l'activité révolutionnaire spontanée des masses. Il y a là toujours un très grand décalage, à la fois effet et cause de l'existence des directions traditionnelles, social-démocrates et staliniennes.

Nous devons tenir compte de cela, et nous en avons effectivement tenu compte.

Opposer notre programme intégral du dehors aux masses politiquement actives organisées dans des partis et des syndicats de masse, ne suffisait pas. Il fallait combiner cette tâche avec une présence effective de nos forces, de nos cadres, dans ces organisations, et y opérer là, dans l'esprit d'une politique de transition. C'est-à-dire y formuler les mots d'ordre, la politique qui conviennent à un moment donné, en tenant compte du niveau de conscience et des possibilités des organisations dans lesquelles nous opérons.

Nous nous efforçons de nous placer, dans tous ces cas, du point de vue d'une aile gauche de ces organisations. Mais cette politique risquerait de nous enliser dans la pratique centrée de gauche si elle ne se combinait, comme nous le faisons, avec un secteur indépendant de notre travail, avec l'existence d'organes de presse et d'une littérature cent pour cent marxiste révolutionnaire, cent pour cent trotskyste, défendant notre programme entier, et avant tout par l'existence indépendante de l'Internationale.

Ces conditions de travail, nous ne les avons ni choisies ni préférées. Elles nous sont imposées par la réalité du mouvement ouvrier international à l'étape actuelle. Nous en tirons seulement ainsi le meilleur parti possible dans les conditions actuelles pour la reconstruction d'un véritable mouvement marxiste-révolutionnaire de masse, et pour la formation de cadres individuels marxistes révolutionnaires.

Car pour ces derniers, ainsi que nous l'avait appris Léon Trotsky lui-même, il n'y a meilleure justification de leur travail, ni meilleure satisfaction personnelle que d'agir dans le sens de l'Histoire et de préparer l'avenir.

Août 1955.

(1) Nous avons eu souvent l'occasion de mieux expliquer cette idée dans d'autres écrits, dont le dernier est l'article paru dans *Quatrième Internationale* de mars-juin 1955 : « La conception de la « démocratie directe » des dirigeants yougoslaves ».

A. DURET

Les directions nationalistes devant la Révolution en Afrique du Nord

(*) Cet article a été terminé au début de juillet. La situation s'est considérablement aggravée en Afrique du Nord depuis cette date. Notre analyse a été largement confirmée par les événements. L'impérialisme a subi une secousse brutale au cours du mois d'août. Les contradictions internes paralysent ses efforts et provoquent le rebondissement de grands combats violents au Maroc et en Algérie. En dépit d'une répression sauvage qui a fait des milliers de victimes, le rapport de forces s'est gravement

La grande vague d'émancipation des peuples soumis au joug colonial venue de l'Asie touche maintenant en Afrique du Nord les rives les plus proches de l'Occident. Les victoires ininterrompues remportées par la révolution sur tous les continents contribuent à insuffler au mouvement d'émancipation nord-africain un dynamisme extraordinaire. Les répercussions de la bataille historique de Dien Bien Phu et de son dénouement victorieux se révèlent particulièrement importantes.

La lutte se trouve, en outre, exacerbée en Afrique du Nord du fait de la politique anachronique, sans envergure de l'impérialisme français acculé au bord du précipice. L'Afrique du Nord constitue une sorte d'arrière-pays pour l'impérialisme qui ne pourrait pas survivre à la perte de cette région vitale.

La révolution nord-africaine reçut une impulsion décisive à la suite de l'éclatement de la lutte armée en Algérie, en novembre dernier. Le conflit prenait désormais toute son ampleur en embrasant le cœur du dispositif français. Un grand pas en direction de l'unification du combat s'accomplit du même coup. Dès lors l'Afrique du Nord devint la préoccupation numéro un de la bourgeoisie française et n'est pas près de quitter ce rang.

La bourgeoisie décroche de sa politique traditionnelle de domination et d'administration directe en Afrique. Mais elle réalise ce pas dans les pires conditions et le pire désarroi, prise à la gorge par

déplacé en faveur des peuples algérien et marocain au point que le gouvernement s'est vu obligé d'édicter hâtivement des mesures de mobilisation et de maintien du contingent intéressant près de 200.000 hommes. La maturation révolutionnaire des masses nord-africaines est entrée dans une phase nettement plus avancée. Une nouvelle avant-garde tend de plus en plus à se cristalliser dans les trois pays du Maghreb.

A. D.

un mouvement de masse d'une grande profondeur qui menace de tout balayer et entravée jusqu'à la paralysie par ses propres contradictions internes. Ces conditions enlèvent toute efficacité à la tentative d'enrayer le mouvement par l'octroi de concessions limitées plus ou moins formelles. Les concessions toujours en retard d'un temps, lâchées à contre-temps restent trop en deçà des aspirations populaires. Le mouvement des masses a la sensation fortifiée que le rapport des forces est en sa faveur, qu'il a les moyens d'aller plus loin, d'obtenir davantage.

Une profonde crise sévit à l'intérieur du mouvement nationaliste des trois pays nord-africains, crise créée fondamentalement par les conditions révolutionnaires de la situation actuelle. Plus exactement, il faudrait dire que le mouvement nationaliste subit une profonde transformation, qu'il change entièrement de caractère. Ce changement s'effectue, il convient de le souligner au départ, sous les conditions de la crise de la direction révolutionnaire au sein du prolétariat de la métropole.

L'opportunisme des grandes organisations ouvrières françaises se révèle notamment par leur soutien dérisoire du mouvement d'émancipation nord-africain. Cette trahison est le grand facteur négatif qui retarde et rend plus malaisée la formation d'une véritable direction révolutionnaire en Afrique du Nord. Elle contribue pour une énorme part à l'aspect particulier de la crise du nationalisme nord-africain.

tration à sa solde. Il n'ignorait pas d'où viendraient les principaux obstacles au tournant politique qu'il venait d'ébaucher. Pour vaincre l'hostilité tenace des colons attachés au statu quo et faire la démonstration de sa fermeté dans la défense des intérêts impérialistes, Mendès

nomma un général à poigne, qui s'était fait la main au Viet-Nam, à la tête de la résidence et intensifia la répression. Des renforts de troupes débarquèrent massivement en Tunisie. C'est Mendès-France qui, fort de l'appui socialiste et communiste au Parlement, inaugura l'emploi du contingent dans la répression aux colonies. De vastes opérations étaient entreprises contre les « fellaghas ». Au cours du débat parlementaire de décembre, Mendès-France présenta son bilan : durant quatre mois de son règne 238 « fellaghas » avaient été tués contre 49 dans les quatre mois précédents. Jamais il n'y a eu tant de troupes en Tunisie.

En accordant la priorité à la Tunisie, Mendès-France choisit le secteur où la

situation était la plus périlleuse, où la résistance populaire avait pris la forme la plus avancée à cette époque et où, en outre, il rencontrait l'interlocuteur le plus apte à entrer dans son jeu. On se félicitait à ce moment du calme qui régnait en Algérie. Au Maroc la situation était rendue inextricable par la déposition du Sultan.

L'initiative de Mendès, on s'en rend encore mieux compte avec le recul, inaugurerait une nouvelle phase de la politique impérialiste.

Mendès-France a fait passer « l'autonomie interne » dans la voie des applications concrètes. Il n'était plus au pouvoir du gouvernement qui a pris sa suite de revenir sur ce qui a été amorcé.

LE NATIONALISME MODERE AUX ABOIS

Aucun parti nationaliste n'était mieux préparé que le Néo-Destour qui occupe une position bien particulière au sein des mouvements nord-africains, à entrer dans cette voie. L'objectif de toute la carrière de Bourguiba a été d'aboutir à une solution dans ce genre. « En Tunisie on ne peut pas être plus modéré que nous sans cesser d'être patriote », écrit-il dans une lettre. Il se targue aussi d'être « le seul parti qui joue la carte de la France et lutte courageusement contre les démagogues et les sur-enchères » (Interview à « Paris-Match » du 4-6-54). C'est sa fierté et sa préoccupation essentielle que d'être le plus modéré possible. Il considère que c'est l'atout principal pour réaliser l'indépendance de la Tunisie et n'a pas craint de rompre pour cela avec éclat tant avec les autres partis nord-africains qu'avec la Ligue arabe.

La lutte de Bourguiba à l'intérieur du mouvement nationaliste a été dirigée de bout en bout contre « l'extrémisme ». Il s'en explique assez nettement dans une lettre à Ferhat Abbas en 1946 : « Comme vous, j'ai voulu voir la réalité en face, en tenir compte et adapter mon action à cette réalité. Comme vous, j'ai voulu bannir de nos revendications tout ce qui me paraissait anachronique, chimérique et impraticable ; comme vous, j'ai essayé de trouver un compromis honorable avec la France, une solution d'équilibre qui, tout en tenant compte des aspirations légitimes, parce que naturelles, du peuple tunisien, sauvegardât les intérêts vitaux incontestés de la France. »

Son action a visé surtout à rallier autour du Néo-Destour toutes les fractions sans exception de la bourgeoisie tunisienne jusqu'au Bey et aux éléments les plus rétrogrades des confréries. Sur le plan international il s'est dépensé pendant 5 ans, à la fin de la guerre, à frapper aux portes de toutes les chancelleries et à se lier particulièrement avec le Département d'Etat américain. Les milieux américains sont persuadés,

aux dires de Bourguiba, « qu'en Tunisie, le meilleur barrage contre le communisme est constitué par l'U.G.T.T. (1) sur le plan social et le Néo-Destour sur le plan politique ». On devine sur quelle base Bourguiba s'est attaché à capter la confiance américaine.

Bourguiba comprit pourtant fort justement qu'il n'y aura pas « de solution internationale imposée de l'extérieur... Il se sépara des partis nationalistes nord-africains et de ses amis du Caire et affirma sa préférence pour le dialogue avec la France ». L'appui extérieur ne pourra que servir d'appoint pour « incliner la France au compromis » (2).

Ce rappel de la politique traditionnelle de Bourguiba et du Néo-Destour aidera à comprendre leur comportement au cours des récents pourparlers, ce désir de conclure à tout prix qui les conduisit à lâcher de redoutables concessions et à jeter toute leur autorité dans la balance pour faire désarmer les « fellaghas » avant d'avoir obtenu quoi que ce soit. Nous pouvons aussi mieux approcher ce que peut être leur calcul actuel.

La direction du Néo-Destour et Bourguiba le premier ne furent pas les moins inquiets devant le développement de la lutte des « fellaghas ». C'était la négation de leur ligne politique. C'était la naissance d'une nouvelle génération de combattants sortis du rang qui se créait une tradition nouvelle, distincte du Néo-Destour et qui pouvait conduire à la formation d'une nouvelle direction politique. L'union nationale patiemment construite par Bourguiba était mise à dure épreuve et ne résisterait pas à la prolongation et à l'intensification de la lutte des partisans. Le recrutement populaire des partisans compromis surtout

(1) Centrale syndicale nationaliste alliée au Néo-Destour.

(2) Introduction du livre de Bourguiba : « La Tunisie et la France ».

de paysans pauvres, sans terres, soulèvera à la longue de problèmes sociaux brûlants.

L'initiative politique menaçait d'échapper au Néo-Destour et à la bourgeoisie tunisienne. Le mouvement des masses se dégageait de leur emprise. L'action

des « fellaghas » ne pouvait être contrôlée pas plus qu'elle ne pouvait être critiquée ou désavouée. On peut comprendre l'angoisse du Néo-Destour et son empressement à saisir la perche qui lui était tendue. Il n'y avait pas de temps à perdre.

L'EQUIVOQUE

La notion de l'autonomie interne est forcément peu viable au départ parce qu'arbitraire, artificielle et élastique à l'infini. On s'en rend bien compte à la lecture de la convention franco-tunisienne. Qui saura définir où commence et où s'arrête « l'autonomie interne » ? Peut-il seulement y avoir une autonomie interne à l'exclusion de l'autonomie externe ? Sous l'apparence formelle des choses, se cache évidemment le problème du rapport des forces qui décidera en dernier ressort d'un antagonisme irréductible.

« L'autonomie interne » couvre deux conceptions diamétralement opposées. Aux yeux de l'impérialisme français il s'agit d'une barrière pour mieux contenir la poussée nationaliste, en lâchant du lest il est vrai. La bourgeoisie indigène, au lieu d'être tenue à l'écart, sera associée à la gestion de l'Etat, une certaine partie de la petite bourgeoisie accèdera à la fonction publique. La pression des masses se heurtera partiellement à sa propre bourgeoisie au lieu

d'atteindre directement à tout coup l'impérialisme étranger. La bourgeoisie indigène servira de paravent au colonialisme et aidera à contenir les masses.

Dans l'esprit du Néo-Destour c'est au contraire une étape indispensable pour atteindre l'indépendance progressivement par des voies pacifiques qui excluent tout heurt, toute secousse violente, toute irruption violente des masses et garantissant au maximum la préservation de l'ordre bourgeois. Les militants avancés et la masse des chômeurs, des paysans sans terre se font encore une autre idée, aspirant surtout, les premiers à un ordre social progressif, les seconds à une amélioration de leur sort misérable, à la réforme agraire. Cette accumulation de contradictions interdit d'envisager une perspective de calme durable, d'atténuation des conflits, d'essor constructif et de consolidation de la situation.

« L'autonomie interne » ne souffre aucune comparaison avec le statut des pays du Commonwealth britannique même les plus défavorisés.

UN SIMULACRE D'AUTONOMIE INTERNE

Il suffit d'évoquer les principales dispositions des conventions franco-tunisiennes pour constater qu'il s'agit d'un triste simulacre d'autonomie interne. Economiquement, financièrement, le gouvernement sera pieds et poings liés, livré à la discrétion du capitalisme français. Le marché tunisien restera une chasse gardée pour l'industrie française. La Tunisie ne peut contracter aucun emprunt à l'étranger. Elle n'a aucune garantie sur les investissements que sera disposée de faire la France. La Tunisie n'aura pas d'institut d'émission. L'office des changes sera entièrement aux mains des Français. Les entreprises industrielles françaises restent absolument inviolables, ne peuvent être nationalisées. Les propriétés agricoles françaises sont à l'abri de toute réforme agraire. On pourrait poursuivre une énumération instructive sur ce terrain.

Sur le plan, essentiel, de la police, pendant 2 ans la police demeurera entièrement française; ensuite durant 10 ans la police sera soumise à un ministre

tunisien mais les directeurs et principaux chefs de service seront français. Pendant une autre période de 10 ans les commissaires de police français seront maintenus dans les grandes villes et un tiers des effectifs devront être français. Au bout de ces 22 ans la Tunisie ne sera pas encore débarrassée de la police française, que l'on se rassure! Pour une durée illimitée, la police française conservera le contrôle des services de la surveillance du territoire, ainsi que le contrôle et la surveillance des eaux côtières, des ports, des aérodromes; la gendarmerie française restera fidèle au poste en tant que police judiciaire. A cet exemple on jugera à sa juste valeur « l'autonomie interne ».

Dans l'ordre judiciaire c'est dans 20 ans qu'une commission mixte jugera si l'on peut confier aux tribunaux tunisiens toutes les affaires. Il n'est pas nécessaire de pousser plus loin l'examen pour constater que le gouvernement tunisien sera à la discrétion du bon vouloir du colonialisme français.

L'AVENIR DE « L'AUTONOMIE INTERNE »

La large approbation des conventions franco-tunisiennes par le parlement ne doit pas faire illusion. Elle a été obtenue sous la contrainte des circonstances et du rapport des forces. Le rejet des con-

ventions signifiait le retournement instantané de la situation en Tunisie et la reprise de la guerre, transformant les trois pays du Maghreb en un immense brasier. La puissance militaire de l'im-

périalisme français n'est pas en état de faire face à une telle épreuve de force. Les porte-parole de la majorité réactionnaire n'ont pas caché que leur vote était loin d'être « un acte de foi ». Le combat contre les conventions tunisiennes ne pouvait plus se faire de front.

La résistance reste importante chez les colons et dans la majeure partie de l'administration colonialiste. Or c'est à eux qu'incombera la tâche principale dans l'application concrète et quotidienne des accords.

La direction du Néo-Destour est-elle aveugle au point de ne pas voir tout cela ? Evidemment non. Elle connaît trop

bien les colons et leur état d'esprit, elle a trop longtemps subi les méfaits de l'administration pour se faire des illusions. Elle sait toutefois que l'impérialisme français est acculé au bord du gouffre, qu'il ne peut plus se permettre beaucoup de faux pas.

Le Néo-Destour a accepté des concessions stupéfiantes parce qu'il redoutait, tout comme Mendès-France et E. Faure, les conséquences d'une rupture, parce qu'il voulait aboutir à tout prix. Il pense que l'accord, si mauvais soit-il, jouera de toute façon en sa faveur, que sa bonne volonté, son esprit de conciliation seront payants en toute hypothèse.

LA MATURATION REVOLUTIONNAIRE CONNAITRA UN NOUVEL ESSOR

Le mouvement des « fellaghas » représentait une opposition embryonnaire à la politique nationaliste bourgeoise traditionnelle. Il n'en était pas encore venu à ce que l'on sache, à afficher, ni même à formuler une opposition contre le Néo-Destour. Il se bornait encore à rester sur le terrain de la lutte militaire contre l'impérialisme et à s'en remettre aux politiciens nationalistes chevronnés pour ce qui est de la politique. Il s'alignait sans doute davantage sur une victoire obtenue grâce à l'aide extérieure des pays du Moyen-Orient mais n'opposait pas cette ligne à celle de Bourguiba.

Le souci de maintenir l'unité sans faille du mouvement national, de ne pas afficher la division face aux forces impérialistes à l'affût, a prévalu sur l'amertume, le doute et tout autre sentiment. Ce même souci maintient intacts les rangs du Néo-Destour à l'heure actuelle. Les masses nationalistes ne disposent pas de tant d'alliés sûrs, ni de tant d'atouts fermes pour laisser échapper le facteur fondamental qui est l'unité du mouvement. Cette préoccupation est une preuve de maturité politique et ne doit pas être interprétée comme une faiblesse des opposants.

Les conditions dans lesquelles les « fellaghas » rendirent les armes, dissolvèrent les maquis ne rassurent qu'à moitié les colonialistes. La fermeté, la cohésion des partisans qui se rendirent la tête haute fit se demander aux colonialistes qui étaient les vaincus dans l'affaire. Apparemment ce n'étaient pas les hommes du maquis. La manifestation au retour de Bourguiba, unique dans les annales de l'Afrique du Nord par sa puissance, son enthousiasme soulevant tout un peuple, son organisation et sa discipline exemplaires, ont rempli d'effroi les colonialistes des deux côtés de la Méditerranée. Ils mirent un bon moment avant de s'en remettre. Derrière l'objectif de la direction nationaliste de consolider l'autorité morale de Bourguiba se profile un mouvement de masse qui atteint l'apogée de sa puis-

sance, qui se sent sûr de lui et semble peu désireux de s'arrêter à mi-chemin sur la voie de son émancipation. Ces masses fêtent la fin de la répression qui les a tenues longtemps sous sa griffe, avec le sentiment justifié que c'est leur lutte qui a contraint l'impérialisme à battre en retraite.

Bourguiba parcourt le pays en maniant l'éteignoir; il ne manque pas de besogne. Il condamne, devant les militants syndicalistes de l'U.G.T.T., le marxisme « dont le but essentiel est de dresser les travailleurs contre le reste de la nation ». Il met en garde les chefs fellaghas contre les appels venant du Caire et d'ailleurs qui insinuent qu'ils auraient dû garder leurs armes, que la lutte n'est pas terminée, et il les invite à se tenir calmement dans les rangs.

Sous le couvert provisoire de l'unanimité nationale, la conscience politique des couches avancées ne cesse pas moins de s'élever. La politisation se fera jour principalement dans les rangs de la jeunesse, parmi les anciens fellaghas et les cadres syndicalistes de l'U.G.T.T. Le refus du chef fellagha Lazare Chraïti de s'attabler au banquet-réception de Bourguiba parce qu'on ne devait pas considérer la lutte comme terminée alors que des combattants nationalistes demeureraient en prison sous la menace d'une condamnation à mort, n'est pas passé inaperçu. La récente déclaration du secrétaire général de l'U.G.T.T., Ben Salah, rassurant le patronat « qu'il n'avait aucune raison de s'alarmer, car les revendications des travailleurs tunisiens ne sortiraient jamais du domaine du possible », paraît trop apprêtée pour effacer ses discours antérieurs sensiblement plus combattifs et pas toujours en harmonie avec les gestes de Bourguiba.

Les problèmes sociaux vont se poser à l'avant-plan avec acuité dans un pays qui connaît une immense masse de chômeurs. Les revendications ouvrières deviendront impérieuses. La réforme agraire se posera dans les rangs d'une paysannerie réduite à la misère. La ques-

tion de la Constitution, de la structure du nouvel Etat, d'élections libres à une Assemblée nationale fournira l'occasion d'une vie politique agitée.

Les courants nationalistes intransigeants se frayeront leur chemin à travers les événements qui mettront à rude épreuve les conceptions de Bourguiba sur l'accession graduelle, pacifique à

l'indépendance dans le cadre de l'amitié française. Les différenciations politiques actuellement comprimées se manifesteront avec éclat. Le Néo-Destour devra tenir compte des profondes transformations subies par le mouvement nationaliste de masse au cours des dernières luttes sous peine de voir se briser l'unité du parti.

L'ALGERIE COMMENCE A SORTIR DE L'IMPASSE

L'éclatement de la lutte armée en Algérie a généralisé le conflit nord-africain, l'élevant à sa plus grande tension.

L'enjeu est plus important en Algérie que partout ailleurs, tout le monde en est bien convaincu. L'impasse y est aussi la plus profonde. Les solutions fractionnées, partielles, les compromis ne seront pas aisés à trouver et plus malaisés encore à faire entrer en application. Il y a à cela des raisons péremptoires. Il faudra d'abord que l'impérialisme consente à revenir de très loin, qu'il abandonne sans retour la fiction : Algérie département français, qu'il admette qu'il existe un interlocuteur en Algérie. Le « Statut de l'Algérie » promulgué en 1947 et jamais appliqué dans ses clauses essentielles est largement dépassé. Le Vietnam, le Laos, le Cambodge ont depuis lors accédé à l'indépendance et le peuple algérien n'est plus disposé à se satisfaire de promesses et de demi-mesures.

L'exemple de ce Statut notoirement insuffisant, dérisoire aux yeux du peuple algérien, qui fut odieusement violé, par ceux-là mêmes qui l'avaient promulgué et étaient chargés de le traduire dans la vie, n'incitera pas le peuple algérien à ajouter foi à de nouveaux projets batards. La structure sociale de l'Algérie, la configuration de ses mouvements politiques représentatifs n'aidera pas, non plus, à la mise en œuvre d'une solution de compromis mal taillée.

Il n'existe pas réellement de bourgeoisie algérienne. Il y a un nombre très restreint de gros propriétaires terriens algériens qui n'ont généralement rien à refuser aux colons, leur devant tout.

LA CRISE DU NATIONALISME A PRECIPITE LES EVENEMENTS

Le déclenchement de la lutte armée a pour origine la politique arbitraire de l'impérialisme qui réduit par la force toute volonté d'émancipation en violant tant et plus sa propre légalité.

La violente crise qui sévit dans le mouvement nationaliste et qui provoqua la scission du M.T.L.D. fut la cause immédiate de « l'insurrection » du 1er novembre.

Partant d'une certaine stagnation politique du M.T.L.D. depuis 1947, l'équi-

Il existe une petite bourgeoisie, surtout commerçante, qui n'est pas très nombreuse et n'a pas une grande influence. La grande masse de la population a été prolétarisée par la colonisation. Il s'agit plus exactement d'un sous-prolétariat dont le plus grand contingent est représenté par les travailleurs saisonniers, les manœuvres, les chômeurs partiels et les chômeurs perpétuels. La population paysanne comprend une masse écrasante de petits paysans (les 3/4 des propriétaires musulmans) possédant de trop petits lopins de terre pour subvenir à leurs besoins et un immense prolétariat agricole évalué à 700.000 familles.

Cette structure sociale sans nuances explique le caractère spécifique du mouvement nationaliste algérien. Le mouvement a toujours conservé une nature prolétarienne prononcée. Il ne dépendait que d'une juste politique des grands partis ouvriers métropolitains que ce mouvement s'inspire aussi dans son idéologie, son programme et ses moyens de lutte d'une conception prolétarienne nettement définie proche du marxisme.

Le seul mouvement algérien qui s'approche par sa composition et ses conceptions politiques des autres partis nord-africains, notamment du Néo-Destour, est l'U.D.M.A. de Ferhat Abbas. Ce parti s'est longtemps compromis par sa défense de l'Union française et dispose d'une audience très limitée dans les couches populaires. Ce serait « l'interlocuteur » qui se prêterait le plus facilement au compromis mais qui n'aurait pas la possibilité, à lui seul, d'obtenir l'acquiescement populaire indispensable à une telle entreprise.

pe dirigeante du mouvement avait repensé tout son acquis politique et était arrivée à la définition d'un nouveau cours qui s'orientait vers la constitution d'un Front National et marquerait un rapprochement vers les conceptions du Néo-Destour et aussi de l'Istiqlal. Le 2è Congrès du M.T.L.D. réuni en avril 1953 adoptait un programme et des rapports volumineux qui se livraient à une farouche auto-critique et jetaient les bases théoriques du nouveau cours. Les con-

ditions de vie particulières de Messali le tinrent un peu à l'écart de tout ce travail. Il n'approuva pas clairement le nouveau programme, fit certaines objections sans le désapprouver entièrement, semble-t-il.

La tension s'accrut progressivement entre Messali et la plupart des cadres dirigeants du mouvement. La scission survint dans des conditions confuses, émaillée de vifs incidents, en juillet 1954.

En marge des deux tendances se tenait un troisième groupe formé de cadres moyens du M.T.L.D., de militants actifs, énergiques, ayant beaucoup souffert de la répression, clandestins ou semi-clandestins depuis longtemps pour un certain nombre. Ce groupe forma une organisation clandestine, le Comité Révolutionnaire d'Unité d'Action (CRUA), rechercha un certain appui au Moyen-

Orient et se prépara à passer à l'action directe. Il condamna l'attitude de Messali comme celle de la fraction de Lahouel et leur acharnement fractionniste qui entraîna des voies de fait entre les militants. Le C.R.U.A. ne distinguait pas d'autre moyen de sortir de la crise du mouvement nationaliste et de surmonter les divisions que le passage à l'action armée qui devait faire cesser les discordes et ressouder les rangs. La recherche d'une action efficace par ces militants les poussa à choisir le combat par les armes.

Le programme du 2è Congrès du M.T.L.D. reste le principal cheval de bataille au sein du mouvement nationaliste, le document le plus substantiel qui en soit sorti. On doit en dégager les traits essentiels pour saisir la pensée des militants nationalistes et comprendre le fond de la crise du M.T.L.D.

LE NATIONALISME « REPENSE »

L'orientation du parti nationaliste algérien s'est trouvée désaxée après sa dissolution et sa persécution en 1937 sous le Front Populaire dont il attendait l'émancipation du peuple algérien ou tout au moins un allègement sensible de son sort. Le nationalisme algérien devait faire abstraction désormais du soutien prolétarien de la métropole qu'il considérait auparavant comme son principal atout. Il conserva sa position nationaliste rigide, intransigeante, en accusant l'attachement à la tradition, aux coutumes, au panislamisme, à la religion. C'était la recherche de nouveaux alliés dans les pays arabes en diluant le caractère prolétarien accusé du mouvement.

Le mouvement nationaliste connut un énorme essor au lendemain de la guerre, engloba des masses croissantes et étendit son influence sur toute la population. Il présenta ces candidats aux diverses élections municipales et législatives et ce fut en dépit des contraintes et falsifications de l'administration un véritable triomphe. L'administration placée devant un tel résultat fut contrainte de recourir à des élections préfabriquées, à une violation de la légalité bourgeoise sur une échelle sans précédent pour empêcher que l'Assemblée Algérienne tombe sous la coupe du M.T.L.D. Ceci sous les auspices du socialiste Naegelen, ce qui n'améliorait pas les choses, ni surtout l'opinion que les militants nationalistes pouvaient avoir du mouvement ouvrier français.

Dépourvus d'une idéologie, d'un bagage politique, d'une stratégie de combat, les députés M.T.L.D. ne surent pas exploiter leur présence au Parlement. Les élus municipaux étaient également désarmés. Le parti ne sut pas utiliser son influence de masses pour mener des luttes partielles, remporter des victoires limitées propres à stimuler la confiance des masses en elles-mêmes, à renforcer

l'expérience des militants. Il attacha un intérêt limité aux revendications ouvrières et à la lutte syndicale, laissa généreusement la direction de la C.G.T. aux mains des stalinienis à qui la possession de cette position de force permit de subsister.

Le 2è Congrès du M.T.L.D. devait faire face à un tel bilan et en tirer les enseignements. Le rapport du Comité Central soumis au Congrès part d'une auto-critique sans faiblesse. Il constate une grave insuffisance sur les plans de la doctrine, du programme à longue échéance, de la perspective, des méthodes de lutte, de la stratégie et de la tactique, des méthodes d'organisation.

Ce point de départ indiquait qu'on avait le désir d'attaquer le mal à la racine et d'aboutir à une entière clarification. Le nouveau programme dénote effectivement une tentative d'esquisser une plate-forme complète. La volonté bien arrêtée de s'échapper d'une position de classe, de faire abstraction de la lutte des classes, de se délimiter nettement du marxisme a fait avorter cette tentative. Une définition nouvelle de la ligne nationaliste a été formulée qui, pour être plus complète, accuse une orientation réactionnaire.

La situation mondiale est dominée par la lutte des deux blocs. « La politique du State Department vise essentiellement à contenir l'expansionnisme idéologique et politique des Soviets ». « La politique de libération nationale de l'U.R.S.S. est purement tactique, son but évident est d'affaiblir les Occidentaux et de favoriser le renforcement des P. C.... Notre position à l'égard des deux blocs c'est « La neutralité vigilante ». Tel se présente le point de départ du nouveau programme du M.T.L.D. A y regarder de près la « neutralité vigilante » à l'égard des deux blocs qui sont mis sur un même pied est assez peu vigilante. Le document cite largement en

exemple l'effort des pays arabo-asiatiques pour contenir chez eux l'expansion intérieure du communisme par l'atténuation des inégalités de classe. Cette préoccupation anti-communiste est une idée-force de ce nouveau programme. On la trouve tout au long, sous-jacente quand elle n'est pas explicite. L'objectif du State Department devrait donc être considéré avec faveur par les dirigeants nationalistes s'ils étaient logiques avec eux-mêmes.

Le document, s'il ferme résolument la porte du côté de l'Est, semble d'ailleurs bien moins catégorique quand il est question des U.S.A. Il enregistre une évolution progressive de la politique américaine envers l'Afrique du Nord et envisage une action des Etats-Unis « dans un sens conforme aux aspirations du Maghreb ». Le programme n'est-il pas destiné précisément à présenter le terrain dans ce sens en prenant un habillage présentable pour le State Department ? Cela explique-t-il la pointe d'anti-communisme ?

Le programme s'aligne essentiellement sur le « bloc arabo-asiatique ». Il place tous ses espoirs en cette force qui, espère-t-il deviendra « capable d'équilibrer les deux blocs ». Il cite en exemple ces pays qui, « en raison de leur esprit différent du matérialisme communiste et du matérialisme capitaliste sont poussés par la force des choses à se constituer en bloc à part pour jouer un rôle plus important sur la scène mondiale ». Ce troisième bloc est la grande force progressive et libératrice de ce monde.

Le document ne tarit pas d'éloges sur le régime de Neguib et de Mossadegh. Il commet une erreur cruelle en avançant que « l'action de ce dernier est bien vue par les Américains et combattue par la propagande communiste ». Il tire une leçon définitive en constatant « que l'influence communiste s'arrête à la frontière des pays musulmans », ce qui, entre parenthèses, est une affirmation particulièrement osée lorsqu'on énumère les cas de l'Iran et de l'Indonésie.

L'incompréhension du document en ce qui concerne la lutte en Asie est stupéfiante. Il s'agit d'un « antagonisme racial qui met depuis longtemps aux prises les Asiatiques et les blancs occidentaux ». L'importance historique de la révolution chinoise, sa profonde signification échappe totalement aux théoriciens nationalistes. Ils font également peu de cas de l'admirable lutte du peuple

vietnamien si pleine d'enseignements pour les nations asservies.

La partie proprement algérienne du programme comporte peu de solutions concrètes. A l'ancien mot d'ordre central : Constituante Algérienne souveraine, on ajoute la démocratie, la république et « le principe de prospérité et de la justice sociale ». Sur le plan doctrinal il est dit : « qu'il faut, compte tenu des circonstances actuelles (souligné par nous), mettre en relief le caractère non communiste, non matérialiste du nationalisme algérien ». Le programme avance en outre comme solutions : « réorganisation de l'agriculture dans l'intérêt général des Algériens (réforme agraire) », industrialisation, nationalisation des grands moyens de production, harmoniser les économies algériennes, marocaines et tunisiennes. Il n'y a guère de progrès à enregistrer de ce côté. La formule adoptée pour la réforme agraire est particulièrement vague et extensible. La question des travailleurs, de la jeunesse et des femmes est effleurée sans plus. Aucun plan d'action, aucun mot d'ordre, aucune orientation n'est précisée. Et ce sera le tour de force de ce programme que d'avoir passé entièrement sous silence le problème syndical. Il n'y est pas davantage question des revendications immédiates des masses. La propagande restera centrée sur le grand objectif nationaliste. Il n'y aura pas de pont pour accéder au grand but.

Pour un Congrès qui s'est attaché aussi minutieusement à tirer la leçon du passé et à surmonter les nombreuses insuffisances, toutes ces lacunes sont pour le moins surprenantes. Elles le sont d'autant plus si l'on considère le recrutement spécifiquement populaire et prolétarien du M.T.L.D. Il ne peut, évidemment, s'agir d'un oubli. Ces lacunes ont toutes trait aux problèmes sociaux qui sont soigneusement éludés, abordés à rebours. C'est le pendant naturel de la position envers les deux blocs et la « troisième force arabo-asiatique », de « l'endigement du communisme » et de l'action américaine « conforme aux aspirations du Maghreb ». Le nouveau programme cherche à se faire pardonner la composition sociale du M.T.L.D. Cela n'est pas douteux en dépit des phrases creuses sur « le caractère révolutionnaire du parti ». Et c'est l'explication de ce fait paradoxal et impardonnable que le M.T.L.D. se tient loin en arrière du Néo-Destour et de l'Istiqlal dans la question syndicale.

RENOUVEAU DU MOUVEMENT NATIONALISTE

L'entrée en action des maquis algériens a plus fait que l'activité du M.T.L.D. depuis un certain nombre d'années pour sortir l'Algérie de l'impasse ; c'est indéniable. La presse bourgeoise a évoqué dernièrement une sorte de manuel à la fois militaire et politique

qui résume l'action, l'organisation, le comportement que doivent adopter les « fellaghas ». Le document ne semble pas être un faux. L'expérience de la Chine et du Vietnam n'est pas quantité négligeable pour les partisans algériens. Ils y puisent largement et détailleront

minutieusement, encore et encore, toute l'épopée glorieuse de leurs frères vietnamiens.

Les classements et reclassements politiques sont loin d'être achevés, définitifs. Les choses ne sont pas simples. Les nationalistes algériens, comme tous les nationalistes, sont continuellement à la recherche d'alliés et ajustent en partie leur ligne en conséquence.

Le changement de la situation en Algérie depuis le 1er novembre 1954 et

PERSPECTIVES ET SOLUTIONS

Les événements algériens au cours de la prochaine période se caractériseront vraisemblablement par le pourrissement accentué de la situation. Le gouvernement éprouve les plus grandes difficultés pour passer outre à la résistance des colons et réaliser un tournant pour lui devenu nécessaire. Il s'efforce pour cela d'espacer les difficultés, de fractionner les étapes, de s'attaquer séparément dans les temps aux trois pays du Maghreb. Mendès France laissa délibérément pourrir la situation marocaine pour garder une chance d'aboutir en Tunisie, E. Faure continue sur la même ligne.

A ce rythme l'Algérie devra patienter encore pas mal de temps. Son tour ne viendra qu'en dernier. Le Maroc aura la priorité dès que la Tunisie ne causera plus de soucis excessifs au gouvernement. Mais tout cela ne se synchronisera pas si facilement. La crise n'est encore surmontée sérieusement nulle part. Les résultats acquis peuvent s'effondrer comme des châteaux de cartes dans un secteur et unifier la guerre dans toute l'Afrique du Nord. La lutte que le gouvernement doit mener partout sur les deux fronts, avec des moyens et sous des formes différentes, évidemment réservera bien des surprises et des rebondissements.

Des solutions pour un règlement pacifique du problème algérien commencent à être mises en avant. Le point de départ de ces propositions est généralement la dissolution de l'Assemblée Algérienne préfabriquée et de nouvelles élections dans des conditions de liberté

l'évolution du rapport des forces dans cette nouvelle conjoncture influenceront grandement les militants nationalistes de tous bords. Le mouvement nationaliste subira de nouvelles transformations.

De nouveaux regroupements s'effectueront. Le mouvement nationaliste murira, se politisera, approfondira ses positions. L'avant-garde révolutionnaire française peut influencer considérablement ce processus dans le cadre de l'action croissante du prolétariat français en faveur de la cause algérienne.

et de démocratie qui seront garanties. Une proposition aussi limitée qui ne contient encore aucune solution véritable de la question algérienne implique déjà un bouleversement complet de la situation. Une telle mesure ne peut suffire pourtant pour arrêter la guerre. Les observateurs les plus clairvoyants préconisent « la promesse formelle d'une ouverture de négociations avec les représentations authentiques du peuple algérien pour la recherche d'une solution du type tunisien ».

« L'autonomie interne » de la Tunisie, nous l'avons vu, est des plus restreintes. Il y a pourtant loin de la conception des « 3 départements français » à cette maigre autonomie interne. Cela indique bien l'énorme recul auquel l'impérialisme devrait procéder pour s'approcher d'une solution de compromis. Les problèmes en Algérie sont décidément extrémistes et se prêtent peu aux demi-solutions. C'est pourquoi l'Algérie a peu de chances de retrouver rapidement la paix et doit se préparer à une lutte longue et difficile. Il est vain pour l'instant de se bercer d'illusions sur les solutions négociées.

Il n'y aura pas de solution réellement progressive et viable en dehors de la mobilisation des masses en France pour une lutte efficace contre la nouvelle « sale guerre ». Et c'est l'ampleur croissante de cette action qui peut seulement raccourcir les délais et épargner les souffrances et le sang du peuple algérien.

LE « POURRISEMENT » DE LA SITUATION AU MAROC

Conquis en dernier par l'impérialisme, « pacifié » depuis moins de 30 ans, le Maroc subit une poigne plus pesante encore que le reste du Maghreb, une répression discontinue. Le droit d'association est étroitement limité au Maroc. La censure y blanchit impitoyablement les colonnes de la presse nationaliste aux rares moments où elle a le privilège de paraître. Le droit syndical n'était pas reconnu aux travailleurs marocains.

La tension qui règne actuellement au Maroc dure depuis deux ans et demi.

Elle commença en décembre 1952 par la vaste provocation montée contre le prolétariat casablancais et son organisation syndicale qui manifestait contre l'assassinat du leader syndical tunisien Ferhat Hached. Elle est devenue dramatique et inextricable depuis la déposition du Sultan en août 1953, orchestrée directement, au grand jour, par le maréchal Juin par dessus la tête du gouvernement. Le sultan avait le tort de s'être fait l'interprète des revendications nationalistes, surtout depuis sa rencon-

tre en juin 1943 avec Roosevelt qui lui avait promis le soutien américain à la fin des hostilités.

La présence de ce Sultan nationaliste était insupportable aux yeux des colons. Juin exauça leurs vœux. Laniel-Bidault laissèrent faire et s'inclinèrent devant le fait accompli. La situation devenait du coup sans issue au Maroc. Le peuple marocain indigné durcit sa résistance et

BOULEVERSEMENT PROFOND DU NATIONALISME MAROCAIN

La résistance du peuple marocain n'a pas pris au départ la forme de l'action des maquis comme en Tunisie et en Algérie. Cela tient à l'état différent du mouvement nationaliste marocain, tant dans sa composition que dans son stade d'évolution. L'action marocaine avait un caractère plus fragmentaire, plus individualiste. Elle se doubla, rapidement il est vrai, de certaines manifestations de résistance passive et de grèves qui ont un large caractère de masse.

L'effet le plus important et le plus grave de conséquences du pourrissement marocain est sans doute la profonde transformation du nationalisme marocain. Le Parti Istiqlal né à la fin de la dernière guerre était le parti bourgeois par excellence. Son noyau essentiel était la bourgeoisie de Fès, capitale déchue. L'université musulmane de Quarauouyne était un foyer important d'une opposition à la fois nationale et religieuse. A côté de cette aile « traditionnelle » du mouvement représentée par Allal el Fassi se trouvait l'aile plus moderniste de la riche bourgeoisie commerçante de Casablanca, représentée par Balafrej, Abdejalil, etc... Le parti Istiqlal interprétait le mécontentement de cette bourgeoisie riche et entreprenante qui entendait diriger pour son propre compte l'exploitation économique du pays. Ce parti n'eut aucun mal à obtenir l'appui d'un Sultan jeune et ambitieux qui réalisa parfaitement l'évolution en cours du monde moderne.

A partir de 1948 environ l'Istiqlal commença à pénétrer la C.G.T. marocaine aux mains des staliniens. Le prolétariat marocain qui augmentait en nombre à un rythme croissant depuis la fin de la guerre, devenait un facteur important dans la vie politique du pays. En engageant la lutte sur le terrain syndical l'Istiqlal étendit son influence dans la classe ouvrière ; en contre-partie les militants nationalistes en contact avec les staliniens se politisèrent, subirent plus largement la pression ouvrière et introduisirent de nouvelles idées au sein de leur parti. L'organisation nationaliste peu nombreuse s'augmenta d'un fort contingent ouvrier.

A l'automne 1952 les militants nationalistes étaient en passe de contrôler la plupart des unions locales et des syndicats les plus importants. La direction de la C.G.T. devait tomber entre leurs mains avant peu. Des contacts

passa à l'action. Sur le plan politique la retraite était coupée. L'impérialisme ne pouvait plus amorcer une solution politique quelconque, provoquer une détente nécessaire, mettre fin à une tension préjudiciable à la bonne marche des affaires sans désavouer son coup de force et écarter son sultan-maison. C'est le fameux « préalable dynastique » dont le maréchal Juin ne veut pas entendre parler.

eurent lieu avec Irving Brown de l'AFL pour envisager, à l'instar de l'U.G.T.T. tunisienne, la désaffiliation des syndicats marocains de la C.G.T. et de la F.S.M. et leur adhésion au C.I.S.L. C'était le début d'un syndicalisme marocain de masse qui aurait imposé sa légalisation à l'administration colonialiste. C'est, sans aucun doute, pour prévenir ce danger que le colonialisme monta l'immense provocation de décembre 1952 qui aboutit à l'arrestation massive des cadres syndicaux et le rejet dans l'illégalité de l'Istiqlal. L'administration laissa percer l'oreille en insistant lourdement, à l'usage de l'opinion publique américaine, sur la soi-disante collusion du nationalisme et du communisme.

L'arrestation, la dispersion de la direction nationaliste, la répression continue à partir du coup de force contre le Sultan, en exacerbant les contradictions, précipitèrent la radicalisation du mouvement nationaliste. « Le nationalisme résistant est essentiellement populaire », expose une étude extrêmement intéressante parue dans « France-Observateur » le 17-2-55. L'article poursuit : « Il se porte tout naturellement aux extrêmes, entraînant un déplacement progressif du centre de gravité de la vie politique marocaine et le passage des masses prolétaires au premier plan de la lutte nationale. » La résistance active sous la terreur du colonialisme a porté les éléments prolétaires à la tête du combat.

L'initiative venant de la base est confirmée par de multiples exemples. On peut citer l'un des plus importants : le mouvement qui agita Fès au mois d'août 1954 et fut le véritable maître de la cité indigène pendant 15 jours. Aucun mot d'ordre n'est venu d'en haut. Le mouvement éclata spontanément ; un « comité insurrectionnel » improvisé prit la direction. « France-Observateur » cite un autre cas important. L'ouvrier Rachidi traduit devant le tribunal militaire de Casablanca en juin 1954 en compagnie de 55 autres Marocains déclara devant ses juges : « Je ne regrette rien. Je suis très fier de mourir pour la défense de ma cause. Je fais du terrorisme comme vous en avez fait contre les nazis. L'Istiqlal nous prêchait toujours le calme. J'en avais assez de son baratin ». Rachidi fut le principal accusé, il a été fusillé. Des déclarations analogues auraient été faites depuis,

par de nombreux accusés des procès contre « le terrorisme ».

Plus récemment encore, l'envoyé spécial du « Figaro » rapporte le 8-7-55 : « Plusieurs Marocains que je voyais hier soir insistaient sur la transformation du climat dans les médinas des grandes villes. Cette grève des boutiques, ces mots d'ordre de boycottage divers apparaissent négligeables vus de Paris. Ici on mesure leur vraie signification : les collectifs musulmans des grandes villes, depuis six semaines, ont adopté un nouveau mode de vie. « La médina de Casablanca est en complète dissidence » m'a-t-on affirmé en des lieux avertis. Ce sont aujourd'hui les « terroristes » qui arbitrent les conflits personnels, rendent la justice, punissent les maris infidèles, soutiennent les revendications des locataires, etc... Leurs organisations se sont substituées par la force et la terreur aux cadres de la cité légale défaillante ». La dernière phrase témoigne seulement de la haute compréhension des rédacteurs du « Figaro » en matière d'événements révolutionnaires, à moins qu'elle ne cherche à limiter la frayeur des bons lecteurs conservateurs.

Cette analyse a reçu une confirmation éclatante quelques jours plus tard à l'occasion du passage du nouveau résident dans la Médina de Casablanca. En pleine période de terreur, les militants de la résistance ont organisé une manifestation de masses en faveur du Sultan exilé qui surprind par son organisation méticuleuse. Les photos de la presse nous montrent un service d'ordre le torse nu encadrant parfaitement les manifestants. « Ce sont les « terroristes », cette police clandestine des médinas dont je parlais vendredi, dont j'avais justement devant moi l'illustration en torse nu », nous apprend le reporter du « Figaro ». A un moment crucial ils ont su prendre l'initiative des opérations et montrer d'où soufflait le vent.

Les leaders du mouvement nationa-

liste remis en liberté au cours des derniers mois rencontrent une situation délicate, semblable, dit « France-Observateur », « à un gouvernement en exil qui prend contact avec une résistance intérieure, laquelle a sa personnalité propre et ses propres problèmes ». L'attitude plus souple adoptée actuellement par la direction de l'Istiqlal qui n'exige plus le retour au Maroc de l'ancien Sultan, ne serait pas étrangère à ces difficultés. Cette direction est pressée de retrouver la légalité pour remettre de l'ordre dans sa maison. Il lui faudra pourtant tenir compte de la pression de sa base au cours des conciliabules avec les impérialistes et ne pas pousser trop loin les concessions.

Le même souci a poussé les dirigeants syndicalistes de l'Istiqlal à hâter dès leur sortie de prison, la constitution « d'un syndicalisme libre marocain ». L'Union Marocaine du Travail a été fondée sous le patronage du C.I.S.L. et des syndicats américains sans que le droit syndical ait encore été accordé aux Marocains. La Résidence veut ignorer officiellement cette organisation mais la tolère tacitement pour l'instant. Les dirigeants marocains veulent éviter désormais tout contact avec les staliniens. Mais ils ont surtout manifesté leur volonté de ne pas se laisser déborder par les tendances « extrémistes », surtout gauchistes, qui se sont développées au cours de la résistance.

Ce nouveau facteur de la situation marocaine est d'une portée considérable. Il est déjà perçu dans de larges milieux. Ch. A. Julien qui est considéré comme l'un des meilleurs connaisseurs de l'Afrique du Nord a signalé le « danger » au Congrès de la S.F.I.O. : « Si l'on ne va pas dans cette voie (le compromis sur la question dynastique), s'est-il écrit, c'est le prolétariat qui prendra les décisions ». C'est un peu surprenant, en vérité, d'entendre à la tribune du Congrès d'un parti ouvrier agiter le spectre du prolétariat.

LE COMBAT D'ARRIERE-GARDE DES SUDISTES

Un autre aspect caractéristique au Maroc a été l'ampleur prise par le « contre-terrorisme » des colons. Le fait n'est pas nouveau. On a vu en 1945 dans le Constantinois les milices des colons faire la chasse aux Algériens. On a vu les colons tunisiens, toujours avec le concours dévoué des policiers, abattre Ferhat Hached et Hedi Chakor sans être autrement inquiétés. Ce qui est particulier au Maroc c'est que les colons firent exécuter par des gangsters, policiers et autres hommes de mains à leurs services, d'abord les éléments marocains favorables au compromis qui étaient des bourgeois bien en vue, puis s'attaquèrent à des personnalités françaises marquantes désireuses également de trouver une solution pacifique. Le point culminant de cette offensive des

colons jusqu'au-boutistes a été l'assassinat de J. Lemaigre-Dubreuil.

Le problème de fond que pose l'influence prépondérante des « Sudistes » dans la politique coloniale française se trouve maintenant soulevé au sein de la bourgeoisie avec une grande acuité.

La bourgeoisie ne parviendra pas à régler ce problème parce qu'elle n'a pas la possibilité, ni le désir d'attaquer de front les Sudistes. Le parallèle avec la guerre de sécession s'arrête là : la bourgeoisie française ne déclarera jamais la guerre aux colons sudistes, elle ne cherchera jamais à les écraser. Ce sont les peuples coloniaux alliés au prolétariat qui devront se charger de cette tâche historique.

La bourgeoisie les contraindra à lâcher du lest pour préserver l'essentiel, à ré-

duire leurs prérogatives. Mais elle composera avec les sudistes encore et toujours et se laissera mettre devant le fait accompli à l'occasion. Une attitude légèrement plus énergique pourrait être prise éventuellement par un gouvernement de « gauche », Mendésiste-S.F.I.O., semi Front Populaire ou autre, arrivé au pouvoir à la suite d'une poussée des masses. Mais cela serait encore sans lendemain si l'offensive prolétarienne n'est pas poussée au bout dans la métropole. Les ministres socialistes se sont inclinés plus servilement que les autres devant les sudistes par le passé.

Cette analyse limite singulièrement les perspectives d'assainissement qui se des-

sinent actuellement. Les sudistes devront battre en retraite, ils devront céder du terrain. L'évolution générale se traduira par leur recul permanent et sans retour. Mais ce n'est qu'une multitude de combats qui les contraindra à reculer l'épée dans les reins.

Dans l'immédiat la résistance des colons n'est pas près de fléchir. Les projets gouvernementaux tiendront largement compte de cette résistance, réduisant du même coup l'efficacité des compromis mal taillés. Ces projets seront, pour la même raison, toujours en retard d'un temps, toujours en arrière de la réalité et du rapport des forces. C'est un mécanisme devenu classique maintenant.

DECOMPOSITION ACCELEREE DE LA DOMINATION IMPERIALISTE

Le courant favorable aux solutions « d'autonomie interne » est certainement prépondérant au sein de la bourgeoisie et n'a cessé de s'élargir. L'impérialisme français est placé trop en arrière de la politique introduite par les autres puissances colonisatrices pour ne pas supporter maintenant une pression accrue sur le plan international. Il est à nouveau obligé de se présenter en quémanteur devant les autorités américaines et l'exemple vietnamien est trop récent pour qu'on ait déjà oublié à quel prix exorbitant se paye l'aide américaine, qu'elle soit matérielle ou simplement politique.

La bourgeoisie française ne peut plus guère différer une tentative de règlement de stabilisation de la situation nord-africaine. La difficulté réside d'une part dans le rapport des forces en Afrique du Nord et d'autre part dans la résistance obstinée des colons dont l'optique est sensiblement différente des milieux de la métropole. La bourgeoisie affaiblie par la guerre et ses conséquences n'a pas grande force à opposer aux colons.

Il n'y a pas de doute que « l'autonomie interne », toute caricaturale qu'elle soit, constitue un saut dans l'inconnu. Les colons, dont le champ de vision général est des plus limité, ont du moins

une appréciation plus concrète du rapport des forces locales. Leur résistance acharnée correspond, certes, au désir de préserver leurs privilèges, elle provient aussi de leur conviction que « l'autonomie interne » en légalisant le mouvement de masse rendra celui-ci irrésistible. Le fragile édifice colonial tout entier bâti sur le préjugé raciste et l'arbitraire n'y résistera pas.

C'est évidemment le grand sujet d'inquiétude exprimé aussi bien par Bidault qui affirme : « C'est un pari sur Bourguiba... le danger est total », que par Emile Roche qui admet : « Le risque existe que des courants venant du fond du peuple ne renversent ces belles constructions ».

Un changement est intervenu dans la politique impérialiste sur lequel il ne sera plus possible de revenir, qui ne pourra aller qu'en s'accroissant sous la pression de la lutte en Afrique du Nord, de la situation sociale dans la métropole et des difficultés internationales.

Ce n'est pas une ère nouvelle, libérale de l'impérialisme français qui s'ouvre, c'est sa décomposition et sa désintégration accélérée.

12 juillet 1955.

E. GERMAIN

L'économie Indienne du 1^{er} au 2^e plan quinquennal

L'Inde est aujourd'hui la vitrine du capitalisme « démocratique » en Asie. A part les Maccarthystes attardés, qui sont des analphabètes en matière de psychologie des peuples d'outre-mer, tous les porte-paroles de la bourgeoisie internationale reconnaissent les éminentes qualités de cet homme d'Etat hors pair qu'est Jawaharlal Nehru. Le régime politique de l'Inde est comparé à la démocratie parlementaire anglo-saxonne de la plus pure espèce. Son dynamisme économique permettrait une synthèse entre la planification et la liberté. Bref, tous ceux que l'expérience bouleversante de la révolution chinoise pourrait séduire sont renvoyés à l'adresse de M. Nehru pour prendre des leçons en fabrication de bonheur humain.

Vu de plus près, ce régime exemplaire perd quelques-unes de ses éminentes qualités. Il est vrai que la procédure du Parlement de la Nouvelle-Delhi est inspirée de celle des Communes ; n'empêche qu'en l'an de grâce 1955, l'Union indienne ne connaît pas encore cette conquête séculaire de la démocratie bourgeoise qui s'appelle le Habeas Corpus. Sur la base d'un décret du régime colonial britannique, le gouvernement de l'Inde a le droit de faire disparaître n'importe qui en prison sans l'amener devant un juge ou l'accuser d'un délit précis, s'il considère cette arrestation nécessaire à la « sécurité publique ». Lorsqu'on se rappelle quelques-unes des charges sanglantes que la police exécuta au cours des dernières années contre des manifestants politiques

ou des grévistes, on ne peut s'empêcher de considérer les déclarations de Shri Nehru sur la scène internationale en faveur de la non-violence et du règlement pacifique de tous les conflits comme un tantinet hypocrites.

Il en va de même en matière économique. Les prix de vertu pleuvent de tout côté sur la politique de M. Nehru. Alors que Wall Street lui accorde un brevet de parfait démocrate, Boulganine et Khrouchtchev ne lui refusent guère un brevet de socialiste, embarrassant ainsi les dirigeants du Parti Communiste Indien qui l'appelleront, hier encore, « le chef de file de la bourgeoisie monopoléuse rapace ». Le succès du premier Plan Quinquennal indien — qui s'achève au début de l'année prochaine — est comparé sous tous les angles aux terribles sévices que la planification « totalitaire » imposerait au peuple chinois. Les capitalistes privés en Occident qui étaient au début un peu plus réservés sont eux-mêmes pris de cette fièvre d'admiration, et les offres d'avis, d'aide et de crédit, notamment pour la construction de nouvelles aciéries, se multiplient.

Et cependant, en analysant les objectifs et les résultats présumés du premier plan quinquennal indien, on se rend compte de l'immensité des tâches dont la solution n'a même pas encore été entamée. On s'aperçoit bien vite que l'apparence de « dynamisme » voile mal un immobilisme frappant qui n'est que l'expression politique d'un conservatisme social.

LES OBJECTIFS DU PREMIER PLAN QUINQUENNAL INDIEN

En opposition aux plans d'industrialisation de l'URSS, des démocraties populaires et de la Chine, le premier Plan Quinquennal indien n'est pas un plan de développement économique d'ensemble mais un plan de réhabilitation. On pourrait tout au plus le comparer aux plans biennaux et triennaux lancés par les démocraties populaires, dans les années 1947-48, pour reconstruire l'économie nationale après les dégâts causés par la guerre et l'occupation. Le Plan indien avait le même objectif fondamental : éliminer les déficiences supplémentaires introduites dans l'économie indienne du fait de la guerre et du partage du pays.

Ainsi, le système ferroviaire, ravagé par l'usure en temps de guerre, devait

être reconstruit et modernisé. La perte d'une partie importante de la production de jute et de coton, concentrée sur les territoires qui constituent le Pakistan, devait être compensée. Il fallait accroître de même la production des céréales alimentaires afin de libérer les réserves monétaires de la charge de financer des importations massives. Ces réserves s'élevaient en effet réduites de moitié, passant de 3,3 milliards de dollars en 1948 à 1,7 milliards au milieu de 1953.

Il est vrai qu'à ces objectifs purement négatifs, quelques projets plus ou moins spectaculaires d'accroissement de la production d'électricité étaient joints, grâce aux travaux hydrauliques et à la construction de quelques systèmes impor-

tants de barrages (vallée de Damodar, Bhakra-Nangal, etc). Cependant, ces projets faisaient partie des plans d'accroissement de la production agricole, et étaient considérés en quelque sorte comme sous-produits de l'extension du réseau d'irrigation. Cette extension couvre encore une partie fort petite des terres arides.

Le caractère extrêmement limité des objectifs du premier Plan Quinquennal apparaît le plus nettement dans les chiffres suivants :

On prévoyait au cours du premier quinquennat un investissement de 5 à 6 % du revenu national, et de ces investissements seuls 4 % (!) étaient destinés à l'industrie. Or le taux d'investissement de 5 à 6 % correspond bien à la moyenne annuelle des investissements en Inde à l'époque coloniale britannique, et il y a des périodes de cette époque dans lesquelles l'industrie recevait une part bien plus élevée de cette masse totale des investissements qu'au cours du premier quinquennat.

LES RESULTATS ECONOMIQUES DU PREMIER PLAN QUINQUENNAL

Les bulletins de victoire que les commentateurs indiens et, surtout, les commentateurs étrangers ont publiés quelque peu prématurément comportent surtout trois éléments : accroissement de la production agricole, accroissement de la production industrielle, accroissement du taux d'investissement.

L'accroissement de la production agricole est de 15 % globalement ; la production des céréales alimentaires s'est même accrue de 25 % : de 52 millions de tonnes pour la campagne 1951-52 à 65 millions de tonnes pour la campagne 1953-54. Cependant, cette comparaison appelle tout de suite deux remarques. D'une part, la campagne 1951-52 était exceptionnellement mauvaise, de par des conditions atmosphériques anormales. Par contre, au cours des deux dernières années, deux moussons exceptionnellement favorables ont permis des récoltes au-dessus de la moyenne. Les experts n'hésitent pas à conclure que les trois quarts de l'accroissement de la production agricole sont redevables aux conditions climatiques, et non aux résultats du Plan quinquennal.

D'autre part, depuis la suppression du rationnement, l'accroissement des vivres disponibles n'a pas abouti à une augmentation proportionnelle de la consommation de toute la population. Le rationnement par le porte-monnaie s'est substitué au rationnement gouvernemental et maintient la consommation d'une partie de la population aux environs de 1.800 calories par jour, niveau absolu le plus bas au monde. De ce point de vue surtout, la différence entre les villes indiennes et les villes chinoises est frappante : dans ces dernières, la famine a disparu ; dans les premières, le nombre des sous-alimentés reste énorme.

L'accroissement de la production industrielle est de 37 % de 1951-52 à 1954-55. Cependant, cet accroissement est presque exclusivement le fait de l'industrie privée, et non du secteur public. Or, les rares investissements industriels du premier quinquennat se sont concentrés dans le secteur public. L'accroissement de la production industrielle indienne n'est donc pas le fait du Plan quinquennal, mais simplement d'une meilleure utilisation de la capacité productrice existante.

Combien ce résultat est modeste, cela ressort d'une comparaison de la produc-

tion d'un secteur-clé — celui de l'acier — avec le passé. En fait, la production sidérurgique courante de l'Inde est de 1.070.000 tonnes, soit moins qu'au début des années 1940, quand elle atteignit 1.250.000 tonnes. Et la consommation actuelle d'acier (qui est un bon indice pour les besoins de l'ensemble de l'industrie lourde) est de 2,5 millions de tonnes par an, soit moins que la moyenne des années d'avant la première guerre mondiale !

Dans certains autres secteurs, il est vrai, l'accroissement de la production est réel, même par rapport au passé : notamment dans le secteur de l'électricité, où cet accroissement est de l'ordre de 50 % (grâce à la mise en marche de quelques centrales hydro-électriques importantes), dans celui de certaines machines agricoles (pompes et moteurs Diesel) et dans celui des bicyclettes. Ceci est par contre compensé par une stagnation prononcée dans ces secteurs vitaux de l'économie indienne que représentent l'industrie cotonnière et l'industrie du jute. Cette stagnation apparaît nettement des exportations indiennes qui, dans l'ensemble, restent stationnaires depuis quelques années, alors que le commerce mondial a connu une expansion remarquable :

Exportations indiennes (en millions de dollars) :

1949-50	: 1.012
1950-51	: 1.203
1951-52	: 1.466
1952-53	: 1.155
1953-54	: 1.054
1954-55	: 1.145

La masse de ces exportations est constituée, comme par le passé, de jute, de thé, de manganèse et de cotonnades, les fluctuations reflétant surtout des fluctuations des prix.

Quant au taux d'investissement, il est passé des 5,8 % prévus et réalisés au cours des premières années du quinquennat à 7 % en 1953-54 et au taux prévu de 9 % en 1955-56. L'accroissement est considérable, mais de nombreux critiques indiens déclarent qu'il est dû bien moins à l'accroissement réel des investissements qu'à une augmentation des coûts des investissements prévus, augmentation due avant tout à des dépenses improductives, au gaspillage et au népotisme.

LES RESULTATS SOCIAUX DU PREMIER PLAN QUINQUENNAL

Lorsqu'on réunit ces données on obtient l'image d'un immobilisme fondamental qui apparaît effarant en comparaison de l'acuité avec laquelle se posent les problèmes vitaux pour 350 millions d'Indiens.

Aucun effort n'a été fait pour résoudre le problème du plein emploi, ni celui du prolétariat industriel déjà existant, ni celui de l'intelligentsia, ni surtout celui de la population villageoise occupée, en moyenne annuelle, quelques heures seulement par jour.

Sir V.T. Krishnamachari, ministre du Commerce dans le cabinet Nehru, a reconnu récemment qu'il faudrait créer 25 millions d'emplois nouveaux au cours des 8 à 10 années à venir, afin d'entamer la solution du problème de l'emploi. Deshmukh, ministre des Finances, déclara de même que le plein emploi exigerait la création de 24 millions de nouveaux emplois. Chester Bowles, ancien ambassadeur américain à la Nouvelle-Delhi, parle crûment de 80 millions de chômeurs, totaux ou partiels. Au cours du premier quinquennat, 1 % à peine de ce nombre d'emplois a été créé, et dans certains secteurs le chômage effectif s'est même accru.

Aucune réforme agraire sérieuse et radicale n'a apporté une solution au problème angoissant des paysans (travailleurs agricoles) sans terre ni à celui des propriétaires de terres naines qui abondent dans les parties les plus peuplées du pays. La campagne pour l'abandon volontaire des terres par les propriétaires fonciers, lancée par le disciple de Gandhi, Vinoba Bhave, avec l'appui du gouvernement — qui considère cette campagne comme l'alternative indienne à la réforme agraire « violente » de la révolution chinoise — n'a réussi qu'à ra-

masser un certain nombre de terres peu fertiles qui ne suffisent pas pour installer 10 % des ouvriers agricoles sans terres. La timide législation sur la réforme agraire passée dans certains Etats n'a en général pas été appliquée. Le transfert du pouvoir au Parti du Congrès a par contre vu le renforcement des propriétaires fonciers et paysans riches partout où, régionalement, ceux-ci sont liés à la fraction politiquement dominante. La misère, la famine périodique et l'exploitation des paysans pauvres restent effroyables dans certaines régions, surtout de l'Inde septentrionale et méridionale.

Ce gouvernement qui n'hésite pas à faire des déclarations pompeuses sur sa nature et ses intentions « socialistes » entretient une armée coûteuse à utilisation exclusivement interne, mais il n'a pas encore trouvé le moyen d'introduire une assurance-maladie pour plus d'un million de ses 350 millions de citoyens. Il abandonne des secteurs vitaux de la santé publique — comme la médecine, la fabrication et la distribution des produits pharmaceutiques, la construction des logements dans des villes couvertes par des taudis — à l'initiative exclusivement privée. Rien d'étonnant que, dans ces conditions, la production se dirige d'après la « demande payante » et non pas les besoins sociaux objectivement les plus pressants. Rien d'étonnant en d'autres termes qu'on construise des clubs de nuit climatisés et des buildings luxueux, alors qu'il y a des millions de sans-logis ; à ce qu'on trouve les moyens de fabriquer des produits cosmétiques de luxe mais pas le moyen de vacciner l'ensemble de la population contre des épidémies comme celles du choléra qui réapparaissent périodiquement dans les grandes villes.

LES OBJECTIFS DU DEUXIEME PLAN QUINQUENNAL

A première vue, il peut paraître que le 2^e Plan Quinquennal représente un correctif à beaucoup des déficiences qui limitaient la portée du premier plan.

Ainsi, le taux d'investissement s'élèverait jusqu'à 10-12 % du revenu national : le total des dépenses du 2^e Plan atteindrait 60 milliards de roupies, contre 35 milliards pour le premier plan (12 milliards de dollars contre 7). La production sidérurgique devra s'élever à près de 6 millions de tonnes, dépassant largement les besoins de consommation du pays, ce qui permettrait d'exporter dans tout le Sud-Est asiatique. Les travaux d'irrigation qui ont connu un relâchement au cours de la dernière année, seraient repris de plus belle. De nouveaux barrages hydro-électriques seraient construits et la production d'électricité augmenterait de nouveau de 50 % pendant le quinquennat. Finalement, les ressources en jute et en coton seraient développées. Le « socialisme » du Parti du Congrès se mani-

festerait de façon éclatante dans la nationalisation de l'Imperial Bank of India, qui serait transformée en une banque de dépôt couvrant des dizaines de milliers de villes et de villages de ses filiales.

Le morceau de choix de ces objectifs, c'est le développement de l'industrie sidérurgique, largement financée par l'aide étrangère. Trois projets sont entrés en voie d'exécution :

— construction d'une aciérie à Rourkela (dans l'Etat d'Orissa) par la firme allemande Krupp-Demag, financée et gérée conjointement par le gouvernement indien et le capital privé allemand ;

— construction d'une aciérie à Bilhai (dans l'Etat de Madhya Pradesh) par le gouvernement soviétique, à être exploitée par le gouvernement indien lui-même, qui devra cependant amortir les frais de construction considérés comme prêts à long terme ;

— construction d'une aciérie à Dour-

gapour (au Bengale occidental) par le trust britannique Meeco et le gouvernement indien financé et géré conjointement par les deux.

A noter que l'aciérie allemande et l'aciérie soviétique seront érigées en pleine jungle, sans qu'il y existe le moindre noyau de techniciens ou d'ouvriers qualifiés, d'habitations ouvrières ou de lignes de communication. Par contre, l'aciérie britannique profite d'un hinterland déjà industrialisé.

Cependant, l'industrie sidérurgique ainsi créée souffrira de deux faiblesses structurelles. D'une part, elle n'est nullement « intégrée » dans un ensemble d'industries consommatrices d'acier ; de ce fait, elle dépendra de débouchés d'ex-

portation fort incertains. D'autre part, elle sera grevée dès le début d'une charge de dettes extrêmement lourde, dont l'amortissement risque d'enfreindre la rentabilité.

Reste la question du financement du Plan. Le premier plan a été financé en partie grâce à des déficits budgétaires qui commencent à s'accumuler. Il y a des limites évidentes à cette méthode qu'on ne pourrait dépasser sans provoquer l'inflation. Les revenus fiscaux n'ont pas donné ce qu'on espérait, l'évasion fiscale de la bourgeoisie (surtout la bourgeoisie marchande) étant énorme. Et l'aide étrangère ? C'est un chapitre spécial qui mérite la peine d'être examiné plus en détails.

L'AIDE ETRANGERE A L'INDUSTRIALISATION INDIENNE

Récemment, une revue anticommuniste américaine, « Problems of Communism », publia une étude comparative des industrialisations indienne et chinoise, dans laquelle l'accent était mis sur l'aide considérable que l'Inde reçoit de l'étranger, alors que la Chine est abandonnée à ses propres forces. On ne sait ce qu'il faut davantage admirer dans cet article, la naïveté ou le cynisme. On sait que l'absence d'aide occidentale étrangère à la Chine n'est pas du tout due à un choix délibéré du gouvernement de Mao Tse-Toung, mais à la politique de blocus systématique, poursuivie depuis la guerre de Corée par l'impérialisme américain. Par ailleurs l'Inde a reçu pendant le premier quinquennat quelque 450 millions de dollars bruts, dont une bonne moitié représente des fournitures gratuites de vivres qui ne constituent pas des investissements. Des quelque 220 millions d'investissements étrangers bruts, il faut déduire tout d'abord le retrait de capitaux étrangers, qui a été considérable (pour la période 1948-53 il s'élève à cette même somme de 220 millions de dollars !). Il faut distinguer ensuite les investissements particuliers d'une seule catégorie — l'industrie du pétrole — qui a pris à elle seule la plus grande partie de ces investissements (le trust américain Standard Vacuum et Caltex et le trust anglais Burmah Shell ont construit d'importantes raffineries en Inde).

Si l'on tient compte de toutes ces réserves, on conclut inévitablement que la fameuse « aide étrangère au premier plan quinquennal indien » a été pratiquement nulle.

Depuis quelques mois, une légère modification commence à s'opérer cependant dans l'attitude du capital international envers l'Inde. Les projets de construction d'aciéries en sont un symptôme. Plus significative était la constitution, au mois de février de cette année, de la Industrial Credit and Investment Corporation of India, un trust international d'investissement constitué conjointement par le capital privé indien, britannique et américain, sous la haute

protection de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement.

Le capital de la « Industrial Credit and Investment Corp. » est de dix millions de dollars, dont des firmes britanniques ont souscrit deux millions, les firmes américaines (notamment Rockefeller, Giannini, la Westinghouse et le trust chimique Mathieson) un million, le reste étant souscrit par le capital privé indien. Le gouvernement indien a accordé à ce trust un crédit à long terme de 15 millions de dollars, et la Banque Internationale lui a accordé un crédit supplémentaire de 10 millions de dollars.

Plusieurs aspects de cette aide sont particulièrement significatifs :

1) L'étroite association du capital privé indien, britannique et américain faisant de la bourgeoisie indienne un partenaire « de plein droit » du capital international le plus galonné.

2) Le motif de la création de cette entreprise, tel qu'il est donné dans un communiqué de la Banque Internationale :

« L'expansion de l'industrie indienne a toujours été entravée par la pénurie de capitaux employés à des fins spéculatives. Alors que des investissements considérables ont été effectués pendant et immédiatement après la deuxième guerre mondiale, on a constaté que même les entreprises les plus importantes et les plus connues ont eu depuis 1948 des difficultés à lever de nouveaux capitaux sur le marché indien... L'expansion industrielle jugée nécessaire et prévue par le premier plan quinquennal reposait sur une participation massive des entreprises privées. Toutefois, ni les investissements nouveaux ni ceux destinés à la modernisation et au renouvellement des installations et du matériel n'ont atteint les niveaux désirés. La nature de la nouvelle Corporation et la garantie qu'elle rece-

vra des principales institutions financières de l'Inde et de l'étranger devraient lui permettre de lever en Inde les fonds qui font actuellement défaut à l'industrie, puis d'accroître le volume des investissements provenant de l'étranger. »

Il s'agit donc de renforcer le secteur privé de l'industrie, afin de ne pas laisser le moindre doute sur la nature « socialiste » de l'Inde du Congrès.

3) Les investissements étrangers sont garantis par le gouvernement indien,

LE « SOCIALISME » DE NEHRU

La véritable nature des objectifs et de la politique économique du Parti du Congrès apparaît d'ailleurs nettement dans cette affaire de garantie aux capitaux étrangers. Le journal indien *The Statesman*, de la Nouvelle-Delhi, écrit dans son numéro du 22 juin dernier qu'on s'attend à ce que le gouvernement indien donne bientôt une assurance globale que les investissements américains ne courront pas le risque d'être expropriés et qu'une compensation adéquate sera payée en cas de nationalisation future éventuelle. Il s'agit d'un projet du State Department, appelé *Investment Guarantee Scheme*, qui prévoit une sorte d'assurance que les capitalistes américains contracteraient auprès de leur propre gouvernement pour une prime minime. Cette double garantie est considérée comme indispensable pour attirer les investissements privés en Inde.

Quant à la nationalisation de la *Imperial Bank of India* et de dix autres banques plus petites, le *Manchester Guardian* du 23 décembre 1954 écrit sobrement que cela n'a pas lieu.

« pour des raisons doctrinales mais parce qu'on est d'avis que seul l'Etat peut supporter les pertes (!) que représente l'ouverture de filiales dans les petites villes de la campagne ».

Cette nationalisation ne diffère guère des « nationalisations des pertes » typiques du capitalisme décadent dans le monde entier.

Combien peu la bourgeoisie indienne se méprend sur les intentions réelles de Nehru apparaît d'une déclaration de son chef de file numéro un, Mr. Tata, le président du plus grand trust indien

condition *sine qua non* pour leur participation à l'affaire.

Si l'on compare ces malheureux 25 millions de dollars aux 60 milliards nécessaires comme aide étrangère pour l'industrialisation de l'Inde, d'après l'économiste Colin Clark, on avouera qu'il s'agit encore d'un début modeste, et que les capitalistes étrangers restent prudents. Il s'agit de savoir si le « socialisme » de Nehru représente la seule variante — la seule qui soit inoffensive de leur point de vue — de cette terrible maladie qui se répand dans tout l'Orient...

de l'industrie lourde, la *Tata Iron and Steel Co.* A l'occasion de la dernière assemblée générale annuelle des actionnaires de cette société, Mr. Tata déclara ce qui suit :

« Personne ne suggérerait sérieusement de retourner au laisser-faire complet en matière économique. Outre une participation active à l'expansion de l'économie, l'Etat doit exercer un contrôle général sur le développement du pays, afin d'éviter des tendances indésirables, de procurer (au pays) des services indispensables dans les limites de ses capacités et de protéger les couches sous-privilegiées. Mais je suis d'avis que ces objectifs ne seront pas mieux atteints par une politique qui tend à paralyser l'entreprise et l'initiative (privées)... ».

(*Manchester Guardian*, 2 septembre 1954.)

Il y a un certain conflit entre le gouvernement et le capital privé (certaines couches du capital privé) sur telle ou telle mesure dirigiste, sur le degré de contrôle et d'intervention économiques de l'Etat. C'est, si l'on veut, un conflit d'avis et d'intérêts, concernant les intérêts globaux du capitalisme indien. Mais comparer ce genre de conflit à la lutte à mort que les gouvernements non capitalistes de Chine et des démocraties populaires ont conduite ou conduisent contre la bourgeoisie agonisante de leur pays, sous des prétextes de généralisations faciles — qu'on les appelle « capitalisme d'Etat » ou « étatisme » — c'est vraiment abandonner le critère fondamental de classe pour juger la politique d'un gouvernement et d'un Etat.

TOUT RESTE A FAIRE

L'image réelle de l'Inde d'aujourd'hui n'est pas réjouissante et la forte dose d'hypocrisie et de dissimulation qu'y ajoutent les spécialistes indiens et anglo-saxons du camouflage n'est pas faite pour l'améliorer. Incontestablement, le

gouvernement du Congrès a réussi à stabiliser momentanément son pouvoir sur cet immense sous-continent. Incontestablement aussi, les forces d'opposition qui se revendiquent du mouvement ouvrier — staliniens autant que sociaux-

démocrates — traversent actuellement une période de désarroi et de désorganisation marqués. Les cyniques flatteries que les dirigeants de la bureaucratie ont décernées à Nehru lors de sa visite à Moscou ne sont pas faites pour améliorer cet état de choses en l'occurrence.

Si le premier plan quinquennal n'a résolu aucun des problèmes fondamentaux du pays, ni même ébauché une solution, il a du moins empêché que les choses ne s'empirent. Or, de la famine de 1942 au partage du pays et à ses conséquences économiques désastreuses, les choses s'étaient constamment empirées. Il y a là un renversement du courant qu'il serait criminel de méconnaître si l'on veut examiner les causes de la stabilisation relative du régime du Congrès. En même temps, cette analyse permet d'indiquer les limites de la sta-

bilisation. Dans le cadre d'une évolution plus normale, les problèmes traditionnels reprendront le dessus. La classe ouvrière est aujourd'hui engagée dans une lutte violente contre la rationalisation. Les ouvriers de Kanpour viennent de tenir pendant dix semaines une grève héroïque pour cet objectif. Les paysans pauvres reprendront courage lorsque la faillite des « réformes » de Nehru aura éclaté aux yeux de tous, et ils s'engageront à leur tour dans une vague de luttes directes. Préparer une nouvelle direction révolutionnaire qui apparaisse comme une véritable alternative à la direction du Congrès aujourd'hui avéolée d'une légende de toute-puissance, cela s'avèrera comme le moyen le plus sûr non seulement pour préparer l'avenir mais encore pour accélérer son avènement.

AOÛT 1955.

Manuel SOUZA

Le mouvement ouvrier brésilien face aux élections

L'article ci-dessous est extrait d'une étude du camarade M. Souza sur la situation au Brésil à la veille des élections présidentielles du début d'octobre prochain. Nous regrettons de ne pouvoir, faute de place, la publier in extenso.

Dans la première partie, M. Souza analyse l'évolution de la situation politique depuis le suicide de Vargas et brosse un tableau des différents partis et de leurs candidats. Il souligne que la droite pro-impérialiste qui a succédé au gouvernement gétuliste de la bourgeoisie nationale, a voulu tout d'abord éviter les élections et instaurer une dictature militaire. Elle n'a reculé que devant la force des ripostes ouvrières et les divisions provoquées dans l'armée par la résistance populaire. Le danger demeure cependant latent et peut se manifester à nouveau brutalement en cas d'échec patent de la droite aux élections.

Sont candidats : le général Suarez Tavora, représentant les propriétaires terriens et les bourgeois compradores ; Plinio Salgado, fascisants, qui s'efforcent de capter l'appui de couches petites bourgeoises et d'ouvriers arriérés ; l'aventurier Adhemar de Barros, représentant le « capital bureaucratique », la fusion entre le capital et l'appareil d'Etat pour les « bonnes affaires » ; Juscelino Kubitschek, présenté par le parti éminemment bourgeois qui s'intitule parti social-démocrate, et son coéquipier J. Goulart, du parti travailliste de Vargas, candidats de la gauche bourgeoise « nationaliste ».

Depuis que cet article a été écrit, le P.C. brésilien a décidé de soutenir la candidature du tandem Kubitschek-Goulart. De ce fait et dans les conditions de la lutte électorale, cette candidature acquiert un sens de classe plus prononcé, qui peut provoquer une réduction du courant d'abstentions des ouvriers, à juste titre mécontents de la politique de collaboration de classe du PCB sur laquelle insiste le camarade Souza.

Le mouvement ouvrier et ses luttes déterminent le poids relatif des différents événements politiques (grèves, élections, etc.) dans l'ensemble de la vie politique du pays.

La législation réactionnaire ne permet pas d'autre part la participation indépendante des ouvriers brésiliens aux élections. Le P.C.B. est dans l'illégalité, légalement il n'est pas possible de créer un parti ouvrier et les partis bourgeois n'admettent logiquement pas de candidats opposés à leurs intérêts de classe. D'autre part, les élections expriment seulement théoriquement la volonté de l'électorat, c'est-à-dire de la minorité de la population qui sait lire et écrire. Toutes ces circonstances contribuent à diminuer l'importance des élections comme baromètre politique, sauf au cas où on les considère en tenant compte de ces déformations et avec le coefficient de correction nécessaire.

La montée syndicale des travailleurs brésiliens depuis 1952 ne cesse de croître lentement. Malgré leur faiblesse les syndicats sont aujourd'hui l'organisation des masses urbaines brésiliennes, le lien entre l'avant-garde ouvrière et les mas-

1954 fut une année d'augmentation énorme de la cherté de la vie, de mauvaise situation de change pour le Brésil. Ce fut de ce fait une année de luttes syndicales intenses. Les principales corporations y participèrent. Transports, chemins de fer, mineurs, deux grèves générales des marins et travailleurs de l'aviation, etc., tous entrèrent en grève dans le cours de l'année. Rio Grande do Sul connut deux grèves générales, Sao Paulo une. Le suicide de Getulio provoqua une mobilisation gigantesque des masses qui dans toutes les principales villes balaya les militaires et les partis et éléments de la réaction, et ainsi empêcha la dictature militaro-policière que préparait Wall-Street.

Simultanément tous les syndicats assistèrent au triomphe des oppositions syndicales dirigées généralement par les staliniens. Des syndicats agricoles commencèrent à surgir et la démagogie gétuliste (syndicalisation agricole et augmentation des salaires), née de la double nécessité de tenir compte de ce processus et de le stimuler tout en le contrôlant, ne parvint pas à contrôler le mouvement de masses. L'augmentation du salaire minimum de 100 pour cent pou-

sa les travailleurs en avant et leur donna confiance en leurs propres forces (1).

A partir de ce moment, les grèves pour des augmentations diminuèrent dans le temps mais le caractère de la montée ouvrière, à la fin 1954 et pendant 1955, continua à être le même car les mauvaises conditions économiques du Brésil continuèrent à être les mêmes et même pires.

En effet, malgré la réalisation du coup d'Etat du 24 août et malgré la réaction, la syndicalisation continua et les grèves générales de Sao Paulo et de Rio Grande do Sul éclatèrent ainsi que la grève des chemins de fer de la Leopoldina, le mouvement des tramways de Rio, la grève des mineurs de Morro Velho, les mouvements des employés de banque de Rio et des travailleurs de l'aéronautique, les grèves des travailleurs de la métallurgie de Rio et des dockers de Santos. Et malgré l'union avec les bureaucrates syndicaux, le P.C. arrive à faire élire ses militants dans les directions de toutes les corporations, même dans les corporations secondaires.

Les syndicats qui groupent encore une minorité (2) s'organisent et s'aguerissent, bien que la lutte soit encore une lutte simplement économique — sauf les grèves générales qui constituent des indices de très grande importance — et que les organisations de classe soient désorganisées sur le plan national. Les conflits syndicaux aujourd'hui légèrement freinés du fait de la persistance de l'amélioration amenée par l'augmentation du salaire minimum et par la politique de collaboration de classe du P.C.B., tendent pourtant à se généraliser et à acquérir un caractère chaque jour plus politique. Ce processus est inévitable car la bourgeoisie dans tous ses secteurs, y compris le secteur « national », prépare la répression anti-ouvrière comme le montre l'attitude du gouverneur Kubitschek dans Minas et l'interdiction par le P.T.B. de la grève générale de septembre 1954. Le ministère du Travail attaquera même les « pelegos » (3) et ceux-ci devront se défendre. La perspective économique ne s'améliorera

pas. Quand, après les élections, la bourgeoisie deviendra plus rigide et que la situation économique continuera à empirer, le progrès du mouvement syndical qui a lieu sur le plan organisationnel deviendra qualitatif et donnera naissance, dans un délai plus ou moins grand, à un mouvement syndical centralisé nationalement et dans une certaine mesure politisé.

Les masses brésiliennes sont très arriérées culturellement et politiquement et ceci se reflète principalement dans leur manque de traditions d'organisation de classe, et même d'organisations syndicales indépendantes. Les syndicats industriels qui ont incorporé dans leur organisation des dizaines de milliers d'ex-paysans sont contrôlés, depuis l'Etat Nouveau, par les « pelegos » du Ministère du Travail de la bourgeoisie nationale. Il n'existe pas encore une conception syndicale de la lutte de classe et les syndicats actuels, y compris ceux qui sont dirigés par les stalinien subissent un contrôle étroit du Ministère du Travail et traversent une étape réformiste de discussion et même de collaboration avec l'Etat bourgeois pour l'obtention de conquêtes économiques. Cette situation de subordination extrême dans le passé et, dans une certaine mesure, bien que plus faible maintenant, dans le présent, explique l'absence d'une Centrale ouvrière. Mais les syndicats ne font que traverser une étape et si ce réformisme est le présent, le futur est tout autre. Les victoires des oppositions, les grèves générales, les pactes d'Unité Inter-syndicale de corporations importantes (solidarité avec d'autres luttes, contre la vie chère, pour les nationalisations, pour l'indépendance en face du Ministère du Travail, etc.) sont tous des facteurs qui montrent le sens de l'évolution du mouvement ouvrier. La lutte pour l'indépendance du mouvement ouvrier, pour sa centralisation nationale en une Centrale ouvrière, pour l'affirmation d'une politique syndicale de classe, sont aujourd'hui des revendications mieux senties par les travailleurs et l'avant-garde aura leur appui dans la mesure où elle saura donner les formes d'organisation et les mots d'ordre concrets à ces aspirations.

LA POLITIQUE ELECTORALE DU PCB

Le PCB est l'unique parti ouvrier — à l'exception du petit noyau trotskyste — existant en Brésil. Il influence une grande partie de l'avant-garde ouvrière, la

meilleure, la plus combattive et la seule organisée, et, pour différentes raisons, un vaste secteur de la petite bourgeoisie et de « l'intelligentsia ». Son attitude politique a donc une énorme importance. Bien que les forces sociales, économiques et de classe déterminent le cours de l'histoire, les partis et les hommes et la direction des partis, sont un des facteurs composants de ces forces et bien qu'ils ne puissent faire dévier le cours général de l'histoire ils peuvent déterminer des délais et des « incidents » dans ce cours. Et ces délais et ces incidents provoqués par une politique er-

ronée, s'ils sont en soi insignifiants sur une échelle historique, se mesurent pourtant sur l'échelle humaine en dizaines d'années perdues, en centaines de milliers d'ouvriers torturés et écrasés, en milliers de morts de l'avant-garde prolétarienne.

Au moment même où tout le monde capitaliste, dirigé par l'impérialisme yankee se lance à la préparation de la guerre contre-révolutionnaire contre l'URSS, les « Démocraties Populaires », la révolution coloniale et le mouvement ouvrier des métropoles ; au même moment où tous les secteurs bourgeois brésiliens s'unissent derrière l'impérialisme et où disparaît pratiquement toute marge de manœuvre pour la démagogie de la bourgeoisie nationale ; à l'instant précis où la classe ouvrière et les travailleurs brésiliens réalisent une énorme avance dans leur politisation et rompent avec les illusions de classe, dans ce moment précis, le PCB lance la traduction en portugais de la ligne du Kremlin et appelle à collaborer avec la bourgeoisie nationale « progressiste » pour instaurer un gouvernement bourgeois neutre et pacifiste... Au moment précis où le prolétariat se prépare à faire un bond en avant, le PCB lui lance de la poudre dans les yeux.

La mort de Getulio en particulier, donna à cette ligne politique l'occasion de manifestations spécialement opportunistes. Le PCB se prostitua une fois de plus en attrapant par le bras tous les politiciens bourgeois qui passaient : « Je cherche un homme honnête », « je vous soutiendrai si vous êtes pacifiste... Mais les hommes recherchés, — honnêtes et pacifistes telle était l'unique condition — ne se montraient pas, car dans la bourgeoisie, l'honnêteté et le pacifisme sont choses aussi rares que des poils de crapaud. Alors, pour légaliser l'union, il fallut vêtir de vêtements propres les lumpens et les aventuriers gangsteristes du groupe Adhémar, qui devinrent ainsi des « bourgeois progressistes ». Le concubinat était légalisé par la promesse vague d'un mariage futur, réalisable « à la Nehru » avec la « coexistence pacifique »... sur le dos des ouvriers et des paysans.

La mort de Vargas galvanisa les masses. Le PCB conclut : « Les masses se mobilisent par la mort de Getulio. Si nous devenons getulistes, nous prendrons contact avec elles, rompant avec les restes du sectarisme du Manifeste d'Août » et il se mit à convertir en programme communiste la lettre-testament de Vargas, qualifié de document politique le plus important de l'histoire brésilienne. Mais, justement, la classe ouvrière passait, avant le 24 août, par un processus avancé de désaffection par rapport à Vargas (4) et elle ne sortit pas dans la rue simplement pour Getulio, mais comme manifestation de rejet de l'impérialisme yankee. La « lettre-testament » malgré l'habileté démagogique de Vargas, ne reflétait pas les désirs et la compré-

hension des masses ouvrières, étant donné son fond conciliateur. Les masses exigeaient une politique ferme, de classe, et elles étaient disposées à appuyer le PCB si celui-ci la formulait. De ce fait elles appuyaient totalement la grève du 2 septembre mais n'acceptaient ni sa continuation aventurière ni l'appui donné par le stalinisme au candidat du PTB au gouvernement de Sao Paulo (5) et de ce fait, du point de vue même du rapprochement des masses, c'était un opportunisme absurde que de prétendre que le PTB lançait son candidat propre comme champion « progressiste » dans les élections présidentielles. L'opportunisme réalisé au nom d'un faux réalisme politique, se révélait ainsi une fois de plus la plus improductive et irréaliste des politiques et l'analyse marxiste « étroite », « sectaire », « utopique » prouvait une fois de plus dans la pratique son profond réalisme scientifique.

Le PCB attribuait au PTB le caractère de direction de la classe ouvrière puisqu'il subordonnait ses propres actions aux pas que le PTB voudrait faire. Il offrait publiquement de présenter comme candidat communiste « n'importe quel dirigeant du PTB » et commençait une violente campagne dans les milieux ouvriers pour que Jango Goulart, l'ex-ministre getuliste, ce même Jango si insulté précédemment et combattu par le stalinisme, fut « l'homme décent » qui « inaugurerait un gouvernement de paix » et « d'exploitation moindre des travailleurs ». Mais il advint que ce PTB, si redoré et orné par les dirigeants stalinien, était un parti de la bourgeoisie nationale ; que Jango Goulart « l'héritier du combat anti-impérialiste de Vargas », que les autres dirigeants du PTB étaient une poignée de grands bourgeois aventuriers politiques réactionnaires avec une conscience aigüe de leurs intérêts de classe et nullement disposés à les abandonner pour le chant des sirènes décadentes de la direction du PCB. Aussi, naturellement, le spectacle donné par le PCB avec ses commissions d'ouvriers, de marins précédemment frappés par ordre de Jango, etc., idéalisant ce dernier comme candidat anti-impérialiste à la Présidence ne pouvait finir que comme il finit : en une aventure démoralisante pour le PCB face aux travailleurs. La convention du PTB accepta Juscelino presque sans opposition... et le PCB, le jour suivant, découvrit que Jango Goulart était un « fermier réactionnaire ».

Alors commença de nouveau le chemin de croix prestiste. Il était déchirant de ne pouvoir trouver un bourgeois sur qui s'appuyer. Ils lancèrent donc un ballon d'essai : la candidature Osvaldo Aranha, nimbé d'anti-impérialisme, pour voir si quelqu'un l'acceptait. Mais ce vieil agent yankee, UDNiste infiltré dans le cabinet de Getulio, réactionnaire connu et haï par les masses ne pouvait avoir la moindre audience politique. A regret, il fut abandonné. Les députés

(1) Pour cette raison la lutte menée par le PCB sous prétexte de lutter contre la démagogie getuliste, contre l'augmentation de 100 % était absurde et réactionnaire et menait à saboter la manifestation syndicale pour les 100 %, faisant ainsi le jeu des putschistes du 24 août.

(2) 30, 40, 50, 90 % suivant la ville et les corporations, la moyenne étant de 40 %. Il n'existe pas de statistiques sur ce point.

(3) Bureaucrates syndicaux.

(4) Ceci, en plus de la peur de classe, explique que Getulio n'ait même pas tenté de se défendre.

(5) Toledo Piza, ex-brigadieriste, ex-adhémariste, propriétaire foncier, qui fut le candidat qui obtint le moins de voix.

fédéraux du PC (à l'exception de Bruzzi) signèrent le manifeste qui lançait sa candidature.

Mais quand « existe réellement une volonté d'union » il ne manque jamais de char bourgeois auquel s'atteler. L'opportunisme de la direction du P.C.B. sembla trouver son nouveau candidat en Adhémar de Barros.

Le PCB avait déjà réussi à élire Adhémar comme gouverneur de Sao Paulo. Ce gouverneur se caractérisa par ses vols et ses scandales, son gangstérisme, sa répression anti-syndicale et par l'insigne honneur d'avoir été le premier, lui, l'élu des communistes, à mettre le PC dans l'illégalité. Le PCB l'appela auparavant pour le moins « voleur et assassin » et effectivement il était ces deux choses. Mais Adhémar était « populiste » et mettait de l'argent à la disposition de qui voudrait l'aider. C'était un « bourgeois progressiste ». Ses attitudes antérieures, ses déclarations au moment de l'élection d'Eisenhower, sa profession de foi anti-communiste après la mort de Vargas, ses discours à Londres et Washington en faveur de l'investissement sur une grande échelle de capitaux impérialistes étaient des choses secondaires. Il fallait « rompre avec le sectarisme », « participer aux élections », « appuyer n'importe quel candidat parmi ceux qui s'étaient présentés, qui permette de réaliser un front démocratique de masses ». Et le PCB se joignit derrière le char d'Adhémar, malgré le sentiment tout à fait opposé de la base communiste.

De cette manière, la direction prestiste se mit à idéaliser dans les élections du Préfet de Sao Paulo, fonction de grande importance politique — le candidat Adhémariste, et fit toute la campagne en tant qu'adhémarienne loyale et convain-

cue, sans parvenir à mobiliser les masses.

En effet, ces dernières, qui votèrent en 1953 pour le candidat petit bourgeois Janio Quadros en signe d'hostilité au candidat bourgeois unique — tant Adhémar, que Getulio et l'UDN, etc... — firent dès ce moment un grand pas politique en avant. Les élections à la Préfecture de Sao Paulo — anticipation et « test » pour le futur résultat des élections nationales — montrèrent la rupture des masses avec la politique et les hommes de la bourgeoisie. 50 % d'absentions en général, 70 % dans les quartiers ouvriers et aussi bien les votes en blanc que les votes fascistes montrent que désorganisés, sans parti ni direction, les masses ne sont pas disposées à appuyer des politiciens bourgeois réactionnaires et cherchent une issue de classe.

La direction prestiste ne tint pas compte de cet avertissement électoral. Embarquée dans sa politique visant à la « prise du pouvoir » sur le plan électoral grâce à l'appui de politiciens bourgeois (Arruda — rapport au Plenum du CC) elle parlait à peine d'un « candidat indépendant » afin de faire pression sur les secteurs bourgeois « progressistes » et négocier mieux son appui en attirant un secteur ouvrier. Elle interpréta le « triomphe » de « son » candidat à Sao Paulo — qui se fit dans de telles conditions de rupture avec les masses que toute la bourgeoisie prit peur — comme un triomphe de la politique de « front démocratique » et, en conséquence, elle se lança sur le plan national à la généralisation de cette politique électorale en appuyant Juscelino ou Adhémar (6) on ne sait pas encore très bien lequel des deux, dans leur lutte pour la Présidence de la République.

L'ORIENTATION ACTUELLE DU PCB

La politique de tous les Partis communistes, basée sur l'accomplissement fidèle de la ligne du moment de la diplomatie soviétique donne l'impression d'être le fait d'un homme ivre dans une pièce sombre : elle est remplie de bonds à droite et à gauche et peut être qualifiée de tout, sauf de conséquente. Pourtant, elle applique de manière conséquente dans tous les domaines la politique du moment. Syndicalement, sur le plan jeune, dans les organisations de femmes, les communistes sont amenés à se jeter dans l'abîme ultragauchiste ou à se noyer dans le marais de l'opportunisme. Et ceci, dans tous les pays et au même moment.

Il n'est donc pas étonnant que la « coexistence pacifique » (collaboration de classes) sur l'échelle internationale se reflète dans la collaboration de classes avec les bourgeoisies nationales aussi bien en France qu'aux Indes ou au Brésil, faisant abstraction du degré de

développement capitaliste, des caractéristiques nationales, etc...

Mais, malgré cette abstraction volontaire, dictée par la subordination au Kremlin et par le mépris de la formulation d'une politique, qui en partant de l'analyse des conditions concrètes du pays puisse mobiliser les travailleurs pour la révolution ; malgré cette abstraction donc, les directions stalinienne doivent tenir compte des caractéristiques particulières de la classe ouvrière et du Parti et appliquent la ligne générale en accord avec les conditions concrètes de leur domination sur le Parti et sur la classe. Ceci explique les manœuvres de la direction du PC français pour obtenir que la base ouvrière avale une politique, cette même politique que la direction prestiste impose au PCB avec grande facilité et sans réaction apparente.

(6) Adhémar sur qui pèsent trois procès criminels pour vol avec effraction.

C'est que le PCB bien qu'il soit le seul parti ouvrier et qu'il contrôle une partie importante de l'avant-garde de la classe est un parti au niveau culturel et politique très bas, d'origine anarchiste et du « tenientisme » avec une direction et un appareil composé presque exclusivement de petits bourgeois, avec une base ouvrière désorganisée, arriérée, sans vie politique. Le prestisme est l'expression de ce rapport de forces entre la direction et la base et de cette composition sociale du parti. La base communiste est désorganisée, baillonnée, désarmée et cette situation est aggravée par l'actuel isolement du PCB par rapport aux grandes masses.

Pourtant les masses sont disposées à lutter et les cadres ouvriers communistes trouvent un écho en elles quand leur politique coïncide avec les intérêts des travailleurs. Le fait que le PCB soit le seul parti ouvrier, que sa presse soit la seule presse d'opposition au gouvernement pro-impérialiste, que ses rares cadres ouvriers et ses sympathisants soient l'unique avant-garde organisée dans les usines, que les traditions au sein de l'avant-garde soient des traditions du PCB et que ceci s'ajoute au prestige de la révolution chinoise et de l'URSS, suffiraient pourtant dans les conditions actuelles de préparation à la guerre pour lui assurer une croissance plus ou moins rapide.

Mais bien que les masses le suivent quand sa politique syndicale est correcte, bien qu'elles élisent comme dirigeants syndicaux — contre le Ministère du Travail — ses militants et ceci malgré l'union avec les bureaucrates syndicaux, politiquement elles ne le suivent que par unités car son opportunisme confond, désoriente, désorganise l'avant-garde ouvrière et le prolétariat et laisse les masses comme proie pour les démagogues bourgeois.

La politique de collaboration de classe, aussitôt après la politique aventurière du Manifeste d'Août, crée un grand malaise dans le PC, lui fait perdre des cadres ouvriers, entrave son développement — qui continue mais lentement.

RESUME ET PERSPECTIVES

Les masses, par une abstention importante, vont montrer leur progrès politique, leur rupture avec les partis et les hommes de la bourgeoisie. Peut-être Juscelino vaincra-t-il comme a vaincu Lino de Matos ; en étant celui qui recueillera le plus de vote parmi tous ceux qui en recueilleront peu, en face de la non participation des masses. Ces dernières sentent que les candidats bourgeois quels qu'ils soient ne peuvent leur donner que faim, répression et guerre. Bien qu'elles voient la différence existant sur la question des méthodes et des délais pour l'application de cette politique réactionnaire, elles ne se trompent pas en ce qui concerne l'analyse de la politique en elle-même et de ses pers-

L'appui aux bureaucrates syndicaux — pour faire « l'union contre le Ministère du Travail » n'organise pas la classe et décourage l'avant-garde. Les syndicats que le PC a gagnés dans ces conditions (textiles de Rio par exemple) perdent presque la moitié de leurs effectifs. Sur le plan jeune, l'union des étudiants communistes avec les catholiques ne favorise que ces derniers ; en conséquence, les organisations étudiantes tombent aux mains des réactionnaires. Les organisations de femmes ne fonctionnent pratiquement pas, la Jeunesse communiste ouvre les portes aux « catholiques et aux fascistes, etc... à tous les jeunes de bonne volonté » et ainsi de suite.

Ce n'est que dans les campagnes qu'il suit une politique qui porte quelques fruits. Le PC commence à organiser syndicalement, d'en haut et bureaucratiquement, c'est sûr, les salariés agricoles de certaines régions. Un tel pas qui se fait dans le cadre de son programme actuel, ne compromet dans l'immédiat ni sa collaboration de classes ni les relations intérieures avec le PTB, mais est en soi un pas très progressif pour le développement de la révolution brésilienne. Bien que commençant à peine, un tel processus de syndicalisation a une importance historique. 3 millions de salariés agricoles, 10 millions de paysans travailleurs sans terres, sont les alliés naturels de la minorité prolétarienne. La révolution brésilienne comme la révolution dans tous les pays arriérés, n'est concevable que comme la révolution, dirigée par les ouvriers, des énormes masses paysannes largement majoritaires (65 %). La situation internationale et son développement futur seront le moteur qui impulsera ces masses brésiennes et produira des transformations historiques.

La politique actuelle, empirique, opportuniste et limitée du PCB sur la question agraire, joue ainsi un rôle que ses auteurs mêmes ne soupçonnent pas. Et le renforcement du PCB à la campagne, en impulsant un processus révolutionnaire, impulse le stalinisme brésilien vers sa mort prochaine.

Elles ressentent une méfiance très claire en face de la bourgeoisie et sentent la nécessité impérieuse d'une politique de classe. Mais elles sont désorientées et désorganisées et de ce fait elles exprimeront cette attitude positive de rupture avec la bourgeoisie d'une manière négative : elles s'abstiendront.

Les syndicats sont aujourd'hui leurs seules organisations. En cela se reflète leur force mais aussi, d'une manière fondamentale, leur retard. Non seulement ces syndicats sont nationalement désunis et désorganisés, mais aussi il manque un parti reconnu par les masses comme leur direction.

Le PCB bien qu'il ne pourra pas — sous la pression de la répercussion des

préparatifs de guerre — continuer longtemps sa politique actuelle ultra-opportuniste et qu'il devra se « gauchir », amenant ainsi un afflux vers lui de l'avant-garde ouvrière; aujourd'hui, avec sa ligne actuelle de collaboration de classes, non seulement accélère sa crise interne mais aussi freine au maximum sa croissance, trouble et démoralise ses militants et les masses.

Les travailleurs ne voient certainement pas dans les élections le terrain principal pour leur lutte actuelle. Ils n'ont pas d'issue de classe. Ils essaient de lutter pour leurs revendications minimum en utilisant les syndicats. Cette confusion et désorganisation des masses n'est pas seulement exploitée par la démagogie de la bourgeoisie nationale, mais elle donne également la base aux conspirations putschistes successives des agents de l'impérialisme. Bien que le rapport de forces soit défavorable à la réaction, cette dernière met à profit la désorganisation des travailleurs pour insister sans cesse sur la préparation du coup d'Etat militaire pro-impérialiste qui pourrait momentanément changer ce rapport de forces défavorable pour elle.

Dans ces conditions concrètes, quelle doit être la politique des marxistes? La réponse ne peut être que la suivante: par une politique de classe, aborder tous les problèmes en organisant les masses et le prolétariat, en les orientant dans un sens anti-capitaliste.

Du fait de la désorganisation des travailleurs, Juscelino recevra des voix ouvrières, Adhemar pourra aussi compter sur un certain appui des masses et même Juarez pourra tromper aussi quelques prolétaires en faux col et Plinio obtiendra des voix de prolétaires arriérés. Mais les grandes masses ne suivront pas les actuels candidats et l'avant-garde organisée dans le PCB se divisera, beaucoup s'abstiendront, d'autres voteront à contre cœur, par discipline.

Il faut participer aux élections. Elles donnent une possibilité de toucher les masses les plus arriérées, de leur faire connaître notre programme, de les organiser. L'abstentionnisme sectaire est l'autre face de l'opportunisme: il signifie le renoncement à la clarification des masses, la collaboration dans la continuation de la domination qu'exerce sur elles l'idéologie et la politique de la bourgeoisie.

Mais il est nécessaire d'agir avec une ligne de classe, produit d'une analyse de classe. Il est nécessaire de voir quelle est la tendance fondamentale des larges masses, quelle est la tendance dans l'avant-garde, pour pouvoir agir au sein de cette dernière, en l'organisant en vue de son intégration dans les masses, pour la conquête de ces dernières sur une politique anticapitaliste.

Les grandes masses ont instinctivement rompu avec les candidats et la politique de la bourgeoisie. Désorientées, elles expriment ce courant d'une façon purement négative: l'abstention.

L'avant-garde du PCB repousse la collaboration de classe. Faute d'orientation elle se désorganise ou se fait violence

pour voter par discipline pour les bourgeois.

Il est nécessaire de donner une expression positive à ces sentiments des masses et de l'avant-garde, de formuler une politique qui puisse orienter l'avant-garde dans le sens de l'intégration dans les masses, de la réponse à ses aspirations pour une politique de classe, d'utilisation des élections pour son organisation anti-capitaliste.

Une telle expression positive est un vote programmatique de protestation.

Nous devons nous diriger vers l'avant-garde du PCB en lui disant: « Les masses n'acceptent pas la collaboration avec la bourgeoisie. Cette collaboration vous isole d'elles. Elles exigent une politique de classe. Une agitation dans les entreprises, usines, quartiers, par la presse, une distribution de tracts avec le programme qu'elles désirent, une campagne de masse pour le vote sur ce programme serait la meilleure participation aux élections. Elle vous lierait aux masses qui attendent cela du PCB, elle organiserait la base du parti et les travailleurs, elle montrerait dans les élections, d'une façon positive, le refus par la classe de tous les exploités. Exigez cette politique de votre direction. Nous vous appuierons ».

Cette politique et ce langage exempt de sectarisme galvaniseraient l'avant-garde, auraient un écho énorme, donneraient une issue aux ouvriers communistes, une orientation ni sectaire ni opportuniste, les lierait aux masses, les encourageraient et démasqueraient l'opportunisme de la direction, leur permettraient de faire une énorme expérience.

Dans les larges masses, qui ne sont pas anticommunistes mais n'ont pas confiance dans le P.C.B. avec les lignes politiques successives et contradictoires dont elles ont déjà fait l'expérience amère, une telle ligne gagnerait au marxisme — et non au stalinisme — en pratique, une énorme quantité de travailleurs.

Nous devons ouvrir cette perspective, avec notre propagande, notre agitation, notre exemple, dans l'avant-garde communiste influencée par le P.C.B.

Même au cas où la direction prestiste maintiendrait le Parti dans le marais de la collaboration de classes — cas le plus probable — notre attitude révolutionnaire ne passera pas inaperçue des travailleurs les plus conscients et des travailleurs d'avant-garde que nous touchons. Nous ne sèmerons pas en vain. Le terrain est fertile, l'expérience — les abstentions — prouvera la justesse de notre position et la récolte future, dans le P.C.B. et dans les masses, sera sûre et abondante.

Le programme doit, en partant du niveau actuel de compréhension de l'avant-garde et des travailleurs en général et de leurs revendications les plus pressantes, leur donner l'orientation et l'issue anticapitalistes qu'ils désirent. Il doit être un programme de transition.

Les travailleurs ne veulent pas voter pour les bourgeois car ils savent qu'ils voteront la vie chère, la répression, la

guerre, l'impérialisme. Le vote programmatique de protestation doit être un vote contre la vie chère, contre l'impérialisme, pour les droits démocratiques: il doit être un vote contre le capitalisme.

Il doit être un vote pour la légalité des partis ouvriers, en premier lieu du P.C.B., interdits dans l'actuelle élection; pour la défense des droits démocratiques de parole, presse, réunion, organisation; pour l'indépendance des syndicats par rapport au ministère du Travail et pour la légalisation des directions syndicales élues sans discrimination idéologique, contre l'arbitraire policier qui s'exerce à l'encontre des grèves et réunions syndicales, contre l'annulation de l'enregistrement des candidats ouvriers, contre les poursuites intentées à la presse anti-impérialiste.

Il doit être un vote pour le salaire minimum vital, qui réponde à toutes les nécessités (éducation, alimentation, médicaments, maison décente, vêtements, transports, distractions, etc.) et qui soit fixé par les syndicats, les comités d'usines, les ménagères, les organisations de quartiers. Et sur la base de ce salaire minimum vital, pour une échelle mobile des salaires, qui suive l'élévation du coût de la vie. Il doit être un vote pour la réforme et la révolution agraire, pour le contrôle syndical des livres de compte, contre la spéculation, pour le commerce avec tous les pays du monde, pour un pool des matières premières latino-américaines, pour l'expropriation sans indemnité des usines de l'impérialisme et des usines et services d'utilité publique, pour l'annulation des dettes vis-à-vis de l'impérialisme.

Cela donnerait une expression positive au refus des travailleurs de participer à la farce électorale bourgeoise. Cela doit être notre politique et doit être la politique que nous devons exiger du P.C.B.

Il est également nécessaire de comprendre que les ouvriers n'ont pas d'illusions parlementaires ni électoralistes. Ils sentent que leur organisation est la seule chose qui puisse vaincre l'ennemi impérialiste et ses agents et briser ses préparatifs de coup d'Etat militaire qui continuent sans arrêt et qui sont actuellement stimulés par la désorganisation des masses, fruit de la politique de collaboration de classes du P.C.B.

De ce fait la rupture avec les agents du ministère du Travail dans les syndicats, le front unique syndical de toutes les tendances anticapitalistes, la construction d'une Centrale ouvrière nationale, l'organisation de syndicats d'ouvriers agricoles, anticapitalistes et unis au mouvement ouvrier des villes, le lancement d'une campagne nationale de propagande pour des mots d'ordre de transition tels que ceux que nous citons plus haut, auraient dû être au centre de la politique du P.C.B. si celui-ci avait

été un parti marxiste. Au lieu de cela, il prêche la collaboration de classes.

Mais, comme il n'y a pas de base objective pour cette politique, comme la bourgeoisie répond à la main tendue par la matraque policière, le P.C.B. devra changer de politique et augmenter son influence dans les masses. Aujourd'hui ses membres ouvriers, peu nombreux, militent en son sein car, malgré la collaboration de classe qui leur répugne, ils croient que le P.C. est communiste et cherchent une politique et une solution communistes. Demain, les masses qui iront au P.C.B. iront avec les mêmes illusions et feront leur expérience. Pour cela il est nécessaire que les marxistes révolutionnaires partent de la compréhension actuelle des militants communistes pour développer leur pensée, en donnant une expression à leurs aspirations et en généralisant leurs critiques et leurs expériences, leur faire voir que l'opportunisme n'est pas un effet du hasard, un fruit de l'incompétence de la direction nationale, mais elle est inhérente au caractère du stalinisme, mondialement contre-révolutionnaire. Pour liquider le stalinisme en donnant aux cadres brésiliens réellement communistes une organisation révolutionnaire, il est nécessaire que les bolcheviks-léninistes poursuivent un travail de longue haleine, aux postes-clés du travail de masse du P.C.B., en se montrant les meilleurs lutteurs et organisateurs, en gagnant la confiance de la base. Mais pour faire ce travail, il est nécessaire de fortifier organisationnellement et politiquement le noyau bolchevik-léniniste existant aujourd'hui en tant que guide et direction, éducateur et organisateur de l'aile gauche qui finira d'une façon obligatoire — à l'exemple de ce qui se passe dans les autres pays — à se former dans le Parti Communiste Brésilien.

Le progrès et la politisation des travailleurs doivent se concrétiser dans une organisation. La force de la classe, organisée, liquidera les plans de la réaction. La collaboration avec cette dernière (même avec ses tendances « nationales ») désarme au contraire les travailleurs et fait le jeu de leurs ennemis. Les militants communistes ont conscience de cette situation. L'action des bolcheviks-léninistes au sein du P.C.B. donnera des formes politiques concrètes à ce sentiment. Ainsi, sur la base du progrès politique et organisationnel, dans la lutte de classe, du prolétariat et de son avant-garde, se créera le Parti Marxiste Révolutionnaire de masses, section brésilienne de l'Internationale Communiste des masses. Ainsi se résoudra la crise de la direction révolutionnaire et s'ouvrira le chemin de la victoire finale des travailleurs brésiliens.

22 juillet 1955.

Emilio PRADO

Les masses chiliennes cherchent une issue révolutionnaire

Au cours des dernières années, le Chili connaît une inflation qui ne cesse de se développer, détériorant de plus en plus les conditions de vie des masses travailleuses. Dans les douze mois qui vont de juin 1954 à juin 1955, le coût de la vie a, selon les statistiques officielles, monté de plus de 80 %. Si cette inflation s'explique par la décomposition du régime capitaliste mondial, elle s'explique également par la structure économique d'un pays semi-colonial dont les principales sources de richesses naturelles (le cuivre, le nitrate, etc.) sont pratiquement aux mains de l'impérialisme yankee. A cette situation viennent s'ajouter les fluctuations des prix mondiaux des matières premières, alors que les ressources financières du Chili dépendent pour la plus grande partie de ses exportations en ce domaine.

Le gouvernement Ibanez a éperonné lui-même cette inflation en poussant sa politique de développement industriel du pays pour défendre le marché intérieur. Mais il agit toujours de la sorte avec l'espoir de tirer profit d'une prochaine guerre, c'est-à-dire d'une montée en flèche des prix des matières premières. En misant sur une telle perspective internationale basée essentiellement sur l'attente des conjonctures commerciales favorables pour les matières premières, la bourgeoisie industrielle chilienne, tout comme ses sœurs des pays semi-coloniaux, a révélé encore son impuissance à réaliser ses plans d'industrialisation du pays. Au demeurant, la stagnation de la production agricole, cheptel compris, et celle de la production minière ne font que stimuler encore davantage le processus inflationniste.

Animés d'un profond sentiment anti-impérialiste et anticapitaliste, le mouvement ouvrier et les masses opprimées en général avaient soutenu Ibanez arrivé au pouvoir. Aujourd'hui, ils s'attaquent avec décision aux tentatives de la bourgeoisie indigène et de l'impérialisme de faire payer aux masses les frais de la crise mondiale, et luttent pour mettre en échec les plans de l'impérialisme américain et de la bourgeoisie industrielle chilienne qui cherchent, l'un et l'autre, à se renforcer à travers les préparatifs de guerre.

La puissance des mobilisations des masses qui se sont succédées ces dernières années dans le pays a modifié en leur faveur le rapport des forces so-

ciales, en sorte que ces mobilisations ont constitué et continuent à constituer un facteur permanent d'instabilité politique et de déséquilibre économique, tandis que la bourgeoisie et l'impérialisme recherchent vainement à enrayer, puis à disloquer le mouvement montant des masses.

Les illusions que les masses chiliennes avaient nourries quant à la politique d'Ibanez arrivé au pouvoir, ne vécurent pas longtemps. Ibanez s'était en effet montré incapable de donner satisfaction aux aspirations de larges masses ouvrières et paysannes qui l'avaient soutenu pour améliorer leur niveau de vie. Maintenant, elles ont recouru à leur propre force contre la montée des prix et pour la défense de leurs droits démocratiques, et ont engagé des luttes de plus en plus amples pour des revendications économiques et la défense de leurs propres organisations.

Ce fut dans une telle situation et reflétant cette situation que surgit, avec une plate-forme avancée de lutte, la Centrale Unique des Travailleurs Chiliens rassemblant autour d'elle toutes les tendances du mouvement ouvrier, centrale qui est devenue un puissant pôle d'attraction pour les innombrables ouvriers et paysans qui s'étaient regroupés autour d'Ibanez.

Le Chili a été secoué par une série ininterrompue de grèves qui ont entraîné derrière elles non seulement d'importants secteurs prolétariens mais aussi des couches de la petite bourgeoisie pauvre, des fonctionnaires publics, des professeurs... Ces mouvements ont eu une expression parmi les plus hautes dans la grève magnifique des mineurs du cuivre de El Teniente, en septembre 1954. Après avoir fait face aux troupes envoyées contre eux et s'être refusés à être requis par le gouvernement, les mineurs firent une marche héroïque de 72 kilomètres à travers la montagne et obligèrent le gouvernement à entrer en pourparlers et à céder sur la plupart de leurs revendications.

La grève des mineurs de El Teniente vint stimuler et renforcer l'ensemble de la classe ouvrière dans ses luttes. Depuis lors, celle-ci n'a pas cessé son combat contre la montée des prix et pour une augmentation de salaires suivant de près les prix. Presque tous les travailleurs chiliens sont, les uns après les autres, entrés en grève et ont obtenu

satisfaction dans la plupart des cas. Les mouvements grévistes ont été des plus étendus chez les mineurs et les ouvriers du nitrate, dans l'aciérie de Huachipato — la plus importante du pays — ainsi que chez les ouvriers de la chaussure qui déclenchèrent le mouvement avec occupation des fabriques. Depuis l'expérience de la grève chez SUMMAR, un des aspects les plus marquants de ces mouvements, c'est en effet leur tendance à se généraliser avec occupation des usines. Enfin, la vague de grèves atteignit son point culminant dans la grève générale du 7 juillet. Il est à souligner que les trotskystes chiliens sont intervenus très ardemment dans ces luttes qu'ils ont impulsées par leur activité militante.

Actuellement la tendance des travailleurs c'est de ne plus attendre l'expiration du contrat de travail pour réclamer une augmentation de salaires. Plusieurs corporations ont ainsi arraché cette revendication avant que le contrat ne vienne à expiration. Par ailleurs la C.U.T. (Centrale Unique des Travailleurs) a inscrit dans son programme actuel de lutte la révision du coût de la vie chaque trois mois. Autrement dit, la lutte pour l'échelle mobile des salaires est à l'ordre du jour.

Comme nous l'avons dit, les mouvements grévistes se sont succédé jusqu'au déclenchement, le 7 juillet dernier, de la grève générale de 24 heures qui paralysa pratiquement la vie du pays. Une semaine auparavant, les cheminots, les P.T.T. et l'entreprise d'Etat du transport s'étaient mis en grève; pendant plus de dix jours, les communications furent pratiquement interrompues.

Devant la répétition et l'ampleur de la grève, le gouvernement s'est vu obligé de changer d'attitude envers la C.U.T. Il est entré en pourparlers avec elle en vue de contenir un flot qui menaçait même de dépasser les limites que la direction de la C.U.T. voudrait imposer à ces mouvements. L'étendue de ceux-ci a montré l'existence de conditions favorables pour que le prolétariat pousse ses luttes dans la direction de la formation d'un gouvernement ouvrier et paysan, le seul qui peut apporter une solution aux problèmes de la classe ouvrière, que celle-ci cherche toujours à résoudre. Mais la politique des partis ouvriers a été jusqu'ici de freiner la classe ouvrière dans une telle voie.

Le Parti Communiste, bien qu'il ait, en raison de sa politique opportuniste antérieure, perdu beaucoup de son influence auprès des travailleurs, jouit à la direction de la C.U.T. d'une autorité et d'un contrôle importants. Le dynamisme des militants de base du P.C. est incontestable. Mais il se trouve que ce dynamisme est utilisé par le Front National du Peuple, formation constituée par l'alliance du P.C. avec les radicaux, les phalangistes et les socialistes de Allende. Grâce à ses capacités organisationnelles, et tirant surtout profit de l'opportunisme politique de la direction du Parti Socialiste Populaire (parti qui pourtant a une grande in-

fluence dans les masses, mais qu'il n'a pas su capitaliser pour la faire prévaloir dans la direction de la C.U.T.), le Parti Communiste a pu freiner l'élan révolutionnaire des travailleurs dont il s'est servi comme masse de manœuvre pour faire pression sur le gouvernement.

Le Parti Socialiste Populaire a, depuis sa rupture avec le gouvernement Ibanez, évolué de plus en plus à gauche. A son dernier congrès national de mai, il s'était prononcé pour un front de classe de tous les partis ouvriers et populaires, et a rejeté la formule de « Comités civiques » avec les radicaux et les phalangistes, préconisée par les staliens. Les parlementaires socialistes-populaires, Ampuero et Aniceto Rodriguez, ainsi que O. Waiss dans ses conférences et écrits, développent à l'intérieur du P.S.P. l'idée qu'il faut se préparer pour la prise du pouvoir à brève échéance. Mais si ces vues politiques ne font que refléter la pression de la base du parti, où un courant de gauche commence à se dessiner bien que d'une façon encore imprécise, elles plongent en réalité leurs racines dans des conceptions opportunistes et même aventuristes.

Pour la direction du P.S.P. en effet, il s'agirait de prendre le pouvoir par un putsch, concrètement de profiter de l'occasion que lui offrirait pour ce but le soulèvement éventuel de tel ou tel clan militaire. Ces conceptions sur la prise du pouvoir sont à la base des rapports que le P.S.P. entretient avec la « Linea Recta », groupe d'officiers qui avaient envisagé un coup d'Etat pour soutenir Ibanez contre un secteur de droite qui voulait le renverser.

Pour théoriser leurs vues en la matière, les dirigeants du P.S.P. font état de la façon dont le M.N.R. s'empara du pouvoir en Bolivie. Seulement ils défigurent l'action des masses boliviennes armées portant le M.N.R. au pouvoir.

Le 7 juillet, le P.S.P. s'était prononcé contre une grève de 24 heures et pour un arrêt illimité du travail. Il répondait ainsi au sentiment général des masses pour lesquelles un mouvement gréviste de 24 heures censé être une simple démonstration de force n'était pas une issue. Mais si les dirigeants du P.S.P. poussaient à une grève générale illimitée, c'était avec le seul espoir de créer des conditions minant la stabilité du gouvernement, provoquant sa chute, donc donnant au P.S.P. l'occasion pour s'emparer du pouvoir. C'est de la sorte qu'ils tâchent de remplacer l'action consciente des masses par des coups putschistes, au lieu d'organiser la classe et de la diriger, par la lutte et au cours de la lutte, vers la constitution d'un gouvernement ouvrier et paysan voulu par les masses.

Or seule une lutte audacieuse, résolue dans cette perspective, seul un appel au front unique prolétarien pour la constitution d'un tel gouvernement ayant un programme révolutionnaire, peut avoir un succès et ouvrir la route du pouvoir aux masses ouvrières et pay-

sannes chiliennes. Les dirigeants du P.S.P. par contre n'agissent que par des combinaisons et des manœuvres avec l'espoir d'accéder au pouvoir en marge d'une action autonome des masses.

Malgré ces conceptions politiques des dirigeants du P.S.P., et compte tenu de l'évolution générale à gauche du parti celui-ci se développera et se renforcera encore davantage. Il a augmenté ses effectifs et accru son influence dans des secteurs importants comme la métallurgie, les mines, etc.

En ce qui concerne l'alliance des staliens, radicaux et phalangistes, elle ne durera pas longtemps dans la mesure où la lutte des masses contre le capitalisme ira en s'amplifiant et attirera la base du P.C. vers un front de classe.

Les trotskystes chiliens s'efforcent actuellement de développer les courants de gauche qui se font jour dans les partis ouvriers, et de les orienter vers un programme marxiste révolutionnaire. Ils ont comme but la création d'un Parti marxiste révolutionnaire de masse; ils luttent pour la formation d'un front unique ouvrier P.C.-P.S.P.-C.U.T.-P.S. capable d'ouvrir la perspective d'un Gouvernement ouvrier et paysan, qui reste la seule issue cherchée par les masses pour la solution de leurs propres problèmes et ceux du pays.

Santiago, le 23 juillet 1955.

P. S. Depuis que cet article a été écrit, la situation au Chili a connu un nouveau développement critique. Tandis que la direction de la centrale syndicale C.U.T., dominée par une majorité stalinienne, s'éternisait dans des pourparlers avec

le gouvernement pour que celui-ci tienne ses promesses aux ouvriers, des « grèves sauvages » sporadiques démontraient l'impatience des travailleurs à obtenir satisfaction.

La grève des employés publics fut le point culminant de cette nouvelle vague de luttes, préparant le climat pour une autre grève générale.

Le gouvernement, rompant brusquement les pourparlers avec la C.U.T., s'est mis à réprimer le mouvement gréviste, arrêtant par centaines les militants responsables.

C'est dans ces conditions que la direction de la C.U.T. fut obligée de décider le déclenchement d'une grève générale illimitée à partir du 6 septembre. A la dernière minute, la direction stalinienne qui n'envisageait nullement d'assumer les responsabilités politiques découlant d'un tel mouvement, s'est empressée de saisir l'occasion d'une médiation entre elle et le gouvernement, et d'annuler l'ordre de grève. Ceci sous le prétexte d'un coup imminent de la droite et de promesses du gouvernement.

Le mécontentement provoqué par cette conduite est grand à la base des syndicats et dans toute la classe ouvrière.

Devant la couardise manifeste de toutes les directions traditionnelles, aussi bien de celle des staliens que du Parti Socialiste Populaire d'assumer leurs responsabilités, les trotskystes chiliens accentuent leur agitation pour un front unique de toutes les organisations ouvrières, afin de lutter pour la réalisation du programme de la C.U.T., dans la perspective d'un gouvernement des travailleurs formé par le P.C., les deux Partis socialistes et la C.U.T.

Néo-réformisme, stalinisme et marxisme

(A propos du livre de MERLEAU-PONTY, « LES AVENTURES DE LA DIALECTIQUE ») (*)

L'ouvrage de Merleau-Ponty est un essai de « philosophie politique ». « A l'épreuve des événements — apprenons-nous de sa préface — nous faisons connaissance avec ce qui est pour nous inacceptable, et c'est cette expérience interprétée qui devient thèse et philosophie » de cet ouvrage.

Retenons déjà cette constatation faite par l'auteur, que c'est dans les « événements » qu'il a trouvé la matière première de ses interprétations théoriques subjectives, comme c'est dans l'expérience et la pratique de la révolution qu'il s'efforce tout au long de son ouvrage de prouver aussi bien la faillite de la dialectique marxiste que du prolétariat et de la révolution prolétarienne. Cela ne l'empêche pas de combattre le « marxisme philosophique, postérieur à 1850 pour avoir placé la dialectique « dans les choses » de la nature et de la société. Mais nous y reviendrons.

C'est à partir de la guerre de Corée que Merleau-Ponty a fait connaissance avec « l'inacceptable » et qu'il a rompu avec son attitude « d'attentisme marxiste » qu'il avait encore au lendemain de la deuxième guerre. Jusqu'alors, il avait espéré, dit-il, que le prolétariat de l'Occident pourrait jouer son rôle révolutionnaire et donner au communisme un autre visage que celui de l'URSS. Mais la guerre de Corée avait posé l'éventualité d'un envahissement de l'Europe par l'URSS « et l'établissement dans tous les pays d'un régime de son choix ».

Prenant conscience du danger, Merleau-Ponty abandonne non seulement son « attentisme marxiste » mais entreprend une critique à fond du marxisme, qui lui découvre à la fois les racines philosophiques de la faillite de ce dernier et son impuissance dans l'action.

Nous soupçonnons que ce qui a en réalité déterminé le ressaisissement sensationnel de Merleau-Ponty n'était pas l'imminence d'un envahissement de l'Europe par l'URSS (on aurait vu dans un pareil cas des conversions plutôt contraires et autrement spectaculaires), mais plutôt la sensation d'un éloignement d'une telle perspective dans ces dernières années et l'enhardissement, l'optimisme de la bourgeoisie occidentale dans un climat d'euphorie économique relative.

C'est dans ce cadre que s'esquisse l'offensive de l'aile mendeïssiste néolibérale de la bourgeoisie en France, dont Merleau-Ponty, il le dit presque explicitement lui-même, est le porte-parole philosophique. Nous en reparlerons quand nous arriverons aux conclusions politiques pratiques de sa « philosophie politique », de son programme.

Nous n'avons pas l'intention de suivre Merleau-Ponty dans tous les sentiers où il fait vagabonder ce qu'il veut appeler,

lui, la dialectique, ni surtout dans ses développements concernant les tentatives de Lukacs, dépassant l'acquis relativiste de Marx Weber, de fertiliser le « marxisme occidental », et dans ses longs démêlés avec Sartre. Nous laissons à Simone de Beauvoir le soin de rétablir la vérité dans ce domaine, elle qui connaît aussi bien Dubreuilh que Sartre et qui est incontestablement la plus qualifiée pour saisir et fixer un personnage, par ailleurs assez fuyant. Elle le fait avec beaucoup d'ardeur dans son essai sur « Merleau-Ponty et le pseudo-sartrisme » (1). Nous espérons que ses mises au point concernant les vraies opinions philosophiques de Sartre, que Merleau-Ponty a, paraît-il, interprétées de manière abusive et même « falsifiées », seront plus heureuses que les quelques allusions qu'elle fait aux soi-disant positions des « trotskystes », classés en compagnie de Claude Lefort (2) qui cependant a depuis longtemps cessé de se revendiquer du trotskysme pour n'être plus qu'un « marxiste » démythifié de la « mythologie » trotskyste. (3)

Mais passons.

Nous nous contenterons pour notre part de répondre à Merleau-Ponty sur les points où il met plus particulièrement en cause Léon Trotsky, sa pensée et son action. Ceci du reste est lié, comme nous le verrons, à l'essentiel de ses arguments anti-marxistes.

Merleau-Ponty prend L. Trotsky comme exemple pour prouver la faillite de la dialectique en action, pour faire apparaître « l'équivoque théorique du matérialisme et de la dialectique... aussi dans l'action ».

« Encore faut-il, écrit-il, pour que l'exemple soit probant, s'adresser à un cas pur, où vraiment la dialectique ait été mise à l'épreuve. Il nous a semblé que Trotsky offrait cet équilibre du sens pratique et du sens dialectique, et c'est donc sur sa destinée que nous raisonnerons ».

Trotsky, nous apprend Merleau-Ponty, « n'était pas philosophe, et quand il parle philosophie c'est en reprenant à son compte le naturalisme (4) le plus banal ». Merleau-Ponty est même « surpris » « de retrouver chez quelqu'un qui avait au plus haut point le sentiment

(*) Aux Editions Gallimard, Paris.

(1) *Les Temps Modernes*, juin-juillet 1955.

(2) « Contre les trotskystes, contre Lefort », est une expression qui revient souvent sous sa plume.

(3) C'est dans ces termes que parle, de la position trotskyste sur l'URSS, le coéquipier de Lefort, Chau lieu, dans *Socialisme ou Barbarie* N° 17 juillet-septembre 1955.

(4) Il veut dire matérialisme.

de l'honneur et de la rectitude personnels une philosophie qui fait si peu de place à la conscience ».

Merleau-Ponty a absolument raison que L. Trotsky n'était pas (il n'en avait aucune ambition) un philosophe dans le sens que lui, Merleau-Ponty, attribue aux philosophes et à la philosophie. Comme il le sait bien, depuis Engels, aucun grand marxiste n'a compris autrement la philosophie que comme une interprétation des connaissances acquises par les sciences de la nature et de l'homme à travers la méthode du matérialisme dialectique et historique. A côté de celle-ci, il n'y a place pour aucune autre « philosophie » qui ne soit en réalité de la métaphysique (dans le sens pré-hégélien du mot). Mais Merleau-Ponty se trompe quand il attribue à Trotsky un matérialisme « banal », et apporte comme preuve un passage tiré de l'article « Une opposition petite-bourgeoise dans le Socialist Workers Party ». (5)

Nous redonnons ici le passage en entier avec la phrase qui le précède, car c'est elle qui explique son sens.

« Nous appelons notre dialectique matérialiste puisque ses racines plongent non pas dans les cieux ou dans les profondeurs de notre « libre arbitre », mais dans la réalité objective, dans la nature. La conscience est née de l'inconscient, la psychologie de la physiologie, le monde organique du monde inorganique, le système solaire de la nébuleuse. Sur les barreaux de cette échelle de développement, les changements quantitatifs se sont transformés en changements qualitatifs. Notre pensée, y compris la pensée dialectique, n'est qu'une des formes d'expression de la matière en train de changer. Il n'y a de place dans ce système ni pour Dieu ni pour le Diable, ni pour l'âme immortelle, pas plus que des normes éternelles de lois et de morale. La pensée dialectique étant née de la nature, a par conséquent un caractère tout à fait matérialiste.

Le darwinisme, qui explique l'évolution des espèces par des transformations quantitatives devenant qualitatives, a été le plus haut triomphe de la dialectique dans le champ tout entier de la matière organique. Un autre grand triomphe a été la découverte de la table des poids atomiques des éléments chimiques et par la suite la transformation d'un élément en un autre. »

Trotsky veut dire que les phénomènes de conscience, de philosophie, etc... plongent leurs racines dans la matière organique, elle-même provenant de la matière inorganique. Il veut établir la nature, en dernière analyse matérialiste, de ces phénomènes.

Mais Trotsky est loin d'identifier ces phénomènes aux phénomènes de la physique, de la chimie ou même de la physiologie. Il est très conscient de l'unité, en dernière analyse, de tous ces phénomènes, tous expressions de la matière en changement, mais nullement de leur identité. Il souligne au contraire le caractère spécifique de chaque ensemble

des phénomènes, et la nécessité d'y découvrir les lois spécifiques qui les déterminent.

Voici par exemple comment il s'exprime à ce sujet dans le fameux discours qu'il a prononcé à l'occasion du Congrès Mendeleïev, le 17 septembre 1925, en tant que président de la commission scientifique et technique de l'industrie :

« La chimie a sa conception spécifique de la matière, ses propres méthodes de recherche, ses propres lois. Si, sans la connaissance que les réactions chimiques sont réductibles en dernière analyse aux propriétés mécaniques des particules élémentaires de la matière, il n'y a pas et ne peut y avoir de philosophie fondant tous les phénomènes en un seul système, ainsi, d'autre part, la simple connaissance que les phénomènes chimiques ont leurs racines dans la mécanique et la physique, ne donne pas en elle-même la clé d'une seule réaction chimique. La chimie a ses propres clés.

On peut choisir parmi elles seulement par expérience et généralisation, à travers un laboratoire de chimie, une hypothèse et une théorie de la chimie.

Ceci s'applique à toutes les sciences. La chimie est un puissant pilier de la physiologie avec laquelle elle est directement liée au moyen de la chimie organique et physiologique. Mais la chimie n'est pas un substitut de la physiologie. Chaque science est fondée sur les lois des autres sciences seulement en dernière instance. Mais en même temps la séparation des sciences l'une de l'autre est déterminée précisément par le fait que chaque science couvre un champ particulier de phénomènes, un champ de combinaisons tellement complexes de phénomènes et de lois élémentaires qu'il nécessite une explication spéciale, une recherche technique spéciale, des méthodes et des hypothèses spéciales. »

Et c'est dans ce même article, d'où Merleau-Ponty a tiré son passage, que L. Trotsky insiste sur la souplesse nécessaire de la pensée dialectique (en opposition à la rigidité mécanique de la pensée ordinaire) :

« La pensée dialectique donne aux concepts, au moyen d'approximations plus grandes, de corrections, de concrétisation, richesse de contenu et flexibilité. Je dirai même une succulence qui jusqu'à un certain point les rapproche des phénomènes vivants. »

Merleau-Ponty veut bien admettre que « quand Trotsky ne parle pas philosophie pure mais littérature, morale ou politique, on ne trouve jamais chez lui de ces rechutes dans le mécanisme... et qu'il ne cesse jamais d'avoir, des rapports dialectiques les plus complexes, la perception la plus précise et la plus souple ».

On se demande comment Trotsky aurait pu réaliser ces performances en matière de littérature, de morale et de politique s'il n'avait pas maîtrisé à fond la philosophie matérialiste marxiste dans toute sa souplesse dialectique.

Mais en réalité, ce qui gêne Merleau-Ponty chez Trotsky (ainsi que chez Marx et Lénine), c'est la base, en dernière analyse, matérielle des phénomènes de la conscience qui reflète de manière

active et selon ses propres lois le mouvement dialectique de la matière.

L'idée que Merleau-Ponty attribue aux marxistes d'une conscience simple reflet de la matière, appartient en réalité aux matérialistes pré-marxistes. Les marxistes savent très bien que le « reflet » mental n'est ni simple, ni total, mais se réalise dans une attitude active du sujet avec l'objet, selon des lois propres à l'homme de s'approprier mentalement le monde, la nature, la société, son propre moi. Marx voulait écrire un manuel de dialectique matérialiste, retravaillant les notions de la dialectique de Hegel d'un point de vue matérialiste, c'est-à-dire faisant ressortir la logique et la théorie de la connaissance « du développement de toute la vie naturelle et spirituelle » (Lénine). (6)

Revenons cependant aux critiques que Merleau-Ponty adresse à Trotsky.

Comment se fait-il, demande Merleau-Ponty, que les « thèses si précises, où revit bien une dialectique concrète et sans mythe » de Trotsky sur le réalisme révolutionnaire, sur l'Histoire, sur le Parti et les masses, aient échoué en pratique ? Prenons par exemple « la dialectique du parti et des masses ».

Merleau-Ponty, s'appuyant sur Claude Lefort qui « l'a bien montré », soutient que Trotsky s'est laissé battre par Staline dans la période 1923-1927, et qu'il n'a pas fait appel aux masses, au prolétariat, pour le soutenir, par fétichisme marxiste du parti et de l'URSS. Trotsky « a hésité à mettre la vérité hors du parti parce que le marxisme lui avait enseigné qu'elle ne peut pas par principe habiter ailleurs qu'à la jonction du prolétariat et de l'organisation qui l'incarne ». (Souligné par nous).

D'autre part, « on sait que même expulsé (Trotsky) de l'URSS et fondateur d'une nouvelle Internationale, il n'a jamais accepté de considérer la bureaucratie comme une classe, et a maintenu en conséquence sa thèse de la défense inconditionnelle de l'URSS comme pays de la collectivisation et de la planification ».

Merleau-Ponty trouve que ces « fautes » sont imputables à la notion marxiste de la dialectique qui la place « dans les choses » et qui ne sépare pas la collectivisation et la planification du pouvoir du prolétariat, elle ne veut pas choisir entre eux, elle n'admet pas qu'on la suppose en conflit ».

Il est complètement inexact qu'il y avait dans la dialectique marxiste, la conception du parti telle que le conçoit Merleau-Ponty, et encore davantage, bien sûr, Sartre et Simone de Beauvoir. Le marxisme distingue entre la classe, le parti et la direction du parti — trois éléments entre lesquels s'exerce une interaction dialectique, l'élément classe restant fondamental et, en dernière analyse, déterminant.

(6) Nous pouvons ajouter qu'il ne s'agirait pas, même écrit par Marx, d'un code définitif de la pensée dialectique, qui reste ouverte à l'infini et se développe avec toute nouvelle compréhension du mouvement de la matière.

Le parti est un instrument historique de la classe, un instrument temporaire, susceptible, sous les effets de la lutte des classes soit de commettre des erreurs, soit de cesser même de représenter la conscience politique de la classe et ses intérêts historiques fondamentaux. Les erreurs et les déviations sont d'autant plus possibles et même inévitables que le parti se différencie de la classe et que sa direction se différencie de sa base.

La définition la plus saine, la plus « marxiste » du parti fut donnée par Marx et Engels eux-mêmes dans le Manifeste Communiste :

« Les communistes n'ont point d'intérêts qui les séparent du prolétariat en général.

Ils ne proclament pas de principes sectaires sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement ouvrier.

Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points :

1) Dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts communs du prolétariat.

2) Dans les différentes phases évolutives de la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours et partout les intérêts du mouvement général.

Pratiquement les communistes sont donc la section la plus résolue, la plus avancée (de la classe) de chaque pays, la section qui anime toutes les autres ; théoriquement ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence nette des conditions de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien. »

Le parti appareil et sa direction super-appareil dans l'appareil, voulant forcer la classe, lui imposer leur contrôle, et se considérer par principe ses tuteurs et les détenteurs de sa vérité, c'est la conception stalinienne, mécanique et bureaucratique du parti, dans laquelle Sartre en particulier n'a pas hésité à patauger tant qu'il a pu.

Mais, déjà un tel parti n'est plus celui de la classe, c'est celui d'une formation sociale dont il s'agit de découvrir le caractère, les origines, la fonction. Ainsi, par exemple, les partis socialistes de la II^e Internationale, qui avaient commencé par être les partis du prolétariat, sont devenus, dans un processus bien connu par les marxistes révolutionnaires, des formations politiques transmettant la politique bourgeoise au sein du mouvement ouvrier. Ainsi le Parti bolchevik russe s'est transformé aussi de parti du prolétariat, « qui a rempli un prodigieux rôle historique » (Trotsky) en instrument de la bureaucratie soviétique.

La lutte des classes, réalité suprême de la société, est permanente, dans tous les domaines, y compris dans celui du parti qui se déclare être le Parti révolutionnaire de la classe. Ni ses origines, ni le fait que la majorité de la classe le suit momentanément, ne sont une preuve ou une garantie suffisante qu'il continue à être le parti de la classe dans le sens donné par Marx et Engels.

(5) In Defense of Marxism.

Le parti est une expression, une incarnation approximative de la conscience politique de la classe, de ses intérêts historiques fondamentaux, par la qualité révolutionnaire de son programme, correspondant aux intérêts et aux besoins du prolétariat, et par sa lutte pratique constante, conséquente, pour ce programme. Car il ne s'agit pas de se contenter de ce qu'il déclare être, mais de vérifier ce qu'il est en réalité par son comportement pratique, quotidien.

Tous les autres critères sont fallacieux.

Ainsi, les actuels Partis Communistes, même dans des pays comme la France ou l'Italie, où ils sont suivis par la majorité de la partie politisée du prolétariat, doivent être jugés, pour savoir s'ils représentent ou non le parti révolutionnaire du prolétariat, à la fois par leur programme et par la ligne sur laquelle ils luttent pratiquement, quotidiennement depuis des années.

Un tel examen fera apparaître très clairement que leur comportement de tous les jours est loin d'être la lutte conséquente pour leur programme général communiste, mais qu'il obéit en réalité à d'autres impératifs : ceux de la politique extérieure de la bureaucratie soviétique. Par conséquent ces partis, comme les partis socialistes, ont cessé de représenter le prolétariat dans le sens du Manifeste Communiste.

La lutte pour maintenir le parti et sa direction sur la ligne de la classe est permanente. Pour ces raisons, il ne peut y avoir aucun fétichisme de la part des marxistes révolutionnaires pour le parti, et il n'y en a pas eu effectivement.

Lénine n'a jamais hésité à subordonner son attachement à la discipline du parti, au « centralisme démocratique », à la question de la ligne, du programme. Son attitude envers la tendance menchévique est à ce propos un exemple.

Trotsky lui-même, pour des raisons qu'il a du reste lui-même reconnues erronées est resté des années durant en dehors de la tendance bolchevique du Parti social-démocrate russe, n'étant pas persuadé de la justesse de la ligne de celle-ci. Pourquoi alors Trotsky n'a-t-il pas lutté soi-disant conséquemment dans la période de 1923-1927, n'a-t-il pas fait un appel direct aux masses et saisi le pouvoir ? Parce qu'il aurait été erroné en 1923 d'extrapoler, en partant des « tendances bureaucratiques » qui avaient commencé à se développer en URSS sur l'inévitabilité de la victoire de ces tendances, de l'expropriation politique du prolétariat par la bureaucratie, du « Thermidor » de la Révolution en ce sens. Parce qu'il y avait encore lutte, possibilité de lutte, rien n'était tranché par avance, et il fallait que le facteur subjectif, Trotsky, l'Opposition, intervienne tout d'abord pour tenter de conjurer cette fatalité.

Il est pour le moins curieux de la part de Merleau-Ponty — qui est si probabiliste en matière d'histoire, qui enregistre et interroge un sens des événements mais rejette toute idée de « forces » travaillant inexorablement dans les pro-

fondeurs des « infrastructures » — de reprocher à Trotsky et à l'Opposition de n'avoir pas prévu, dès les années 1923, le triomphe fatal du stalinisme.

Trotsky a lutté dans le parti, qui était loin d'être à cette époque le parti de la bureaucratie, avec les forces les plus actives capables d'enrayer le processus de bureaucratisation qui se trouvaient alors encore dans le parti.

Trotsky considérait d'autre part que l'appel direct aux masses était à la fois inopportun et risquait de ne donner aucun résultat pratique, les masses sentant alors la fatigue de tant d'années de lutte et de difficultés, plus que leur avant-garde organisée dans le parti.

Trotsky admit que sa maladie, lors de la mort de Lénine, l'a peut-être empêché momentanément de déployer une activité plus grande. Il émit d'autre part l'hypothèse que, si Lénine avait encore vécu il aurait mené la lutte dans le parti plus efficacement que lui, tout en considérant qu'à la longue il aurait lui aussi été vaincu par le renforcement d'une situation objective défavorable.

Même en admettant que L. Trotsky ait effectivement commis des erreurs de tactique, et que sa manière de conduire la lutte ne correspondait pas aux exigences de la lutte pour le pouvoir, on voit mal pourquoi cette attitude doit être imputée à la nature de la dialectique marxiste et pas seulement au tempérament de l'homme ou à ses faiblesses.

Quant aux reproches concernant la caractérisation de classe de l'U.R.S.S. donnée par Trotsky, soi-disant sur la base de critères exclusivement économiques, séparés du politique, il nous faudrait rappeler toute la dialectique concrète de l'URSS, en tant qu'Etat ouvrier dégénéré, développée par Trotsky.

Soulignons cependant les aspects principaux de cette analyse :

L'étatisation de tous les moyens de production et la planification ne sont pas des notions exclusivement économiques mais à la fois historico-politico-sociales. C'est-à-dire qu'il est impossible d'arriver à un tel système économique sans une lutte sociale précise, menée par le prolétariat, contre la bourgeoisie et l'impérialisme, et sans la destruction révolutionnaire de l'appareil d'Etat des anciennes classes dirigeantes.

D'autre part, pour arriver à un véritable Etat socialiste, il est de toute manière indispensable d'établir au début un tel système économique.

Les formes de production établies en URSS sont le fruit d'une lutte sociale concrète, qui marque déjà leur nature de classe. Les affirmations selon lesquelles le capitalisme organiquement peut aboutir aux mêmes formes, variées de la théorie du « capitalisme d'Etat », n'ont trouvé historiquement aucune confirmation, ou plutôt l'évolution se fait dans le sens contraire : au lieu que ce soit l'Etat qui exproprie les monopoles, ces derniers s'approprient davantage l'Etat et le dominant.

Seule la révolution prolétarienne peut

donner naissance à un régime économique comme celui de l'URSS. D'autre part, avons-nous déjà dit, ce régime est de toute manière la base initiale sur laquelle commence à s'édifier un véritable régime socialiste. Qu'il y ait eu en URSS, à partir d'un certain moment dissociation de l'économique et du politique, en ce sens qu'une bureaucratie sortie des rangs du prolétariat a exproprié politiquement ce dernier, est un facteur important dont Trotsky a tenu largement compte en définissant l'URSS comme un Etat ouvrier dégénéré.

Mais sur quoi votre dialectique (marxiste) base-t-elle l'inévitabilité d'un processus socialiste d'un tel Etat, nous demande Merleau-Ponty ? En partant d'une économie collectiviste et planifiée, on peut aussi bien aller au socialisme mais également à un nouveau « régime de classes » comme celui qui existe d'après lui actuellement en URSS. Il n'y a pas de voie unique dans l'histoire, de voie forcée, inexorablement préparée d'avance « dans les infrastructures » ; il y a probabilité et choix entre différentes voies. Le règne politique du prolétariat, « classe universelle » qui amènera la société socialiste sans classe est une extrapolation arbitraire que l'histoire jusqu'à maintenant infirme — voilà le raisonnement de Merleau-Ponty.

Une chose cependant est déjà acquise en faveur de la nature « dialectique » révolutionnaire du prolétariat : les nouveaux rapports économiques d'étatisation et de planification sont le produit concret de la lutte révolutionnaire du prolétariat renversant les anciennes classes dirigeantes. Il s'agit maintenant de savoir si, en partant de cet acquis, la nature « dialectique » révolutionnaire du prolétariat est capable de l'élever au pouvoir politique direct et surtout de construire vraiment une société socialiste, sans classes.

Merleau-Ponty n'en sait rien, et il est plutôt franchement sceptique.

Il n'a vu, nous dit-il, aucune « société homogène » et « sans Etat » s'établir avec la « fin de l'exploitation », la « fin de la propriété privée », la « fin du capitalisme ». Il a vu au contraire l'expropriation politique du prolétariat par la bureaucratie.

Arrivée à ce stade de développement, sa « dialectique » perd toute sa souplesse et s'avère plutôt une technique verbale, formelle de la dialectique, une phénoménologie de la dialectique plutôt qu'une vraie connaissance, une prise mentale de la dialectique du réel. Car ni Marx, ni Lénine, ni Trotsky n'ont jamais fait sortir d'embûche la société socialiste achevée de la prise du pouvoir dans un pays, même le plus avancé.

La révolution triomphante dans un pays n'est ni « la fin de l'exploitation », ni de « la propriété privée », ni du « capitalisme », ou ne l'est dans un sens seulement qui tout au début n'est encore que juridique. A partir de la prise du pouvoir commence un long processus « dialectique » révolutionnaire dans le-

quel se réaliseront toutes ces « fins ». Marx a parlé d'une époque de transition entre le capitalisme et le communisme, la société sortie de la révolution gardant toute une période des traits de l'ancienne société. Le dépassement dialectique n'est pas commencement à zéro mais fusion dialectique sur un niveau supérieur.

Marx, d'autre part, ainsi que Lénine et Trotsky n'ont jamais envisagé la société socialiste réalisée autrement que sur une base internationale. Cet élément échappe pratiquement complètement à Merleau-Ponty, et en cela il se retrouve avec Sartre et la pléiade des mystifiés du stalinisme qui parlent du « socialisme » en URSS, certains même du « socialisme » en Albanie.

La fonction révolutionnaire du prolétariat s'est démontrée amplement au sein de la société capitaliste, en tant que force motrice essentielle de la lutte pour le renversement des anciennes classes dirigeantes. Dans ce domaine, le prolétariat s'est montré infiniment plus à gauche que ses « directions » les plus révolutionnaires en paroles, en programmes « des fins ultimes ».

Il s'agit de savoir si, ensuite, le prolétariat est capable d'édifier une société socialiste sans classes. Et bien ! La preuve contraire concrète, pratique, ne pourra pas être donnée avant que la révolution ne triomphe internationalement, car selon le marxisme authentique le socialisme, par sa nature, ne peut s'édifier que sur une telle base.

Comprendre cela à fond, c'est déjà répondre aux objections de Merleau-Ponty qui exploite, pour sa cause, le cas isolé de l'URSS, pays qui était il y a trente ans encore un pays arriéré. Le phénomène bureaucratique est essentiellement lié au bas niveau économique et culturel. Une victoire mondiale de la révolution crée la possibilité d'une économie étatisée et planifiée internationalement qui provoquerait un essor inouï des forces productives. Sur une telle base économique, le phénomène bureaucratique déperira nécessairement ; l'oppression, les classes, l'Etat n'ayant, n'en déplaise à Merleau-Ponty, aucun autre fondement matériel que la pénurie relative.

Pour que les processus politiques et culturels puissent s'engager dans la voie du socialisme, de la société sans classes, il faut que la base économique de l'étatisation et de la planification soit élargie sur l'échelle internationale. C'est en cela que consiste la thèse fondamentale du marxisme authentique et qui tranche avec tout le fatras stalinien et la confusion des critiques de plus ou moins bonne volonté du socialisme.

Merleau-Ponty se révolte à l'idée que l'histoire « finit » dans la « vraie société du socialisme », où la « négation », la « dialectique » soi-disant ne jouent plus, mais en même temps il veut que l'image de ce que serait la société socialiste internationale soit déjà donnée dans le visage actuel de l'URSS, ou de la Chine, Etats préparatoires — et par

certaines côtés seulement — au socialisme !

Les grands marxistes, et les marxistes authentiques en général n'ont eu et n'ont aucune prétention d'inclure l'avenir pratiquement infini de l'humanité dans une perspective concrète définie par avance. Marx n'a fait qu'esquisser quelques traits de la société succédant au capitalisme, et Lénine et Trotsky n'ont pas dit en cette matière bien davantage.

Trotsky a souvent trouvé l'occasion de souligner que le communisme est la phase supérieure de la société succédant au capitalisme, qui modèlera ses traits concrets à travers tout un processus révolutionnaire, et que, pour le reste, pour la suite, il n'y a rien et il ne peut y avoir rien à dire dès maintenant. Le même esprit en cette matière animait Marx, Engels, Lénine.

C'est Trotsky qui a aussi écrit que « le matérialisme dialectique n'est pas naturellement une philosophie éternelle et immuable. Penser autrement c'est contredire l'esprit de la dialectique. Des développements ultérieurs de la pensée scientifique vont, indiscutablement, créer une doctrine plus profonde dans laquelle le matérialisme dialectique entrera comme élément structurel » (7).

Merleau-Ponty connaît la théorie de la Révolution permanente de Trotsky, envers laquelle il a des sentiments ambivalents. D'un côté, il l'apprécie, à sa manière, en tant que « crise et suite » de la pensée de Marx, qui rend « à la dialectique sa souplesse, à l'histoire son imprévu », mais d'un autre côté, elle l'inquiète et l'incommode. Cette idée de « la Révolution (qui) sévit de partout » avant et après la prise du pouvoir, qui installe à l'intérieur de la révolution « un régime de déséquilibre créateur », ce « travail souterrain du négatif » permanent « qui ne cesse jamais », lui, Merleau-Ponty les rejette, ne croit pas du tout en eux, les déclare de purs « mythes ».

Pour ceux qui ne sont pas des « politiques professionnels » comme lui, il n'y a pas que la « Révolution permanente ». Il y a — heureusement — « le travail et le loisir, la guerre et la paix, le mouvement et le repos », et « à leurs yeux la révolution permanente est un prétexte pour faire passer la violence ».

Merleau-Ponty a horreur de la dialectique permanente dans les choses, la réalité, la nature et la société. Il ne veut admettre que des « descentes » occasionnelles — qu'il souhaite probablement aussi espacées que possible — « de la négativité dans l'Histoire », c'est-à-dire tout au plus quelques révolutions.

L'idée de la révolution permanente ne signifie pas du tout formes permanentes violentes de lutte de classe, mais évolution révolutionnaire et non toujours graduelle, de la société issue de la révolution, dans tous les domaines : économique, politique, social, culturel, accélération

et intensification de la dialectique de la société (8).

La révolution permanente puise cette dynamique de sa nature sociale spécifique dans le contexte des conditions historiques concrètes dans lesquelles elle doit s'accomplir : celles de l'époque de l'impérialisme.

D'autre part le marxisme n'a jamais soutenu que les professeurs de l'Université étaient prêts à s'agiter avec la même fréquence et la même intensité que les masses prolétariennes et coloniales à notre époque. Eux, ils ont leur travail et leurs loisirs, tout le temps pour philosopher à loisir ; ils peuvent être attentistes ou carrément contre la révolution — cela dépend. Mais les Algériens et les Marocains par exemple, déracinés par l'impérialisme de leurs terres, de leur milieu de travail et de loisir, jetés dans les bidonvilles d'Alger et de Casablanca, s'adonnent follement, jour et nuit, sans relâche, avec rage et enivrement aux jeux de la révolution permanente. Exaspérés, ils cherchent de manière permanente une issue, ce qui ne peut que choquer un Européen « civilisé », tolérant, raffiné et paisible.

La tempête révolutionnaire qui ne cesse de souffler depuis la dernière guerre dans le monde colonial « couvait » exactement dans les « infrastructures » du système impérialiste et se développe selon les lignes générales de la révolution permanente. Elle n'est pas l'œuvre des « politiques professionnels » marxistes, mais des conséquences sur le plan subjectif du système impérialiste. La révolution est le fait des hommes qui, soumis aux conditions du capitalisme et de l'impérialisme, inévitablement vont réfléchir, vont agir, vont élaborer des programmes politiques marxistes et construire des partis marxistes révolutionnaires.

C'est dans ce sens que les « infrastructures » provoquent inévitablement le processus de la révolution permanente à notre époque (9).

La tentative de Merleau-Ponty, indépendamment de ses intentions conscientes, représente objectivement l'aspect philosophique d'une certaine offensive néo-libérale que mène actuellement toute une aile de la bourgeoisie aussi bien en France qu'ailleurs.

Ce néo-libéralisme, ce néo-réformisme

(8) Dont les formes et les lois ne s'identifient pas pour les marxistes avec celles de la dialectique de la nature. La société n'est pour les marxistes « seconde nature » que dans un sens spécifique, en tant que réalité soumise à des lois, mais d'un déterminisme spécifique, telles que le comprend le matérialisme historique.

(9) Les changements en URSS survenus depuis la mort de Staline sont un autre aspect de la dialectique des « infrastructures », de la « négativité dans les choses ». Sous l'effet combiné des progrès de la révolution prolétarienne dans le monde, de la situation révolutionnaire issue de la dernière guerre, et des progrès économiques et culturels accomplis en URSS précisément grâce à l'économie « collectiviste et planifiée », le stalinisme c'est-à-dire le règne de la bureaucratie soviétique est entré dans sa phase de déclin.

se nourrit essentiellement à l'étape actuelle de la jonction de deux facteurs : du climat économique, à certains égards euphorique, qui règne actuellement dans le monde capitaliste ; de la politique de « paix » et de compromis avec l'impérialisme que mène avec une vigueur accrue la bureaucratie soviétique.

La jonction de ces deux facteurs crée incontestablement un climat d'amollissement de la lutte des classes dans les métropoles, et redonne de la confiance et de l'optimisme relatifs à la bourgeoisie. Après avoir été mortellement effrayée au lendemain de la guerre par une extension éventuelle mondiale de la révolution, elle reprend actuellement une certaine confiance en ses possibilités et en l'avenir. Naturellement elle est victime des apparences seulement, sur lesquelles ses penseurs construisent leur dialectique phénoménologiste incapable de scruter la réalité en profondeur, car en réalité le rapport des forces global, indépendamment des intentions et de la politique de la bureaucratie soviétique n'a cessé d'être défavorable à la bourgeoisie et à évoluer toujours davantage en ce sens.

Cependant la bourgeoisie ne vit pas actuellement avec des perspectives historiques mais au jour le jour. Elle se sent actuellement bien, et relativement rassurée. Elle peut donc se permettre une « offensive » néo-libérale, néo-réformiste, dont Merleau-Ponty assure l'aspect « philosophique ». Il le dit du reste clairement, comme nous l'avons déjà noté au début de cet écrit.

Aussi bien dans la conclusion de son livre que dans ses articles dans « l'Express » par exemple, il raisonne ainsi : La révolution convient peut-être aux pays sous-développés, coloniaux et semi-coloniaux. Mais rien n'indique qu'elle soit « inévitable » dans les pays métropolitains, et on ne sait pas si elle vaut ce qu'elle coûte.

Ainsi il est préférable de s'installer dans le régime parlementaire démocratique actuel et d'y promouvoir une gauche « a-communiste », néo-libérale, tolérante, néo-réformiste qui au lieu de promettre le « Paradis » œuvre pour des améliorations partielles concrètes.

Merleau-Ponty, aidé par l'économètre A. Sauvy a découvert la « biologie sociale » qui mesure une société donnée sous « le rapport de la productivité ». La « planification autoritaire » convient peut-être à l'URSS ou à la Chine, la France n'en a pas besoin. Débarrassée du « malthusianisme », des monopoles, des entreprises « marginales », renouée et rééquipée, l'entreprise privée, libre, peut s'avérer plus productive, plus rentable que la « planification ».

Merleau-Ponty idéalise la conjoncture économique et diplomatique internationale actuelle et brosse un tableau d'évolution idyllique du capitalisme qu'en homme « libre », il choisit de tout cœur en tant qu'alternative beaucoup plus probable que la révolution soi-disant « inévitable » que prépare la « négativité » dans les « infrastructures ».

Merleau-Ponty ne croit pas au « Capital » et aux lois qui déterminent les cycles économiques du capitalisme, donc

au caractère de toute manière éphémère d'une conjoncture d'essor relatif comme celle d'aujourd'hui.

Merleau-Ponty ne croit pas à l'impérialisme, donc il ne voit pas que la révolution dans les pays coloniaux, qu'il admet comme un fait (et même un bienfait relatif), mine inexorablement la position privilégiée des métropoles et les achemine, elles aussi, par ce moyen également à la révolution.

Merleau-Ponty trouve très convenable pour sa cause d'identifier le marxisme, le socialisme, avec le visage du stalinisme et de l'URSS actuelle, ce qui lui permet de combattre avec une certaine aisance les absurdités métaphysiques (dans le sens hegelien du mot) et les mensonges de ses critiques stalinien, ou même de Sartre et de Simone de Beauvoir, concernant la société qui soi-disant serait déjà sans classe, « socialiste » de l'URSS, ou leurs références cyniques ou candides sur la « critique et l'autocritique » en URSS et dans les Partis communistes, forme supérieure de « démocratie » qui remplace avantageusement et « constructivement » le droit aux tendances dans le parti, le droit à la formation éventuelle d'autres partis politiques soviétiques (10).

C'est là cependant la mésaventure de sa propre dialectique. En n'effleurant que le superficiel, l'apparent présent, et faute précisément de pouvoir plonger racine dans les « infrastructures » de la réalité, elle démontre n'être que la dialectique de la forme, sophistique du verbe, technique de la « négativité » des rapports apparents entre sujets.

Juillet 1955.

M. P.

(10) *La Nouvelle Critique*, revue du « marxisme militant », animée par le P.C. français, a consacré en grande partie son numéro 67 de juillet-août 1955 à l'antimarxisme de Merleau-Ponty. A côté de remarques utiles et justes sur les vraies positions de Marx, de Lénine, sur l'évolution de Lukacs sur Weber, il y a toute une partie concernant le Parti et l'URSS, où la métaphysique et l'effronterie stalinienne s'adonnent à cœur joie. Exemple : l'URSS, « société socialiste », sans classe, où la « lutte des classes a disparu (!) grâce à la socialisation (!) des moyens de production et avec elle l'exploitation de l'homme par l'homme (!), la plus-value (!), le marché du travail (!!!). Le problème économique qui hantait l'humanité... est résolu (!). (page 39)

Autant de mots, autant d'erreurs fondamentales.

Une seule contradiction demeure encore en URSS : « celle de la collectivité humaine et de la nature » ! « On voit d'autre part « mal ce que signifieraient des partis politiques au sein d'un monde où il n'y a plus d'antagonismes de classes sociales » ! (pages 40,41). Dans « un tel monde » « l'opinion n'est pas l'expression d'intérêt privé » mais seulement « une appréciation », « une critique » dans « le cadre général » de la « science » qui détermine « l'évolution économique d'ensemble » de la « société socialiste ». Et ainsi de suite. Partant d'une série de postulats : URSS = société socialiste, etc., on extrapole sans difficulté la « forme supérieure » de la « démocratie socialiste » qui existe en URSS : « critique et autocritique ».

(7) *In Defense of Marxism*, p. 76

LES LIVRES

Le manuel soviétique d'économie politique (x)

La deuxième partie du Manuel, consacrée aux problèmes économiques de la société soviétique contient une série de passages de « lutte contre le trotskysme » qui présentent des contradictions tellement criantes qu'on serait tenté de supposer que quelque « trotskyste honteux » les a introduits afin d'inciter la jeunesse soviétique à une étude plus approfondie du problème. Cette lutte se poursuit tout au long des chapitres XXIII et XXIV du Manuel qui traitent de l'histoire de l'industrialisation et de la collectivisation agricole en URSS. Nous nous permettons d'avancer

une hypothèse un peu audacieuse pour expliquer l'apparition de telles contradictions sur une question qui, de 1935 à 1955, fut toujours traitée de la façon la plus « monolithique » en URSS. Y aurait-il eu parmi les auteurs du Manuel des adhérents de deux écoles différentes de « lutte contre le trotskysme », les uns répétant comme des perroquets les calomnies et mensonges de l'ère Staline-Yagoda-Yejov-Beria, les autres remontant à l'argumentation non moins mensongère, mais plus subtile et « politique » de l'ère Staline-Boukharine-Yaroslavsky ?

INDUSTRIALISATION ET PAYSANNERIE

A la page 398 du Manuel, la position des trotskystes est décrite de la façon suivante :

« Le Parti communiste a défendu et maintenu le cours vers l'industrialisation du pays dans sa lutte contre les ennemis endurcis du socialisme, tels les trotskystes et les boukharinistes, qui opposèrent la ligne générale du parti (l'industrialisation du pays) la ligne de la transformation du pays soviétique en un appendice agricole des pays impérialistes... »

Les trotskystes étaient donc des ennemis de l'industrialisation. Ils voulaient transformer l'URSS en « appendice agricole » de l'impérialisme, c'est-à-dire maintenir le pays purement agricole. Et comment s'y prirent-ils pour essayer d'atteindre ce but diabolique ? Voilà ce que nous apprend le Manuel dans ses pp. 391-2 :

« Le Parti communiste rejette le point de vue ennemi des trotskystes, qui voulaient réaliser l'industrialisation au prix de la ruine de la paysannerie et sapaient de cette façon l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie. »

Afin d'empêcher l'industrialisation du pays et de le transformer en « appendice agricole des pays impérialistes », les trotskystes cherchèrent donc à ruiner la paysannerie. Il est clair que ruiner la paysannerie était en effet le moyen le plus efficace pour maintenir le pays au niveau d'un pays purement agricole. Il est d'ailleurs incontestable que les trotskystes voulurent ruiner la paysannerie, puisque le Manuel nous explique à la p. 412 :

« L'ordre kolkhozien a triomphé dans une lutte décidée contre les classes exploiteuses et leurs agents — les trotskystes et les boukharinistes — qui défendirent par tous les moyens les koulaks, combattirent la création de kolkhoz et de sovkhos et exigèrent leur dissolution et leur liquidation ».

Et afin de compléter ce tableau harmonieux, le Manuel poursuit dans sa phrase suivante (nous disons bien : dans sa phrase suivante) :

« Le Parti communiste a écrasé résolument... la théorie trotskyste de l'exploitation et de l'expropriation forcée de la paysannerie par des prix élevés des biens industriels et par des impôts exagérés... »

Ce qui nous permet de résumer l'opinion des auteurs du Manuel de la façon suivante : Les trotskystes, ennemis de l'industrialisation, cherchèrent à transformer l'URSS en pays purement agricole par la ruine de la paysannerie, et défendirent les koulaks par voie d'expropriation forcée de cette même paysannerie...

Est-il besoin de rappeler qu'il n'y a même pas un grain de vérité dans toutes ces affirmations ahurissantes ? Constatant que, sous la NEP, les prix industriels s'élevèrent de façon exagérée par rapport au niveau des prix agricoles, Trotsky et l'Opposition de gauche réclamèrent dès 1923 une industrialisation accélérée afin de pouvoir précisément abaisser les prix industriels et ressou-

(*) Voir n° de juin 1955 de Quatrième Internationale. Nous citons d'après l'édition allemande du Manuel, parue aux Editions Dietz à Berlin-Est.

der l'alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie. Ils proposèrent en même temps une lutte accentuée contre les koulaks en protégeant et en renforçant la position économique et sociale des paysans pauvres et en favorisant de leur part le développement de coopératives de production. Ils rejetèrent de façon résolue toute idée d'une collectivisation forcée de l'agriculture, qui ne pouvait aboutir qu'à un bain de sang et que créer une crise agricole chronique, dont l'URSS continue à souffrir 25 ans après l'application de ce « remède » tragique par la fraction stalinienne.

Il est vrai qu'un membre de l'Opposition de gauche, Preobrachensky, rédigea dans les années 20 un ouvrage sur l'Accumulation socialiste dans lequel il démontra que la source principale de cette accumulation réside incontestablement dans un échange inégal entre le secteur socialiste et le secteur paysan de l'économie. Ce fait, constaté en pratique dès cette époque, et qui apparut de façon combien plus claire tout au cours des plans quinquennaux, amena Trotsky à la conclusion qu'il ne fallait pas développer cette inégalité au point où le paysan se sentirait lésé par rapport aux termes d'échanges connus avant la

révolution. C'était sans doute sa façon de « vouloir ruiner la paysannerie ».

Quant à Staline, il emprunta la formule de Preobrachensky après avoir exilé son auteur en Sibérie, et il l'emprunta à sa façon empirique, grossière et brutale habituelle. On sait, et Malenkov et Khroutchev ont donné publiquement quelques chiffres significatifs à ce sujet en 1953, que la différence énorme entre le prix de revient des produits agricoles et le prix payé par l'Etat aux kolkhoziens, entre le prix de revient des produits industriels et le prix réclamé pour ces produits par l'Etat, représente effectivement la source financière essentielle de l'accumulation en URSS. Staline lui-même ne se gêna d'ailleurs guère pour déclarer devant le Comité Central en 1929 que l'industrialisation imposerait un « lourd tribut » à la paysannerie (Vol. XI de l'édition russe de ses Œuvres Complètes, p. 49 et suiv.). De toute cette vérité historique, comme d'une tentative d'application théorique de ces faits, le lecteur ne trouvera pas de traces dans le Manuel. Les passages précités ont été rédigés non pour enseigner mais pour cacher l'histoire des luttes d'idées qui se déroulèrent dans le pays autour du problème de l'industrialisation.

LA SOCIÉTÉ SOVIÉTIQUE, SOCIÉTÉ SOCIALISTE ?

Une des sources principales des contradictions dont foisonne la deuxième partie du Manuel, c'est qu'il se cramponne désespérément à la définition stalinienne de la société soviétique en tant que société socialiste achevée. Il s'agit à la fois de dogmatisme et de pragmatisme, car le maintien dogmatique de cette définition erronée remplit un rôle idéologique clé dans la justification du pouvoir de la bureaucratie soviétique. Mais les lecteurs du Manuel — et a fortiori ses auteurs — se heurtent à chaque pas aux contradictions et aux absurdités théoriques qui découlent de cette définition. Prenons deux exemples pour illustrer ces contradictions.

A la p. 364, le Manuel déclare correctement que pendant la période transitoire entre le capitalisme et le socialisme s'effectue « le développement des forces productives nécessaires à la victoire du socialisme ». A la p. 367 il est expliqué non moins correctement que le socialisme se caractérise comme une organisation sociale du travail d'un niveau supérieur à celui du capitalisme, c'est-à-dire comme possédant une productivité du travail supérieure à celle du capitalisme. A la p. 496-7, les auteurs du Manuel citent un passage de Lénine qui affirme également que le capitalisme ne peut être définitivement vaincu que dans la mesure où l'on atteint, sous le socialisme, une productivité du travail nouvelle, beaucoup plus élevée. A la p. 499, les auteurs du Manuel admettent d'autre part que le niveau de la productivité du travail en URSS est encore insuffisant pour permettre la

concurrence avec les pays capitalistes les plus avancés, c'est-à-dire qu'il se trouve en-deça du niveau atteint dans ces pays. Comment est-il possible d'en conclure que « l'URSS a victorieusement construit le socialisme » et qu'elle se trouve même sur la voie de la construction du communisme ? La conclusion logique qui s'imposerait ne serait-elle pas que le pays traverse encore cette période de transition entre le capitalisme et le socialisme, pendant laquelle s'effectue « le développement des forces productives nécessaires à la victoire du socialisme » ?

Tout le long de la deuxième partie du Manuel, les auteurs défendent ce qu'ils appellent « le principe socialiste de la rémunération du travail d'après la quantité et la qualité du travail fourni ». Nous reviendrons plus loin sur ce « principe » étrange, dont la fonction apologétique saute aux yeux. Mais contentons-nous pour le moment d'examiner le fonctionnement de ce principe à la lumière de la définition de la société soviétique comme société socialiste.

D'après Marx, le travail qualifié (composé) se réduit au travail simple en tenant compte des frais (du temps de travail) nécessaires à l'acquisition de la qualification. Dans la société capitaliste, ces frais sont supportés par les familles des jeunes ouvriers, sinon par ceux-ci eux-mêmes. C'est sur cette base que se justifie, dans le cadre d'une société capitaliste, la différence de rétribution de la main-d'œuvre qualifiée et non-qualifiée (différence qui a d'ailleurs tendance à se réduire parce qu'une partie

croissante des frais de formation professionnelle sont, même dans cette société, transférée soit vers la collectivité soit vers le patronat).

Dans une société socialiste qui assume elle-même les frais de la formation professionnelle des ouvriers, le problème se pose de façon tout à fait différente. De ce fait, comme Engels le déclare expressément dans un passage célèbre de l'Anti-Dühring, c'est la société qui possède le droit de s'approprier les fruits du travail composé (qualifié). L'ouvrier (qualifié) lui-même n'a pas droit à une plus grande rétribution. Or, en URSS, c'est bien l'Etat qui prend en charge la formation professionnelle des futurs ouvriers qualifiés, dans ces fameuses « réserves de travail » dont nous par-

LA RETRIBUTION DU TRAVAIL EN U.R.S.S.

C'est en effet cette question de la rétribution du travail en URSS qui procure les difficultés théoriques majeures aux auteurs du Manuel. Ils y reviennent à maintes reprises, chaque fois avec des formules légèrement modifiées, et semblent bien ne pas avoir résolu le problème même pour leur propre satisfaction. C'est qu'en l'occurrence les exigences du dogmatisme (« l'URSS est une société socialiste sur la voie du communisme ») et celle du pragmatisme (« élaborer une théorie de la « rétribution socialiste » qui explique et justifie les énormes inégalités de rétribution en URSS ») forment ensemble un nœud qu'on ne réussit plus à défaire. Tranchons-le en utilisant l'arme de l'économie marxiste.

« Sur la base des nouveaux rapports de production, la loi économique de répartition (distribution) d'après le travail fourni s'est créée et a commencé à être appliquée, loi selon laquelle chaque travailleur doit recevoir une rétribution proportionnelle au travail qu'il a fourni ».

Voilà en quelque sorte l'entrée en matière théorique, que nous trouvons à la p. 376 du Manuel. Cela signifie simplement — si nous faisons abstraction de la terminologie bizarre qui représente comme « loi » qui s'est « développée » objectivement ce qui, tout au long du livre, est déclaré être une décision consciente des dirigeants de l'Etat ! — que dans la société soviétique la rétribution du travail s'effectue proportionnellement à la quantité de travail fournie à la société. Nous sommes sur un terrain solide, puisqu'il s'agit de la formule utilisée par Marx dans sa Critique du Programme de Gotha pour la première phase de la société communiste.

Tout de suite cependant, un correctif significatif est introduit dans cette formule, puisque nous lisons à la p. 447 :

« Dans le socialisme, chaque travailleur reçoit des biens matériels

lent les auteurs du Manuel. S'il s'agit donc d'une société socialiste, il faudrait précisément rétribuer les travailleurs seulement d'après la quantité de travail fournie et non d'après la qualité, ou bien conclure qu'Engels a été ignorant et que ses formules de l'Anti-Dühring sont erronées. On n'évite ces contradictions qu'en jetant par dessus bord la définition de société soviétique comme société socialiste et qu'en constatant mélancoliquement que, pendant la période de transition entre le capitalisme et le socialisme, la société est obligée d'appliquer des normes de rétribution bourgeoises qui s'écartent quelque peu et des normes socialistes et même d'une application rigoureuse de la loi de la valeur...

d'après la quantité et la qualité de son travail... ».

On peut interpréter cette formule dans le sens marxiste orthodoxe, c'est-à-dire considérer le travail qualifié comme travail composé qu'il faut réduire au travail simple. Dans ce sens, la formule que nous venons de citer devrait se traduire de la façon suivante : d'après la quantité du travail fourni, le travail qualifié étant considéré comme du travail composé qu'il faut réduire à une quantité supérieure de travail simple. Nous avons déjà expliqué pourquoi cette formule ne se justifie pas dans une société qui prend elle-même en charge la formation professionnelle des ouvriers qualifiés. Mais on pourrait passer sur cette distinction, en elle-même négligeable, parce qu'elle n'explique que des différences de salaire relativement petites.

Mais en réalité, lorsque les auteurs du Manuel parlent de « quantité et qualité du travail », ce n'est pas du tout dans le sens orthodoxe qu'ils emploient ce terme. Il s'agit en effet d'expliquer des différences de salaire non pas de 50 ou de 100 % mais de 600, voire de 1.000 % ! Aussi, dans le chapitre XXXII, consacré au « Salaire du Travail dans le Socialisme » (1), des formules bien plus nuancées encore sont utilisées. On y explique à la p. 515 que le salaire est un instrument de planification :

« Etant donné la nécessité économique d'encourager au maximum le travail dans les branches économiques dirigeantes (?), ceux qui sont employés dans des branches de l'industrie lourde comme la sidérurgie, les charbonnages, l'industrie pétrolière, la construction mécanique, reçoivent un salaire plus élevé ».

Et à la p. 518-9, on nous apprend que les directeurs sont payés d'après l'importance et les dimensions

(1) Les auteurs du Manuel défendent la thèse bizarre qu'en URSS, il y a bien le salaire, mais qu'il n'y a plus le travail salarié.

de l'entreprise qu'ils dirigent, d'après les années de service fournies, etc...

Il est clair que, dans ces formules, le terme « qualité de travail » n'a plus rien à voir avec la théorie marxiste de la valeur-travail. Il ne s'agit plus d'une « qualité » (comme le travail composé) qu'on peut réduire à une quantité de travail, il s'agit d'une « qualité » que les planificateurs, d'après des critères

arbitraires qui leur sont propres, réduisent à l'utilité sociale relative des différents emplois. En d'autres termes : à la recherche d'un critère objectif pour justifier l'inégalité monstrueuse qui s'est installée en URSS, les fidèles défenseurs du marxisme-léninisme ont heureusement atterri sur le terrain... de la théorie subjectiviste, marginale de la valeur-utilité !

CONSOMMATION ET ACCUMULATION

Si la question de l'explication théorique de la rétribution en URSS hante les auteurs du Manuel, une autre question non moins importante pour comprendre le fonctionnement réel de l'économie soviétique réapparaît constamment pour troubler la monotonie des descriptions idylliques ; c'est le problème des rapports entre consommation et accumulation dans la société soviétique.

Il est vrai qu'à la p. 477 du Manuel, il est dit péremptoirement qu'il n'existe pas de « contradiction antagoniste » entre consommation et accumulation dans la société soviétique. Mais cette formule toute faite se heurte à de nombreuses constatations en sens inverse tout au long du Manuel.

C'est ainsi que dès les premiers chapitres consacrés à l'économie soviétique, à savoir p. 375, il est dit :

« Dans le secteur socialiste on ne produit plus pour le profit capitaliste mais dans l'intérêt de la satisfaction des besoins matériels et culturels des travailleurs, dans l'intérêt de la construction du socialisme... ».

Or, comme le développement des forces productives est insuffisant pour satisfaire les « besoins matériels et culturels » des citoyens soviétiques, les dépenses faites pour « construire le socialisme », quelque nécessaires qu'elles soient, réduisent davantage encore ce fonds de consommation déjà insuffisant produit par l'économie. Il y a une contradiction qui n'enlève rien à la nécessité de l'accumulation socialiste, faut-il le dire, mais qu'on ne peut pas perdre de vue quand il s'agit de fixer l'ampleur de cette accumulation. Sinon, le consommateur oublié se vengera sur d'autres tableaux...

A la p. 455-6 du Manuel, il est affirmé qu'en société socialiste le produit social ne se partage plus en produit nécessaire et surproduit mais simplement en « produit pour soi-même » et « produit pour la société ». Cette distinction est purement byzantine, aussi longtemps que le « produit pour soi-même » est nettement insuffisant. Il est évident qu'un ouvrier soviétique qui constate d'une part son niveau de vie plus que modeste, d'autre part l'immense masse d'acier, de charbon, de machines, de tracteurs et de ciment produite par l'industrie soviétique, a nettement l'impression qu'une grande partie de son travail représente du « surtravail ».

Quelques pages plus loin, les auteurs du Manuel reconnaissent d'ailleurs qu'il y a une contradiction (c'est le terme qu'ils emploient) entre le niveau qu'a atteint la production socialiste et les besoins rapidement croissants des masses (p. 463). A la p. 475 il est même dit que dans les années 50 s'est produite une disproportion entre la production des biens de consommation de masse et les besoins accrus de la population. Néanmoins, dans tout le chapitre XXIX consacré à « la loi du développement planifié (proportionnel) de l'économie », les auteurs affirment que

« Les proportions entre les deux secteurs de la production sociale doivent par conséquent assurer d'une part le développement prioritaire des secteurs produisant des moyens de production, et d'autre part un développement des moyens de consommation tel qu'il soit apte à satisfaire les besoins sans cesse croissants des masses populaires dans la mesure la plus large possible, avec le niveau donné de développement des forces productives ».

N'est-il pas évident qu'« avec le niveau donné de développement des forces productives » le développement prioritaire du secteur des biens de production continue à limiter celui du secteur des biens de consommation de façon à ce qu'il ne satisfasse pas les « besoins sans cesse croissants » de la population laborieuse ?

N'est-il pas évident que la « disproportion » apparue dans les années 50 (et existante depuis longtemps) a précisément comme origine ce « développement absolument prioritaire » de l'industrie lourde par rapport à l'industrie légère ? Malenkov n'a-t-il pas donné en 1953 les chiffres d'investissement absolument effarants montrant jusqu'à quel point l'accumulation s'est effectuée en URSS systématiquement aux dépens de la consommation des travailleurs ? Comment peut-on maintenir dans ces conditions la thèse apologetique selon laquelle il n'y a pas de contradiction entre l'accumulation et la consommation ?

Remarquons par ailleurs que dans une étude parue dans la revue soviétique Voprossi Ekonomiki (n° 2 de 1955), l'auteur soviétique S. A. Stepanian traite plus franchement de la question « Des contradictions dans le développement de la société socialiste et des voies pour les surmonter ». Il y rappelle en passant

— chose qui ne nous est plus inconnue depuis le grand débat économique de l'an passé — que certains théoriciens soviétiques avaient considéré

« que la contradiction fondamentale du socialisme [c'est-à-dire de la société soviétique (E. G.)] réside dans la contradiction entre l'égalité des hommes par rapport à la propriété des moyens de production et les restes de l'inégalité dans leur situation matérielle ».

Comme ces « restes de l'inégalité » résident dans les normes de distribution bourgeoise qui président à la répartition en URSS, ceci revient à dire que la contradiction fondamentale dans la société soviétique est celle entre la socialisation des moyens de production et le caractère bourgeois des normes de dis-

tribution, ce qui est conforme à l'analyse trotskyste. Stepanian ne va pas jusqu'à affirmer la même thèse. Mais il constate tout de même que la contradiction fondamentale du socialisme réside dans la contradiction entre les besoins sans cesse croissants de la population et le niveau de développement donné des forces productives. Il est vrai qu'il proclame cette contradiction dans un certain sens comme étant éternelle, puisque d'après lui cette contradiction subsistera sous une forme ou une autre même dans le communisme ! Il suffit ici de remarquer que décidément les consommateurs ont frappé à la porte des maîtres de la société soviétique, et que ces coups résonnent dans toute la littérature du moment, y compris dans le Manuel d'Economie politique.

UN « COMMUNISME » A LA TAILLE DES BUREAUCRATES

Quant à la description de la société communiste que nous donnent les auteurs du Manuel, elle suit fidèlement l'esquisse qu'en donna le « testament économique » de Staline, et reste aussi décevante que celui-ci. Tout en admettant à la p. 639 que le but de la société communiste sera d'élever le niveau culturel et technique moyen des travailleurs au point d'en faire des ingénieurs, afin de supprimer la différence essentielle entre le travail manuel et le travail intellectuel, les auteurs du Manuel ajoutent :

« Mais une certaine différence non essentielle subsistera cependant. Ainsi les conditions de travail des cadres dirigeants (!) des entreprises resteront différentes des conditions de travail de ceux directement actifs dans la production » (p. 640).

Ainsi, les idéologues de la bureaucratie

peuvent admettre à la rigueur que les travailleurs deviennent tous des ingénieurs ; mais ils ne peuvent admettre, avec Engels, que ces ingénieurs exerceront les rôles « dirigeants à tour de rôle. Ces « ingénieurs communistes » continueront à se répartir en « cadres dirigeants » de l'économie et en « ingénieurs directement actifs dans la production ». Comme aurait pu dire Orwell : tous les ingénieurs-travailleurs seront égaux, mais certains seront plus égaux que les autres. On ne pourrait imaginer meilleure démonstration par l'absurde du caractère idéologique des thèses pragmatiques de la part des économistes staliniens. Même dans leur imagination la plus audacieuse, ils défendent — consciemment ou inconsciemment — le statu quo social d'aujourd'hui.

E. GERMAIN

Quand le fascisme nous devançait

de Daniel Guérin (*)

C'est une courte plaquette de 24 pages dans laquelle D. Guérin a voulu non pas reconstruire la période 1930-40, mais rappeler ses « souvenirs » et tirer quelques leçons.

Ses souvenirs sont ceux d'un militant qui voyait du dedans le P.S. et du dehors le PC, qui montre la trop longue insouciance des dirigeants des partis ouvriers devant la montée du fascisme hors de France, et qui n'ont commencé à bouger que sous la poussée des ouvriers, lorsque ceux-ci furent littéralement fouettés par le coup de force du 6 février 1934. Puis Guérin montre que les espoirs d'une unité d'action enfin réalisée s'envolèrent bien vite quand les directions,

sous le prétexte d'associer à eux les petits bourgeois, s'associèrent à l'aile de la bourgeoisie politiquement exprimée par le parti radical ; que cette bourgeoisie sut exploiter à son profit le mouvement des masses pour se retourner contre celles-ci.

Il met aussi en lumière quelques leçons importantes, notamment comment les partis ouvriers ont fait le jeu du fascisme en singeant les mots d'ordre et les méthodes du fascisme à l'égard des masses, ce remplacement de l'éducation et de la mobilisation de la classe par le « viol des foules ».

Nous invitons donc nos lecteurs à lire cette brochure pour toutes les très bonnes choses qu'elle contient, pour le passé qu'elle rappelle opportunément et pour

les leçons à ne pas oublier dans le présent. C'est seulement faute de place que nous n'étendrons pas notre éloge et que nous limitons nos observations à deux points.

D. Guérin, rappelant ses souvenirs, est amené à parler de la gauche qui se développa dans le P.S. Mais il ne mentionne pas l'activité des trotskystes français dans cette période, qu'il n'a connus que vers la fin de celle-ci. Au sujet de la « Gauche révolutionnaire » du P.S., il y aurait lieu de dire qu'à son origine, elle fut constituée par Pivert, en accord avec la direction Blum, pour isoler les trotskystes des militants révolutionnaires de la S.F.I.O. ; et son leader, Marceau Pivert — que ce soit en 1935 ou plus tard, en 1938, quand fut fondé le P.S.O.P. — fut toujours un adversaire acharné de l'idée d'un parti révolutionnaire. On pourrait soutenir, avec raison, que c'est Blum plus que Pivert qui a poussé à la construction du P.S.O.P. qui, dès sa naissance, était condamné à n'être qu'une organisation éphémère.

Mais dans cette période, D. Guérin eut connaissance des écrits de Trotsky et il dit très clairement dans sa brochure que celui-ci seul avait vu clair.

Croquis d'Ambassade (*)

de P. Quaroni

L'auteur de ce livre est un ambassadeur d'Italie qui a fait toute sa carrière dans la diplomatie de son pays, avant le régime fasciste, pendant celui-ci et depuis lors, sans difficultés apparentes.

Le livre n'a d'autre prétention que de rapporter des souvenirs donnant des portraits de personnages rencontrés par lui au cours de sa carrière. Nous avons ouvert ce livre dans lequel on nous annonçait un portrait « balzacien » de Trotsky. Hélas, ni Balzac ni Trotsky ne pourront s'y reconnaître.

« Il (Trotsky) avait beaucoup engraisé, de cette graisse malsaine propre aux personnes qui ont eu la vie dure dans leur jeunesse et qui, soudain, accèdent, fut-ce modestement, à une existence confortable... De petite taille, avec des jambes courtes et grêles, un petit ventre proéminent, presque agrestif, il était de ce type d'hommes sur lesquels n'im-

(*) Plon, éditeur.

Est-ce pour cela ou est-ce parce que D. Guérin a fait une critique sévère de la politique des directions ouvrières, notamment de la politique du P.C.F., ou plus probablement pour les deux raisons à la fois que cette brochure de D. Guérin qui fut écrite, à la demande de M. J. P. Sartre pour figurer dans le numéro des « Temps Modernes » sur la Gauche, n'a pu, comme le dit D. Guérin, « trouver sa place » dans ce numéro ? Mais M. J. P. Sartre ne peut plus désormais admettre quoi que ce soit qui déplaît aux dirigeants staliniens : dire que Trotsky avait eu raison et que la politique du Front populaire a valu bien des malheurs est trop pour lui et trop pour eux.

Et ainsi D. Guérin ne s'est pas vu reçu dans cette « gauche » qui n'a rien appris du passé, qui ne veut rien apprendre, pour qui le 28 mai était le symbole de l'action révolutionnaire, tandis que les bagarres de Nantes ont été l'œuvre de « provocateurs trotskystes ». Cette « gauche » n'a pas voulu de D. Guérin ; c'est le plus bel éloge que celle-ci involontairement lui fait.

F.

porte quel vêtement semble emprunté à d'autres ; de ces gens qui ont l'art de défraîchir en un rien de temps une veste repassée de frais. »

L'ambassadeur Quaroni doit souffrir d'une mauvaise vue ou d'une mauvaise mémoire, car il n'y a pas un mot de vrai dans ce portrait. Trotsky n'était pas petit, il mesurait environ 1.70 mètre il ne fut jamais gras, n'avait pas de ventre proéminent. Il était toujours habillé avec beaucoup de netteté. Enfin, il n'avait pas eu la vie dure dans sa jeunesse ; et au cours de ses années d'exil, il eut une existence normale. Au contraire les premières années de la révolution d'Octobre, exigèrent de lui, comme de tous les dirigeants de l'époque, un travail, des efforts, un surmenage, une vie spartiate.

Ceci dit, il n'est vraiment pas nécessaire de relever les quelques propos de Mr. l'Ambassadeur sur l'incompréhension de la révolution russe par Trotsky !!!

LIVRE REÇU

C. Von CLAUSEWITZ — De la guerre (Editions de Minuit).

Nous rendrons compte de ce livre dans notre prochain numéro.

(*) Librairie Rivière, éditeurs.

L'Opium des intellectuels^(*)

de R. Aron

DOCUMENTS

Après la philosophie, voici la sociologie « scientifique » qu'on enseigne en Sorbonne, armée de logique cartésienne solide et de keynesisme à fortes doses. Ayant en 1946 jugé « le parlementarisme tel que le pratique la France » « inadapté à la guerre froide, à la dissidence communiste, aux exigences d'une économie à moitié dirigée » et choisi le R.P.F., Mr. Aron réduit maintenant en poussière les « mythes » de la « gauche », de la « révolution », du « prolétariat » et s'efforce de désintoxiquer les intellectuels de l'opium de toutes les Eglises, surtout de celle du marxisme. Du reste, peut-on maintenant accuser le R.P.F. d'avoir été une formation d'extrême-droite, presque fascisante ?

Mr. Aron n'aime pas les prestidigitations d'une telle « dialectique ». Il ne connaît que les antithèses bien carrées, clairement définies, entre lesquelles la réalité place, dit-il, toute une série de phénomènes bizarres, qui tiennent à la fois de la gauche et de la droite, de nature éclectique, indéfinissable. L'hitlérisme, se demande-t-il, était-il vraiment un régime de droite, le « bolchevisme » un régime de gauche ? Sa réponse est un exemple de la vraie science sociologique, opposée à la « pseudo-science » du marxisme : « Le national-socialisme est devenu de moins en moins conservateur au fur et à mesure que son règne se prolongeait ». A la fin de son évolution — étudiée sans rapport avec les conditions intérieures et internationales, d'une manière tout à fait formelle, phénoménologique — Mr. Aron ne devait plus le distinguer du « bolchevisme ». « Droite et gauche ou pseudo-droite fasciste et pseudo-gauche communiste ne se rejoignent-elles pas dans le totalitarisme ? »

Il faudrait citer des « pensées », des réflexions non moins profondes et caractéristiques de la « science » professorale, comme celles sur la révolution permanente (p. 58), le prolétariat (p. 79) et son salaire (p. 86), la dialectique (p. 194), etc. qui illustrent la manière de procéder de Mr. Aron aussi bien en logique, qu'en sociologie ou en économie. En logique, il évolue entre antithèses absolues et notions intermédiaires, où les contraires cohabitent juxtaposés sans unité décisive à chaque moment dans un sens ou l'autre, et où le moment dialectique est remplacé par la notion cartésienne d'une évolution graduelle accu-

mulant l'un sur l'autre les éléments du passé.

En sociologie, Mr. Aron fait abstraction aussi bien de la lutte de classe que de la nature de classe de chaque phénomène. Ce qui lui permet d'abolir les distinctions qualitatives entre phénomènes politiques et sociaux, qu'il compare et assimile par leurs seules ressemblances extérieures. Quant à son économie, elle est toute nourrie de « science » keynesienne et rayonne de l'euphorie actuelle des affaires aux Etats-Unis (exemple du capitalisme bien faisant), dans les pays scandinaves et même en France (pourvu, il est vrai, qu'elle ne perde pas son empire). Même Mr. Aron est capable, dans un tel cas, de constater que certains bienfaits d'ordre économique et politique actuels tiennent pour l'essentiel à la surexploitation des colonies.

Mr. Aron se demande où est le prolétariat, ce que pourrait être cette « mystification » du prolétariat et de la révolution. Donnons-lui l'adresse : le prolétariat concret de la France est à l'heure actuelle à Saint-Nazaire et Nantes ; il hante les bourgeois de ces villes et de tout le pays avec le chant de l'Internationale qu'il n'a pas oublié. La réalité statistiquement constatée par des services officiels étant toujours que, dans un pays comme la France, 50 % des ouvriers gagnent moins de 30.000 francs par mois. Certains journaux veulent actuellement aiguïser le sens « national » de leur public en affirmant que la perte de l'Afrique du Nord ferait descendre d'au moins de 30 % le niveau de vie de la population de la métropole. Pensez, Mr. Aron, aux perspectives d'un capitalisme sans colonies ! Vous auriez vraiment envie de demander ce que fait donc ce R.P.F.

Mr. Aron produit quelques effets faciles en chargeant le marxisme et le bolchevisme de tous les crimes et de toutes les stupidités de la bureaucratie soviétique et du stalinisme. Sa « science » pénétrante là aussi n'enfoncé que des portes ouvertes, tout en démontrant son caractère phénoménologiste superficiel, et son ignorance de la critique approfondie, scientifique du stalinisme que fait le marxisme révolutionnaire lui-même.

Blasé et sceptique, Mr. Aron ne prépare pas une jeunesse ardente, optimiste et combattive, à l'échelle de notre temps. Y a-t-il un dissolvant plus pernicieux que de tels livres, que de tels éducateurs ?

Déclaration du Secrétariat International sur la Conférence de Genève

La Conférence de Genève, que la presse soviétique et celle des partis communistes plus encore que la presse capitaliste ont déjà érigée en un événement « historique », vient d'être close sur un communiqué remettant toutes les questions litigieuses à une discussion ultérieure. On admet que rien n'a été réglé, mais on souligne « l'esprit nouveau », le « style nouveau » de Genève, sur lesquels on reporte maintenant l'espoir de voir bientôt finir la « guerre froide » et s'instaurer une « paix durable » entre les nations, toutes adonnées d'un bonheur égal aux progrès économiques et sociaux pour le plus grand bien de tous les peuples.

Que de telles platitudes néo-réformistes se trouvent surtout sous la plume des journalistes et porte-paroles des partis communistes, c'est là le comble à la fois du cynisme et de l'aveuglement de la bureaucratie qui idéalise et embellit les causes servant ses intérêts immédiats mais qui, en même temps, devient dupe de son propre jeu opportuniste.

La bureaucratie soviétique n'a jamais caché son désir sincère d'aboutir à un compromis avec l'impérialisme, mais sur la base de division actuelle du monde, du statu quo actuel.

Ce qui de sa part est nouveau, par rapport à la situation d'avant la mort de Staline, c'est que la crise de direction dans laquelle se débat depuis lors la bureaucratie, et les problèmes et les difficultés hérités du règne de Staline dans ses rapports avec les masses soviétiques et internationales, renforcent encore davantage son désir et la nécessité d'un compromis sur cette base du statu quo avec l'impérialisme.

La bureaucratie soviétique a besoin de temps pour réaménager ses rapports avec les masses soviétiques, avec les Etats des « démocraties populaires » et la Chine, avec les partis communistes, et pour trouver — afin de survivre et de gouverner — de nouvelles formules et de nouveaux moyens que ceux utilisés au cours de l'ère stalinienne.

La Conférence de Genève a, une fois encore, très bien démontré cette ligne de conduite constante de la bureaucratie. Si, dans ce domaine, cette Conférence a mieux encore que par le passé clarifié une chose, c'est que la bureaucratie soviétique n'est pas prête à se départir du statu quo, y compris sur la question de l'Allemagne. En effet, pour la première fois, il a été dit aussi clairement qu'il faut tenir compte du fait de l'existence de « deux Allemagnes » : la République démocratique allemande et la République fédérale allemande, ayant chacune son régime économique et social » (déclaration finale de Boulganine) et qu'une Allemagne unifiée ne saurait faire partie du Pacte atlantique.

La question de l'unification de l'Allemagne reste, pour le Kremlin, subordonnée à celle de la « sécurité européenne » et du « désarmement », et envisagée comme le résultat d'une procédure par « étapes ». Autant renvoyer la question aux calendes grecques.

La IV^e Internationale déclare que l'unification de l'Allemagne doit être l'œuvre de l'action des masses allemandes elles-mêmes, à l'Ouest et à l'Est, appuyées par le prolétariat international.

En réalité, le problème qui se pose, c'est le changement d'attitude des impérialistes, les raisons pour lesquelles eux, et plus particulièrement les Américains, ont adopté le « nouveau style », « l'esprit » de Genève. Pourquoi ces derniers se sont-ils prêtés à ce dialogue avec les Russes qui a dominé Genève ?

Outre la puissante pression que les masses, toujours peu disposées à se mobiliser pour la guerre contre-révolutionnaire de l'impérialisme exercent sur eux, les impérialistes comptent avec les progrès réalisés par l'U.R.S.S. dans le domaine des armes atomiques et thermonucléaires et ont conscience

(*) Calmann-Levy éditeurs, Paris 1955

M. P.

du fait que, malgré quelques succès de stabilisation remportés récemment en Europe occidentale, le rapport des forces global leur reste toujours défavorable. Mais c'est incontestablement avant tout le climat économique actuel à nouveau favorable dans le monde capitaliste, y compris les États-Unis, qui rend les impérialistes plus sensibles aux facteurs ci-dessus mentionnés et qui les incite à temporiser et à se prêter à des discussions pour un aménagement du *statu quo*, avec l'espoir d'améliorer leurs positions grâce à cette conjoncture économique favorable.

Genève signifie que les impérialistes éviteront en ce moment de prendre l'initiative d'une guerre générale, tout en poursuivant derrière l'écran des pourparlers pour la « paix » leurs préparatifs de guerre, et ce pourvu que le statu quo ne soit nullement part dangereusement mis en cause.

D'autre part, les impérialistes n'ont pas pour autant accepté le caractère définitif du *statu quo*, comme le désirerait la bureaucratie soviétique.

Ils se sont rendus à Genève avec l'espoir secret de voir le Kremlin faire des concessions, sinon sur les « démocraties populaires » de l'Est, du moins sur l'Allemagne orientale et se préparer à la sacrifier en faveur d'une Allemagne unifiée, et libre de se joindre au Pacte atlantique. Ils ne se laisseront pas de rechercher à l'avenir de telles concessions et utiliseront le réarmement intensifié de l'Allemagne de Bonn pour renforcer leurs pressions dans cette direction.

D'autre part, leurs propositions « sensationnelles » sur le désarmement ne visent nullement à aboutir à une réelle réduction importante de leurs armements, qui s'avérerait désastreuse pour leurs économies, et encore moins à abandonner la production des bombes A et H qu'ils brandissent pour terroriser les masses et prolonger leur régime. Leurs propositions visent à aménager le niveau et la qualité des armements les plus propices à leurs intérêts et sont présentées comme surenchère verbale de leur volonté de « paix », face à la pression des masses et aux propositions de paix du Kremlin.

En particulier, la proposition d'Eisenhower d'un contrôle par la photographie aérienne est en ce sens typique : sans toucher en rien à la production des armements, elle viserait paraît-il à éviter l'attaque-surprise. Elle demande en outre aux Russes de consentir à l'observation aérienne de l'U.R.S.S. inaccessible jusqu'ici aux Américains, en échange d'une réciprocité qui ne présente que peu d'intérêt pratique pour les Russes.

Mais l'aspect de beaucoup le plus important pour les masses travailleuses de la Conférence de Genève est incontestablement la manière dont les dirigeants soviétiques et ceux des partis communistes interprètent le « succès » de la Conférence, ainsi que la ligne sur laquelle ils veulent mobiliser les masses. En fixant comme objectif central de la mobilisation des masses une pression de celles-ci pour réaliser « l'accord » des « Quatre Grands », en déclarant que cet « accord » est possible sur une base générale et durable, qu'il est le moyen d'assurer le progrès économique et social de l'humanité toute entière, indépendamment de la division entre régimes sociaux différents, les dirigeants soviétiques et ceux des partis communistes se font les apôtres d'un néo-réformisme d'autant plus outrancier et absurde qu'il se place à l'époque où la lutte entre les deux camps sociaux, malgré toute apparence contraire éphémère, est plus engagée que jamais et s'oriente vers son dénouement.

Ils aboutissent pratiquement à préconiser le *statu quo social* dans chaque pays, la collaboration des classes dans les pays métropolitains et la collaboration des pays coloniaux avec l'impérialisme.

En subordonnant la politique des partis communistes à la politique étrangère du Kremlin, les dirigeants des partis communistes mettent obligatoirement en veilleuse la lutte de classe dans les pays métropolitains pour ses propres objectifs, estompent consciemment la perspective et les possibilités du pouvoir prolétarien dans ces pays, et trahissent les peuples coloniaux luttant pour leur émancipation totale de l'impérialisme et non pour un aménagement de leur statut colonial au sein des empires.

Dans cette voie qui est effectivement celle de la pratique quotidienne de tous les P.C. à l'heure actuelle, qu'il s'agisse de la France, de l'Italie, de l'Inde, du Brésil, de l'Indonésie, il y aurait en définitive non une meilleure défense de l'U.R.S.S. et des « démocraties populaires » construisant paisiblement leur « socialisme » sans que l'impérialisme les inquiète, mais il y

aurait démoralisation et confusion accentuées dans les rangs du prolétariat et des masses coloniales, permettant aux tentatives de stabilisation relative de l'impérialisme de mieux réussir. Partant de positions ainsi améliorées, l'impérialisme se lancerait plus facilement dans la guerre.

La IV^e Internationale fait confiance aux masses et à la base ouvrière des Partis communistes pour mettre en échec cette politique de capitulation et de trahison des dirigeants des Partis communistes. A cette politique axée sur la répétition servile des slogans, motivations et analyses de la diplomatie soviétique et de son langage conventionnel, il faut plus que jamais opposer la libre élaboration d'une véritable politique de classe axée sur la préparation méthodique et patiente de la révolution socialiste dans chaque pays, par des partis révolutionnaires groupés au sein d'une véritable Internationale communiste centraliste-démocratique, comme l'était la III^e Internationale du vivant de Lenine.

Le Secrétariat International de la IV^e Internationale.

Juillet 1955.

Déclaration du Secrétariat International sur la proposition de construction d'une Internationale prolétarienne de masse

La question de la reconstruction d'une Internationale prolétarienne de masse est soulevée par l'article du dirigeant yougoslave Vlahovic, publié dans le dernier numéro du *Communiste*, organe théorique de la Ligue des Communistes yougoslaves. Cet article doit refléter un avis plus général de la direction yougoslave et probablement fait suite aux discussions qui ont eu lieu sur cette question lors de la visite des dirigeants soviétiques à Belgrade.

Nous ne possédons pas encore le texte complet de cet article et devons nous contenter des comptes rendus qui en ont été donnés par la presse internationale.

Cependant les points essentiels de cet article sont déjà saisissables.

Vlahovic préconise la reconstruction d'une Internationale prolétarienne englobant tous les mouvements qui déclarent lutter pour le socialisme, et dont la grande majorité est composée par les Partis communistes et les Partis socialistes.

Il se réfère à ce propos à la I^{re} Internationale et à l'opinion qu'a défendue Engels, lors de sa création, d'y inclure lassaliens, bakouninistes, etc., et marxistes. Mais, à l'encontre de Marx et d'Engels, il évite de mentionner les conditions historiques d'alors et de dégager pour quelles raisons cette Internationale s'est ensuite disloquée, ainsi du reste que la II^e Internationale.

Des considérations sur la « loi du développement inégal du socialisme » et les nouvelles forces et « formes » de production qui ont surgi dans le monde éoffent l'analyse et la conclusion de Vlahovic. Il préconise en outre, comme premier pas pour déblayer le terrain dans cette direction, la dissolution du Cominform.

La IV^e Internationale accorde une importance capitale à la reconstruction d'une Internationale prolétarienne de masse.

Elle a prévu que cette question deviendrait d'actualité ; et c'est ce qui se passe maintenant dans les Partis communistes, dont un nombre croissant de militants d'esprit critique réalisent les méfaits résultant de la dépendance de ces partis envers la politique extérieure du Kremlin, et comprennent la nécessité d'une étroite collaboration des forces qui luttent effectivement pour le pouvoir prolétarien et socialiste au sein d'une Internationale vraiment démocratique.

La IV^e Internationale s'est construite en 1938, à la suite d'une dégénérescence bureaucratique de la III^e Internationale, devenue un instrument de la bureaucratie soviétique, avec pour but de continuer l'esprit qui animait

la III^e Internationale dans les années 1919-1923 sous la direction de Lénine et Trotsky.

Dans ses premières années, la III^e Internationale représentait, dans les conditions nouvelles de l'impérialisme et du mouvement ouvrier la continuation de l'œuvre entreprise par la I^{re} Internationale pour l'émancipation effective des travailleurs par l'abolition du capitalisme et l'avènement du socialisme. La III^e Internationale, dans ces années, regroupait toutes les forces qui luttèrent effectivement sur un programme de prise révolutionnaire du pouvoir et d'instauration d'un véritable régime prolétarien démocratique basé sur les Soviets.

La IV^e Internationale a repris ce programme, en le complétant par les leçons de l'expérience de la dégénérescence bureaucratique du premier État ouvrier, l'U.R.S.S. *Cette expérience démontre que le pouvoir prolétarien démocratique, c'est-à-dire la gestion effective de l'État et de l'économie par le prolétariat vainqueur, est impossible sans soviets démocratiques, sans syndicats démocratiques, défendant le cas échéant les ouvriers contre leur propre État, et sans un parti révolutionnaire démocratique, reconnaissant le droit aux tendances et le droit à la formation éventuelle d'autres partis soviétiques.*

Ainsi, le programme le plus général, nécessaire et suffisant à notre époque pour toute association internationale des travailleurs qui voudrait réellement grouper les forces luttant effectivement pour le pouvoir prolétarien démocratique se résume dans la prise révolutionnaire du pouvoir, et ensuite son organisation démocratique par un système de soviets, syndicats et parti ou partis tel qu'énoncé ci-dessus.

La IV^e Internationale rejette l'idée qu'une soi-disant « loi du développement inégal du socialisme » puisse signifier soit que « les éléments du socialisme » existant dans chaque pays (expression qui, pour les dirigeants yougoslaves signifie le caractère social accentué de la production que Marx et Lénine ont suffisamment souligné) s'épanouiront graduellement, sans révolutions, sans un changement brusque, sans la prise révolutionnaire du pouvoir, en un régime prolétarien « socialiste », soit que le contenu de classe de ce pouvoir diffère suivant les pays et soit autre chose qu'une forme de la dictature du prolétariat.

L'inégalité du développement historique et social dans tous les domaines est une « loi » universelle, applicable à toute l'histoire humaine, connue de Marx avant que Staline ne la découvre et n'en attribue la découverte à Lénine en 1915, et ne saurait justifier ni « le socialisme dans un seul pays » ni une Internationale comme simple « somme arithmétique » d'unités nationales hétérogènes. De telles idées sont des idées centristes, aussi vieilles que le mouvement ouvrier, et qui furent théoriquement combattues à fond aussi bien par Marx que par Lénine et Trotsky.

On ne peut apporter aucune preuve théorique et encore moins de preuve pratique que le pouvoir prolétarien et socialiste est actuellement possible sans un renversement révolutionnaire des classes dirigeantes et sans la destruction de leur État, qui est de plus en plus au service et sous le contrôle des grandes entreprises et des monopoles capitalistes.

On ne peut apporter aucune preuve théorique et encore moins de preuve pratique que les formes nécessairement différentes du processus de reconstruction socialiste entrepris dans chaque pays au lendemain de la prise du pouvoir cachent autre chose que la dictature du prolétariat, c'est-à-dire un régime politique dirigé par le prolétariat en alliance avec la paysannerie pauvre.

La IV^e Internationale considère qu'une association internationale des forces qui luttent effectivement pour le pouvoir prolétarien et socialiste doit, pour être actuellement efficace et pour pouvoir fonctionner et durer, avoir un programme clair et regrouper des forces idéologiquement assez homogènes par rapport aux lignes générales de ce programme. Sinon, elle risque soit de n'être qu'une version de l'Internationale socialiste actuelle, aussi impuissante que décorative, soit de se disloquer rapidement.

L'accord sur le programme général ne signifie pas l'organisation « monolithique » dans laquelle le stalinisme a caricaturé le parti bolchevik et la III^e Internationale, tels qu'ils étaient du temps de Lénine. Comme les sections, l'Internationale doit être une organisation démocratique-centraliste, reconnaissant le droit aux tendances idéologiques, aux formations idéologi-

ques passagères qui respectent dans l'action les décisions majoritaires régulières.

Il ne peut y avoir d'organisation voulant agir effectivement qui ne se définisse idéologiquement par rapport aux autres courants de la classe ouvrière sur la base d'un programme clair, librement et consciemment accepté par tous ses membres. La question de l'unité dans l'action de la classe ouvrière ne peut être résolue par la cohabitation dans la même organisation de tous les courants idéologiques de la classe, indépendamment de leur degré de rapprochement idéologique sur un programme commun ; elle peut l'être par l'établissement d'un front unique à des moments donnés, pour des buts donnés, d'organisations distinctes, idéologiquement différentes et même divergentes.

Ce dont le prolétariat a besoin afin de lutter efficacement pour la prise du pouvoir et l'organisation démocratique de celui-ci, ce n'est pas un bureau international d'échanges d'informations et d'expériences entre organisations nationales idéologiquement hétérogènes, mais un Parti mondial démocratique centraliste de la Révolution Socialiste, car la lutte pour le pouvoir ainsi que la construction d'une véritable société socialiste sont par leur nature des tâches internationales.

De ce point de vue essentiel, fondamental, toute l'expérience qui va de la I^{re} Internationale à nos jours ne doit pas être interprétée comme amoindrissant cette nécessité, mais au contraire comme la renforçant. C'était cette compréhension qui animait déjà la III^e Internationale de Lénine et Trotsky. Si, par la suite, la III^e Internationale a dégénéré et est devenue effectivement un instrument de la bureaucratie soviétique, ce ne fut pas à cause de son strict programme ou du régime démocratique-centraliste, mais du fait précisément qu'elle fut dominée par un seul parti qui lui-même avait été dominé, absorbé par le pouvoir d'État. *C'est dans la mesure où la III^e Internationale a cessé d'être une Internationale qu'elle a dégénéré et est devenue l'instrument de la direction bureaucratique d'un État.*

Une nouvelle association internationale prolétarienne doit avant tout éviter de devenir l'instrument de la politique de « coexistence pacifique » illusoire entre les États ouvriers et les États capitalistes, et l'apologiste « idéologique » des diplomates des États ouvriers, de leurs formules, de leur langage, de leurs explications. Le climat euphorique actuel de « coexistence pacifique » est conjoncturel, tandis que la réalité de la lutte des classes et l'opposition mortelle entre le capitalisme et le socialisme sont autrement fondamentales et déterminantes en tant que base pour une Internationale prolétarienne.

Dans tous les États ouvriers d'aujourd'hui, dégénérés ou déformés bureaucratiquement, les partis du prolétariat sont devenus les instruments de la politique d'État, de ses raisons et de ses intérêts. Ils rationalisent et théorisent *a posteriori* la pratique et les changements de la politique d'État. Pour cette raison, ils ont défigurés la théorie marxiste et l'ont transformée, elle aussi, en « idéologie » reflétant les intérêts de couches sociales privilégiées ou de directions issues du prolétariat, qui disposent du pouvoir.

Sur une telle base « théorique » il est impossible de bâtir une organisation internationale du prolétariat.

Il faut que les partis du prolétariat retrouvent leur autonomie complète, y compris par rapport à l'État ouvrier, et élaborent leur ligne en pleine liberté de critique, au sein d'une véritable Internationale démocratique-centraliste, revenue aux principes du marxisme-léninisme, du marxisme révolutionnaire authentique.

Ceux qui disent qu'il y a de nouveaux problèmes non prévus par le marxisme-léninisme, surgis de changements structurels nouveaux dans le monde d'aujourd'hui, doivent le prouver théoriquement dans une discussion démocratique devant l'avant-garde marxiste révolutionnaire internationale. Il y a incontestablement de nouveaux aspects et problèmes, surgis aussi bien de l'évolution du capitalisme que de l'expérience de l'U.R.S.S. et des autres États ouvriers. Il est nécessaire et profitable de les discuter. Il faut le faire non à coup d'affirmations non approfondies, mais selon la méthode marxiste-léniniste, en les reliant à tout ce qui a déjà été dit dans ces domaines par les classiques du marxisme, par Marx, Engels, Lénine, Trotsky, Rosa Luxembourg et à la véritable expérience théorique et pratique acquise par le mouvement ouvrier. Une telle méthode, basée sur la

connaissance de la théorie et de l'histoire du mouvement ouvrier, sur le respect de la vérité, et de la probité révolutionnaire, préciserait les problèmes, les vraies divergences et élèverait considérablement le niveau théorique et politique des militants marxistes, terriblement abaissé par les pratiques stalinienne et la décadence théorique irrémédiable de la social-démocratie.

Pour toutes ces considérations, la IV^e Internationale préconise que la question qui est soulevée d'une nouvelle association prolétarienne internationale de masse soit démocratiquement débattue devant l'avant-garde prolétarienne mondiale, avant qu'aucune décision ne soit prise,

Qu'une conférence préliminaire soit convoquée, ouverte à toutes les tendances qui se réclament du marxisme révolutionnaire, afin d'examiner ce que doivent être les grandes lignes du programme, des statuts, de l'organisation d'une nouvelle Internationale prolétarienne de masse, qui veut œuvrer effectivement à la prise du pouvoir par le prolétariat sur l'échelle internationale et à la construction d'une véritable société socialiste démocratique ;

Que cette Conférence préliminaire engage ensuite une discussion publique démocratique dans les organisations qui y participeraient et dans toute la classe ouvrière, sur les idées émises et sur les propositions faites à cette Conférence, afin de préparer le programme et les statuts de la nouvelle Internationale prolétarienne de masse à construire.

Une nouvelle Internationale prolétarienne de masse ne saurait être une construction des sommets, des directions d'Etat et de parti qui ont perdu l'habitude de se soumettre au contrôle et à la discipline des masses qu'elles prétendent représenter. Une nouvelle Internationale sera démocratique, sinon elle ne sera pas. L'ère des Cominform, des instruments d'Etat et des directions bureaucratiques est dans ce sens effectivement close.

Le Secrétariat International de la IV^e Internationale.

8 août 1955.

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

Une Ecole Internationale de Cadres

Une Ecole Internationale de cadres a fonctionné cet été en Allemagne. Elle a groupé 30 camarades environ, élèves et conférenciers, appartenant à 9 sections différentes de l'Internationale pour une durée de 8 jours.

Les cours ont porté sur :

a) La conception du matérialisme historique et les théories bourgeoises contemporaines en matière d'histoire et de sociologie.

par le camarade VANDERPOEL

b) Les différentes théories marxistes sur l'impérialisme et les conceptions bourgeoises contemporaines en matière économique.

par le camarade GERMAIN

c) Les problèmes économiques fondamentaux de l'époque de transition.

par le camarade M. PABLO

d) La Révolution coloniale .

par le camarade P. FRANK

e) L'Internationale (de la Ière à la IV^e Internationale).

par le camarade EDOUARD

f) Les fondements historiques et théoriques de la tactique actuelle de la IV^e Internationale pour la construction des Partis Révolutionnaires de masse.

par le camarade L. MAITAN

Tous ces cours étaient écrits et seront, au courant du mois d'Octobre prochain, ronéotypés et envoyés à toutes les sections.

De l'avis unanime des camarades qui ont participé à l'Ecole, elle a bien rempli ses buts : faire travailler certains camarades sur des sujets précis, qu'ils devaient préparer ; aider les jeunes cadres prometteurs de notre mouvement à mieux connaître et à approfondir des questions théoriques, historiques, et pratiques essentielles à l'heure actuelle ; fournir à toute l'Internationale un matériel écrit capable de servir entre autre à la tenue d'Ecoles nationales analogues.

Septembre 1955

“ Revista marxista latino-americana ”

Le numéro 2-3 de la *Revista Marxista Latinoamericana* confirme la grande signification de cette revue pour le mouvement révolutionnaire en Amérique latine. La revue même est l'expression la plus claire du processus de politisation dans cette partie du monde qui est caractérisée par une grande instabilité. Ce n'est pas par hasard que l'éditorial est intitulé « L'instabilité de l'Amérique latine ». J. Posadas en donne une image très vive. En analysant profondément la situation, il montre que, contrairement à la situation d'avant-guerre, « le facteur le plus important qui domine dans ce processus et empêche une nouvelle stabilité sociale, économique et politique du capitalisme, c'est la tendance des masses à participer aux luttes politiques et syndicales, ce sont les mouvements populaires, le développement de l'esprit combatif des masses, de leur organisation et de leur politisation. »

Les trotskystes d'Amérique Latine sont des marxistes authentiques. Ils com-

prennent que « ce processus qui s'opère en Amérique latine fait partie de la désintégration du capitalisme mondial ». En participant aux mouvements de masse, ils ne sont pas dupes de la démagogie sociale des directions nationalistes petites-bourgeoises, mais luttent pour la formation de « partis révolutionnaires marxistes de masses ». Ils ne s'isolent pas dans un petit cercle. Au contraire :

« Il faut donner à ce processus une forme consciente ; il faut l'aider en lui donnant une forme organisationnelle. Il faut élever les luttes syndicales des masses, développer les actions pour le front unique des masses dans toute l'Amérique latine, les éduquer, leur faire appel, les orienter et organiser l'alliance ouvrière et paysanne. Il faut lutter pour la constitution d'une seule centrale ouvrière pour toute l'Amérique latine et d'une centrale ouvrière unique dans chaque pays latino-américain ; construire des partis de masses basés sur les

syndicats (en Argentine et peut-être aussi en Colombie); développer les courants gauches des partis socialistes et communistes en les orientant à prendre conscience de la nécessité d'une lutte pour le programme et la construction des Partis révolutionnaires marxistes des masses. »

Dans les « Notes éditoriales », un article sur « L'agression à Costa-Rica » fixe :

« Cette action de l'impérialisme yankee fut mise en échec par l'action des masses costaricaines qui rejoignirent les rangs des milices qui se formèrent. Aussi l'impérialisme, malgré sa puissance militaire, a montré en l'occurrence sa faiblesse dans la mesure où, par crainte d'une mobilisation des masses latino-américaines, il n'a pas voulu apparaître ouvertement comme un agresseur et a dû reculer. »

Le rapport d'une grève héroïque des ouvriers des mines « El Teniente » au Chili donne une impression des grandes tensions dans ce pays, dont nous espérons trouver une analyse dans le prochain numéro de la revue.

Une autre note éditoriale (hélas trop limitée!) s'occupe de la Conférence Economique de Rio et montre « l'incapacité de l'impérialisme yankee et l'impuissance des gouvernements et des bourgeoisies latino-américaines à résoudre les problèmes posés par l'économie arriérée de l'Amérique latine ».

L'impérialisme américain est accusé d'être responsable de la mort de Remon, président de Panama, qui s'efforçait d'obtenir des conditions plus avantageuses pour le renouvellement de la convention du Canal de Panama.

Francisco Canas souligne dans son article « Expérience de la défaite au Guatemala » que cette défaite a révélé sans excuse l'impuissance et la lâcheté du gouvernement d'Arbenz envers l'impérialisme. Seule la mobilisation des masses aurait pu prévenir la défaite. « La politique du stalinisme a été d'imposer au mouvement ouvrier un soutien du gouvernement petit-bourgeois d'Arbenz. Ce fut une des causes principales de la défaite des masses. »

Marcos, membre d'un groupe de guerrillas, témoigne, en termes émouvants, que « la Colombie se réveille ». Contrairement à la politique capitulaire des dirigeants petits-bourgeois, il faut « la Révolution totale » :

« Certes le triomphe ne peut être immédiat. Mais le délai importe peu. Le plus important maintenant c'est de conduire la révolution par la voie de véritables revendications populaires vers des buts précis. »

Dans un commentaire, la rédaction de la revue précise que, dans l'étape actuelle en Colombie, il est nécessaire de séparer les masses ouvrières et paysannes du libéralisme, à travers la lutte pour un parti ouvrier. « Les bases pour constituer le parti ouvrier ne sont pas encore définies. Celui-ci peut être basé sur les syndicats ou bien à travers une lutte à l'intérieur du libéralisme et de son aile gauche. »

Dans un article sur « les élections et les luttes ouvrières en Uruguay », B. Ortiz décrit l'aggravation de la lutte de classe dans ce pays « calme ». Les élections ont confirmé une radicalisation croissante des masses qui, cependant, cherchent encore une solution plus radicale dans le cadre de la politique bourgeoise. Le P.C., le P.S. et les trotskystes ont obtenu 6 % des voix. Le P.S. a fait des progrès remarquables.

« Est-il possible de renverser le capitalisme en Amérique latine avant de le renverser en Amérique du Nord ? », demande Hector Lucero dans son article intéressant sur « La révolution latino-américaine et la révolution nord-américaine ». Il répond affirmativement, en montrant que les lois de la révolution permanente se font valoir avec toute leur force dynamique en Amérique latine. « En sapant les fondations de l'impérialisme, la révolution latino-américaine prépare les conditions pour la révolution aux U.S.A. » et sera « une des conditions pour que celle-ci progresse et se réalise. »

Pour les principales données contenues dans un article de Manuel Souza sur la chute de Vargas et dans un rapport de M. Arroyo sur « Le Congrès de la C.O.B. et la Révolution bolivienne », nous renvoyons les lecteurs aux numéros de décembre 1954 et de mars 1955 de Quatrième Internationale.

Enfin H. Villa donne un rapport des luttes ouvrières de mai-juin 1954 en Argentine ainsi que de la lutte du gouvernement de Peron contre l'Eglise catholique. On y trouve déjà beaucoup d'éléments, caractéristiques pour les événements récents en Argentine. H. Villa conclut :

« Les mois prochains connaîtront de nombreux combats de la classe ouvrière argentine luttant pour la défense de ses conquêtes, de ses organisations et pour une élévation de son niveau de vie. Ces combats élèveront la conscience politique d'une grande partie de l'avant-garde à la nécessité de construire le parti de la classe. Les éléments les plus conscients de la classe ouvrière doivent se rassembler pour la lutte pour la construction d'un Parti ouvrier basé sur les syndicats. Ils doivent montrer, dans les usines, les ateliers, les assemblées, les meetings, cette issue aux masses — cette propagande étant essentielle pour pousser en avant le processus révolutionnaire en Argentine. »

La Revista Marxista Latinoamericana confirme son caractère internationaliste par la publication d'articles de Quatrième Internationale et du manifeste du IV^e Congrès de la IV^e Internationale.

Le niveau politique de la Revista est exemplaire. On désirerait plus d'articles, plus d'informations sur le Mexique, les pays d'Amérique Centrale et sur le Chili aussi. Cependant il n'y a pas de doute que la rédaction de la Revista a le même désir. Ses efforts pour surmonter ces lacunes coïncident avec ses efforts pour construire le mouvement marxiste révolutionnaire dans toute l'Amérique latine. L'intérêt brûlant de l'avant-garde

de d'Amérique latine pour la littérature révolutionnaire trouvera, nous l'espérons vivement, son écho dans une critique littéraire dans la Revista, une tâche pour laquelle la rédaction pourrait intéresser les écrivains les plus capables.

La lecture de Revista Marxista Latinoamericana ne peut que nous remplir du

plus grand optimisme. Sa parution régulière contribuera énormément à propager le marxisme en Amérique latine et sera indispensable pour la construction du mouvement trotskyste d'Amérique latine, qui peut être certain d'un grand avenir.

Julio P.

Belgique

UNE ANNEE DE COALITION SOCIALISTE-LIBERALE

En mai, le cabinet socialiste-libéral de Van Acker a célébré son premier anniversaire. En juillet, le Sénat belge a voté le projet scolaire dit « projet Collard » qui a marqué l'essentiel de l'activité gouvernementale. Quel est le bilan de cette activité du point de vue des rapports de forces entre les classes ?

Le gouvernement de coalition a profité d'un retour de conjoncture qui a vu notamment un accroissement considérable des exportations belges. De ce fait, le problème du chômage, qui se posa de façon angoissante à la veille des élections générales d'avril 1954, a pu être en grande partie résolu. D'autre part, la période de haute conjoncture qui dure depuis le printemps 1954, n'a pas été caractérisée en Belgique jusqu'en juillet 1955 par une hausse du coût de la vie. Pour une fois, la classe ouvrière ne dut donc pas payer les frais du boom comme elle paya ceux de la récession précédente. La pénurie de main-d'œuvre dans certains secteurs a même entraîné une légère hausse des salaires réels, fût-ce par des augmentations des gains horaires (incorporation des primes, etc.), fût-ce par l'accroissement des heures supplémentaires.

Tout cela résulta bien moins de l'activité gouvernementale proprement dite, que du fonctionnement normal d'une économie capitaliste prospère, suçant d'énormes surprofits de ce nouveau paradigme de l'impérialisme que représente le Congo belge, jusqu'à maintenant à l'abri des vagues de la révolution coloniale.

Si le cabinet de Van Acker invoque en sa faveur certaines initiatives pour combattre le chômage structurel dans des régions dites de dépression chronique, il s'agit d'une mise au travail obligatoire des chômeurs à des salaires moins que modestes échappant aux tarifs syndicaux. Les réformistes s'enorgueillissent en l'occurrence de mesures qu'ils ont eux-mêmes violemment combattues dans le passé comme anti-ouvrières.

A côté de ces modestes et quelquefois problématiques avantages de la classe ouvrière, il y a les profits exceptionnels réalisés par la bourgeoisie, profits qui battront vraisemblablement le record de la meilleure année du boom de la guerre de Corée. Il y a une série d'emprunts publics lancés dans des conditions telles que les banques en ont retiré des milliards de francs de cadeaux. Il y a une

politique économique exclusivement contrôlée par les libéraux, c'est-à-dire une politique qui permet aux capitalistes de monopoliser tous les gains de la haute conjoncture. Les syndicats réformistes ont, pour le moment, enfermé dans les cartons leurs projets de nationalisations et de dirigisme. Hier, il ne fallait pas en parler parce qu'il y avait la crise. Aujourd'hui, il faut encore moins en parler pour ne pas « gêner » le boom et les partenaires libéraux. On connaît la fable, dont la morale, invariable, résonne en faveur du grand capital.

L'excuse que les dirigeants réformistes invoquent cette fois-ci pour justifier cette politique d'abandon des intérêts ouvriers, c'est la nécessité de mener à bien la « lutte scolaire ». Il s'agit d'une entreprise très limitée de restreindre quelque peu les subsides à l'enseignement catholique, qui avaient été gonflés démesurément sous le gouvernement cléricale 1950-1954, et pour accroître le champ d'action de l'enseignement laïque dans certaines régions, avant tout flamandes, où il avait à peine pu prendre pied.

Il est clair que cette reprise d'une vieille guerre scolaire, qui domina la vie politique du pays pendant des décades du 19^e siècle, présente de grands avantages du point de vue bourgeois. Comme au siècle passé, question scolaire et question sociale se succèdent au centre de l'attention, l'une ne pouvant polariser les énergies sans que l'autre ne passe inévitablement à l'arrière-plan. La guerre scolaire divise la classe ouvrière en deux camps hostiles, séparés par les convictions religieuses, et assure la permanence du gouvernement direct de la bourgeoisie, puisqu'elle implique non pas l'alternative « gouvernement bourgeois - gouvernement ouvrier », mais l'alternative « gouvernement cléricale - gouvernement libéral-réformiste ».

Cependant il serait erroné de considérer cette guerre scolaire comme un dérivatif sciemment inventé par les chefs réformistes afin de tromper les ouvriers. Au contraire, toujours enclins aux compromis et à la ligne de moindre résistance, ces chefs ont été surpris et déconcertés par la violence de la contre-attaque cléricale. A moins de capituler honteusement devant la réaction catholique, ils ont été obligés d'engager une lutte qu'ils avaient espéré transformer en simple simulacre. Il serait indigne

de l'avant-garde révolutionnaire de conseiller la capitulation devant la réaction sociale-chrétienne, sous prétexte que la guerre sociale est préférable à la guerre scolaire.

Le mouvement ouvrier ne peut pas choisir un terrain de lutte idéal, en faisant abstraction des réalités historiques qui, si elles sont souvent désagréables, n'en sont pas moins réelles. Il n'y a pas de « fausses luttes » dans l'histoire des luttes de classes. Il y a seulement des fautes tactiques ou stratégiques, qui entraînent des défaites.

Ainsi, le mal ne réside pas dans cette lutte scolaire en elle-même, il réside dans la façon dont les chefs réformistes la mènent. Ceux-ci oscillent constamment entre deux erreurs, aussi néfastes l'une que l'autre. Parfois, ils cherchent à concilier la réaction cléricale sous prétexte de se « rapprocher des ouvriers chrétiens ». Parfois ils cherchent à concilier la bourgeoisie « libérale » (qui est aussi monopoléuse que la bourgeoisie catholique) sous prétexte de « crever l'abcès du cléricisme ». Une tactique aboutit aux mêmes compromis pourris que l'autre et les deux se splendent habituellement par un échec dans le domaine le plus sacré pour les réformistes eux-mêmes, à savoir le domaine électoral.

Il ne faut pas oublier que le problème du cléricisme dans des pays comme la Belgique, l'Italie, les Pays-Bas et dans une certaine mesure même la France et l'Allemagne occidentale, est un problème social et politique de la plus haute importance.

Dans tous ces pays les partis cléricaux sont les partis les plus puissants de la bourgeoisie, qui réussissent à transformer en clientèle électorale des capitalistes une partie importante des classes moyennes et une fraction non négligeable du prolétariat lui-même. Le problème de la conquête du pouvoir par le mouvement ouvrier se heurte à ce phénomène, et dans le domaine parlementaire et dans le domaine extra-parlementaire.

Ainsi, en Belgique, le P.S. ne pourra aspirer à cette « majorité absolue » dont ses chefs se sont remis à parler de temps en temps, sans mordre pro-

fondément sur les travailleurs catholiques, notamment en Flandre (le même problème se pose aux Pays-Bas dans les provinces dites du Sud). Le mouvement socialiste ne pourra, de même, entraîner la classe ouvrière dans une vaste action extra-parlementaire sans s'assurer l'appui des travailleurs organisés dans les syndicats chrétiens.

C'est parce que le P.S., et les syndicats qu'il contrôle, ont remporté quelques succès sur ces voies lors de son passage dans l'opposition entre 1950 et 1954, que les dirigeants cléricaux ont déclenché la guerre scolaire afin de ressouder leurs rangs. Pour la même raison, les dirigeants syndicaux chrétiens ont engagé une véritable lutte de surenchère avec les leaders réformistes, n'hésitant pas à déclencher des grèves violentes de longue durée dans certains secteurs qu'ils contrôlent. Jusqu'à maintenant, la classe ouvrière a plutôt profité de cette surenchère dans la mesure où elle maintient et aiguise l'esprit revendicatif. Mais elle risque de payer cher ces succès limités, si elle reste définitivement divisée sur le plan politique et se transforme en appendice des deux clans bourgeois qui se combattent.

Aussi, la véritable solution de la question du cléricisme ne peut-elle résider que dans l'offensive sociale qui conquiert la confiance des travailleurs chrétiens dans le domaine où ceux-ci sont le plus sensible au langage de classe : celui des revendications économiques et des transformations sociales. Conquérir les travailleurs chrétiens, cela ne signifie ni capituler devant les évêques, ni s'allier aux libéraux. Cela signifie se battre pour un programme vraiment socialiste et un gouvernement vraiment ouvrier.

Faut-il ajouter qu'en s'accrochant à la coalition avec les libéraux, les dirigeants réformistes sont incapables d'entamer une telle conquête et, de ce fait, incapables de lutter sérieusement pour leur fameuse « majorité socialiste » ? C'est à l'avant-garde révolutionnaire qu'incombe la tâche de développer le programme et la ligne de conduite qui conduisent à ce but, important objectif transitoire du mouvement ouvrier belge.

Israël

LE SENS DES ELECTIONS PARLEMENTAIRES DU 26 JUILLET

Ce qui ressort des résultats électoraux c'est :

1) Les grosses pertes des deux partis principaux coalisés au sein du gouvernement jusque deux mois avant les élections : le **Mapaï** vit le pourcentage de ses voix passer de 37,3 % en 1951 à 32,2 % et les **Sionistes généraux** reculé de 16,1 % à 12,1 %.

2) Le **Herout** s'éleva au rang de second parti en passant de 6,6 % à 12,6 % des voix.

3) Le **Mapam** et **achdout havoda** qui formaient précédemment un seul parti et se présentèrent séparément aux élections actuelles augmentèrent ensemble leurs voix de 3 %.

En dépit de ces modifications, il n'en reste pas moins que le **Mapaï** demeure le parti le plus puissant qui jouera, comme par le passé, le rôle prédominant. Il conserve une avance considérable vis-à-vis de ses concurrents. C'est tout de même pour la première fois

que ce parti « inébranlable » subit un important recul.

La comparaison avec les élections de 1951 n'a pas une valeur absolue dans la mesure où, par suite de l'immigration de masse, le nombre des électeurs a augmenté de près de 30 %. Les changements intervenus ne sont pas, par conséquent, le simple résultat de déplacements politiques internes. J'ai l'impression que les anciens électeurs n'ont pas sensiblement modifié leurs votes. Les changements proviennent principalement des votes des nouveaux électeurs. Citons certains exemples édifiants. Dans la région de Haïfa, le **Mapaï**, non seulement n'a pas perdu de voix mais les a proportionnellement augmentées. A Haïfa et dans ses environs se trouvent concentrées les principales entreprises de l'**Histadrout** dont la bureaucratie se confond avec celle du **Mapaï**. Ces entreprises constituent le pivot de la vie économique de l'Etat d'Israël et d'elles dépend le destin d'une importante partie de la classe ouvrière. La plupart des travailleurs se rendent parfaitement compte que le **Mapaï** est un parti corrompu qui sacrifie quotidiennement leurs intérêts. Mais pourquoi prêteraient-ils foi aux promesses gratuites du **Mapam**, de **Achdout havoda** ou des communistes ? Où peuvent-ils trouver l'assurance que ces partis seront en état d'améliorer leur situation ou de maintenir seulement ce qui a été acquis ? Il s'avère chaque jour que ce sont les entreprises animées par le **Mapaï** qui contribuent au développement de la vie économique du pays et procurent du travail aux ouvriers. Le secteur privé joue le rôle d'un parasite et fait passer ses bénéfices à l'étranger. L'industrialisation et le développement économique ne peuvent avoir lieu qu'avec l'aide de l'Occident. Les promesses du **Mapam** ou du **Moki** (P.C. israélien) pèsent très peu devant cette réalité. C'est pour cette raison que le **Mapaï** conserve sa position écrasante, non seulement à Haïfa mais dans la plupart des grandes agglomérations. Ses pertes sont dues à la morgue, à la corruption et à l'arbitraire de sa bureaucratie qui heurte tous les travailleurs, y compris ceux qui continuent à voter pour le **Mapaï**. Ce sont les nouveaux immigrants qui éprouvent les plus grandes difficultés à trouver leur place dans la vie économique et sociale du pays, qui sont les plus grandes victimes de ces bureaucrates répugnants. Résultat : dans toutes les localités où se trouvent concentrés les nouveaux immigrants, les pertes du **Mapaï** furent sensibles.

Le parti des **Sionistes généraux** représente davantage les spéculateurs, les négociants du marché noir, les importateurs et autres catégories douteuses que le secteur des industriels, représenté plutôt par le parti dit progressiste. Dans les années 1950-51, lorsque le pays vécut sous le régime d'un rationnement sévère, les **Sionistes généraux** eurent un certain essor et se hissèrent à la seconde place, derrière le **Mapaï**, en devenant les protagonistes de la « libéralisation économique ». Les conditions économiques du pays sont relativement normalisées

sans qu'ait été guéri aucun des maux essentiels de ce petit pays isolé, entouré d'ennemis et dépourvu de matières premières. Les **Sionistes généraux** ont collaboré avec le **Mapaï** au gouvernement et aucune amélioration des conditions de vie n'en est résultée. Les **Sionistes généraux** ont perdu du coup toute chance de pénétrer la masse des nouveaux immigrants et ont subi le recul que l'on sait.

Une grande partie des nouveaux immigrants et de la jeunesse se prononça pour le parti **Herout** qui représente un grand danger. L'idéologie de ce parti formé par les anciens éléments terroristes de l'**Irgoun** s'apparente avec celle du fascisme. Sa revendication principale est la conquête, non seulement des parties de la Palestine aux mains des Arabes mais encore de toute la Transjordanie. Ce parti appelle à la lutte contre les Arabes pour les conquêtes territoriales. Il regroupe les éléments les plus arriérés de la population. Dans les sommets du **Mapaï** et du **Mapam** on sent une certaine frayeur devant la croissance de ce parti dont on redoute qu'il passe prochainement à l'organisation d'action extra-parlementaire.

Les masses ne sont pas du tout sensibles à ce danger. L'opinion couramment exprimée c'est : nous ne sommes pas d'accord avec le **Herout**, mais ce sont de bons et courageux nationalistes juifs. Certains électeurs du **Mapam** opinent stupidement qu'il en est très bien ainsi parce que cela représente un coup contre le **Mapaï** et les **Sionistes généraux**. Cela rappelle par trop le parti communiste allemand qui continuait à tromper : « La social-démocratie est l'ennemie principale », alors qu'Hitler s'approchait du pouvoir.

Le parti **Achdout havoda** représente un cas curieux. Il est l'émanation politique de la fédération des kibboutz « hameuchad ». La coopération de la bureaucratie de l'**Histadrout** avec la bourgeoisie et le capitalisme étranger représente un danger pour la position des kibboutz. C'est une des raisons d'être essentielles de ce parti qui n'est pas très éloigné du **Mapaï** sur le plan idéologique. Dans les questions de la stratégie militaire il est plus réactionnaire que le **Mapaï**. Son chef **Igal Alon** est l'apôtre de la défense « active » qui n'est autre chose que l'attaque et la conquête. Il ne va pas toutefois aussi loin que le **Herout** qui entend incorporer la Transjordanie dans l'Etat d'Israël ; il se satisfait, ainsi que son parti, de la conquête des régions palestiniennes situées à l'ouest du Jourdain. Il faut bien dire que c'est uniquement cette propagande des conquêtes qui procura à ce parti un certain surcroît de voix. Le chauvinisme de ce parti, ses humeurs expansionnistes et la personnalité de **Igal Alon** qui joua un grand rôle dans les victoires des forces israéliennes au cours de la guerre avec les pays arabes lui ont fait rallier les voix de nombreuses gens qui, en raison de leur passé, ne peuvent se résoudre à voter **Herout**.

Pour ce qui est du **Mapam**, quoiqu'il

n'ait pas subi de pertes il n'est pas exagéré d'affirmer que ce parti n'a pas d'avenir. Sans nous étendre aujourd'hui sur ce chapitre, il vaut la peine de relever la politique arabe du Mapam qui éclaire bien sa nature politique. Lors de la scission du Mapam, l'aile droite regroupée maintenant au sein du Achdout havoda reprocha à la majorité du parti ses sympathies exagérées envers les éléments arabes. Une des causes essentielles de la scission fut la décision de la majorité que les Arabes seront admis à adhérer au parti ; selon les termes de la résolution : « Le Mapam devient un parti territorial ». Ce n'est que du bluff. Le chomer-hazair (fédération des kibboutz qui forment l'ossature et la base essentielle du Mapam) qui se trouve isolé au sein de ces kibboutziens vient sans doute en aide ici et là aux paysans arabes de leur entourage, mais socialement et politiquement il leur est aussi éloigné que l'Achdout havoda et même le Mapaï.

Dans l'ancienne fraction parlementaire du Mapam, il y avait un représentant arabe ; dans la nouvelle il ne s'en trouve aucun : elle se compose de 6 membres des kibboutzim, d'un avocat et de 2 vieilles femmes de l'ancien Poale-Zion. Voilà ce qu'il en est de l'admission des Arabes au sein du parti. De même le

quotidien du parti « Al-Hamishmar » qui entretenait autrefois une rubrique spéciale traitant des problèmes de la population arabe a fait disparaître cette rubrique depuis que le parti est devenu « territorial ». Ce n'est que rarement et d'une pauvre façon que se trouve traité ce problème central du Moyen-Orient.

Il n'est pas encore possible de prévoir ce que sera la nouvelle coalition gouvernementale. Ce qui est certain, c'est que toute coalition sera des plus précaire. Jamais encore la formation d'un gouvernement n'a posé un problème aussi difficile qu'actuellement. Il est sûr, en outre, que les partis religieux qui, tous réunis, n'obtiennent que 15 % des voix, occuperont en raison de ces difficultés une position d'arbitre qui sera plus accusée que par le passé et fera sentir encore davantage la pression cléricale dans les diverses institutions de l'Etat. Les fascistes du Herout vont déployer une activité débordante à l'intérieur comme à l'extérieur du parlement. Les résultats électoraux vont encourager l'activité du cléricisme et des bandes fascistes qui vont devenir un facteur important dans la vie sociale et politique de l'Etat d'Israël.

(1er septembre)

Etats-Unis

APRES LA SIGNATURE DE LA CONVENTION FORD SUR LE SALAIRE ANNUEL GARANTI

La convention passée entre Ford et le syndicat de l'Automobile CIO sur le salaire annuel garanti eut beaucoup moins d'importance par ses clauses même que par les conséquences qui en résulteront tant dans les autres usines d'automobiles que dans de très nombreuses industries. La General Motors et les autres grands producteurs d'autos durent suivre Ford.

Puis, les ouvriers de l'acier, après une douzaine d'heures de grève, obtinrent une augmentation de 15-16 cents de l'heure. D'autres industries obtinrent des augmentations ou entrèrent en lutte : marins du trafic de l'Atlantique, transports de Washington, raffinerie de cuivre dans le New-Jersey et dans l'Ouest... Même dans les houillères qui sont en stagnation, Lewis obtenait une augmentation pour la première fois depuis trois ans.

Des grèves se produisirent également dans le Middle-Ouest pour des augmentations de salaires.

D'une façon générale, l'esprit militant s'est accru et la confiance ouvrière s'est renforcée. Ce qui constitue un point de départ excellent pour les luttes à venir. Celles-ci auront très vraisemblablement des objectifs plus larges que des augmentations de salaires. Les ouvriers de chez Ford, à la suite de la convention signée par leur syndicat sur le salaire annuel garanti, ont exprimé leur mécon-

tentement que rien n'avait été obtenu en matière de cadence. Cette question et la généralisation de l'automatisme vont inévitablement faire mettre au premier plan la question de la réduction de la semaine de travail.

Mais une telle revendication n'est pas une affaire qui peut se régler simplement entre patrons et ouvriers, elle relève de la législation. Autrement dit, elle entraînera une certaine politisation du mouvement ouvrier américain. Les dirigeants des syndicats CIO et AFL n'ont nullement l'intention de mener une politique ouvrière indépendante, ils restent fidèles à leur système d'appui à des candidats démocrates, prétendument favorables aux revendications ouvrières. Cependant, en même temps qu'ils viennent de préparer la fusion de l'AFL et du CIO en une seule centrale syndicale, ils ont annoncé des projets d'accroissement de leur action politique. Dans l'état du Wisconsin, les républicains cherchent déjà à mettre des entraves à une telle activité en faveur de leurs adversaires démocrates, au moyen de chicanes juridiques. L'unification du mouvement syndical et le renouveau de luttes ouvrières qui vient de se produire ne manqueront pas de stimuler le développement politique de la classe ouvrière américaine sur la voie où elle a beaucoup de terrain à

rattraper, celui de la création d'un parti ouvrier basé sur les syndicats. Ce ne sera hélas pas pour l'année 1956, mais tout permet de penser que quelques pas seront faits au cours de l'année à venir.

Il est évident qu'aux Etats-Unis aussi, c'est le plein emploi et les profits élevés

qui ont encouragé les revendications ouvrières. Au moment où Eisenhower signait une loi fixant le salaire horaire minimum à 1 dollar, le syndicat CIO de l'automobile annonçait que la General Motors faisant un profit de 2, 98 dollars par heure par ouvrier.

Ceylan

NOMBREUX MOUVEMENTS REVENDICATIFS

Le 12 août, le L.S.S.P. (section ceylanaise de la IV^e Internationale) a célébré par une série de meetings qui connurent un grand succès le hartal du 12 août 1953, où toutes les masses travailleuses se heurtèrent aux forces de l'ordre qui tuèrent neuf personnes.

Cette année, le terrain de lutte est avant tout celui des revendications économiques. Il intéresse aussi bien les travailleurs des villes que ceux des plantations. Le patronat, conscient de la montée du mouvement, prend chaque fois qu'il le peut des mesures d'ordre préventif, en renvoyant ceux qui s'organisent syndicalement et qui, ainsi, contribuent à mieux préparer les luttes. D'où des mouvements des syndicats pour s'opposer à ces renvois. Une des grèves

les plus spectaculaires, si l'on peut dire, est celle des travailleurs des cinémas à la fois contre des renvois abusifs et pour des augmentations de salaires.

Les dirigeants et tous les militants du L.S.S.P. sont à la pointe de ces mouvements, renforçant l'autorité du parti sur les travailleurs ceylanaise.

Il est question de nouvelles élections générales pour un délai pas trop éloigné. Dès maintenant, le L.S.S.P. a affirmé qu'il était prêt à s'entendre avec toutes les organisations se revendiquant des travailleurs pour lutter pour un gouvernement anti-capitaliste sur un programme anti-capitaliste, seul moyen de résoudre les importantes questions (alimentation, terre, emploi, logement) qui préoccupent les masses du pays.

Uruguay

CRISE DANS LE P.C.

A la suite de plusieurs années de politique erronée (politique d'« unité nationale », freinage des luttes grévistes...) le PC d'Uruguay a vu se détériorer ses rapports avec les masses travailleuses de ce pays. Une série de militants qui s'étaient dressés contre cette politique avaient été exclus dans les années passées avec des accusations calomnieuses.

En juillet 1955, le Comité Central de ce parti vient d'exclure son secrétaire général Eugenio Gomez ainsi qu'un au-

tre membre de la direction, Gomez Chiribao, qui servent de boucs émissaires pour toute la politique passée. Mais, loin de rectifier les méthodes et le régime du parti, Gomez est accusé mensongèrement d'avoir agi « au sein du parti pour le compte de l'impérialisme yankee ».

L'organisation trotskyste uruguayenne a adressé une lettre aux militants du P.C. à cette occasion faisant un bilan d'ensemble de la politique stalinienne et des raisons de celle-ci.

Indonésie

LES ELECTIONS GENERALES

En fin septembre auront lieu les premières élections générales en Indonésie.

Le nouveau cabinet Harahap, qui a succédé à celui d'Ali Sastroamidjojo soutenu par les stalinien, est un gouvernement des partis Masmuji (parti musulman réactionnaire) et PSI (socialiste de droite). Il jouit de l'appui des officiers réactionnaires d'une armée intensément travail-

lée par l'impérialisme américain. On craignait que le nouveau cabinet n'ajourne purement et simplement sine die les élections. La pression des masses étant toujours forte, le cabinet Harahap s'est résigné à l'épreuve électorale, mais le danger reste grand d'un coup d'Etat en cas d'échec de la coalition gouvernementale.

Le PC indonésien soutient une politique de collaboration de classe, préconisant comme tâche n° 1 aux élections « la victoire du Front national » en vue de la « formation d'un gouvernement de coalition nationale. » Dans sa résolution du 24 juin, son Bureau Politique précise que le programme d'un tel gouvernement n'est pas du tout « un programme de démocratie populaire », mais « au fond le même » que celui « vis-à-vis du gouvernement » bourgeois d'Ali Sastro-

amidjojo. Le secrétaire général D.N. Aidit préconise le front unique, la « coopération », « l'unité de toutes les couches », y compris avec « les partis nationaliste et islamique et leurs membres » (Pour une paix durable... 9-9-55) qu'il croit pouvoir coaliser contre un seul ennemi, l'impérialisme. En attendant, le cabinet Harahap fait tout ce qu'il peut pour saper l'influence et l'organisation du PC indonésien.

U. R. S. S.

LE « DEGEL » SE POURSUIT

La nouvelle direction se trouve constamment en face d'exigences nouvelles et s'efforce de manœuvrer pour sauvegarder les privilèges et le régime bureaucratiques.

A ce propos la convocation du 20^e Congrès du P.C. de l'URSS présente un grand intérêt. Si les hommes du Kremlin l'ont convoqué un an avant le délai statutaire, ce n'est ni pour faire preuve de démocratie ni pour avoir on ne sait quelle caution pour le prochain plan quinquennal. Le centre du Congrès, si rien de particulier ne se produit d'ici là, sera le rapport d'activité de Khrouchchev, dans lequel celui-ci doit s'efforcer de définir une sorte de ligne pour la bureaucratie et les directions des P.C. en face d'une situation mouvante.

**

Le « dégel » s'est manifesté dans les rangs de l'armée. Tout d'abord, une conférence d'écrivains militaires a dénoncé la censure qui les obligeait à traiter toutes questions, et notamment celles de la dernière guerre, en images d'Épinal : d'un côté, les bons qui agissent toujours bien, et de l'autre les méchants qui sont toujours stupides.

En outre, on a dénoncé la thèse officielle relative aux opérations de la première année de la guerre, selon laquelle il s'était agi d'une retraite préparée, et non d'un désastre qui a abouti à une situation qui a été ultérieurement exploitée. En fait, il y a dans tout cela une condamnation des conceptions stratégiques de Staline, qui — après avoir éliminé dans les épurations de 1936-38 — les chefs de l'Armée rouge qui étaient eux pour un repli stratégique dans la première partie des opérations, avait imposé une stratégie de défense de tout pouce du territoire et avait fait accumuler des troupes et un matériel considérable dans tous les territoires que les Allemands occupèrent au déclenchement des hostilités.

**

D'après le professeur Harold J. Bermann, de la Harvard Law School des Etats-Unis, qui a séjourné récemment en URSS, le projet de nouveau code pénal serait sur le point d'être achevé.

Annoncée immédiatement après la mort

de Staline, cette réforme délicate destinée à remédier aux plus criants excès de l'ère stalinienne, a démesurément entraîné, les législateurs ayant eu certainement de la peine à concilier une certaine libéralisation nécessaire avec le maintien du contrôle essentiel de la bureaucratie. Selon le professeur Bermann, le projet prévoirait :

— toute personne accusée aurait le droit à un avocat « à partir d'un certain stade de l'instruction préliminaire ».

— certains délits ne seraient plus punis selon le code criminel ; le fameux article 16 du code pénal actuel procédant « par analogie » entre délits divers serait éliminé.

— les peines pour « propagande contre-révolutionnaire » et plusieurs autres « crimes » seraient réduites.

— les procureurs seraient chargés d'enquêter dans les camps pour éliminer les « abus ».

Il faut attendre la publication du projet qui sera soumis à la ratification du Soviet suprême pour pouvoir se prononcer plus adéquatement sur sa portée véritable.

**

Au récent Congrès pour la liberté culturelle (il s'agit d'un rassemblement anti-communiste), l'écrivain allemand Scholmer et le professeur américain Passin ont fourni les indications suivantes, d'après les témoignages de prisonniers de guerre autrichiens et japonais récemment libérés :

A partir du printemps de 1954, des changements ont eu lieu dans les camps de travail forcé. A Vorkuta (où se produisit une grande grève en juillet 1953), environ 60 % des prisonniers ont été relâchés jusqu'en juin 1955. Les invalides et ceux qui avaient moins de 20 ans quand ils furent condamnés ont pu retourner chez eux. Pour d'autres, les peines ont été réduites, chaque journée de travail dans laquelle la norme a été remplie comptant pour trois jours de peine. Dans les camps, les conditions se seraient considérablement améliorées : on a retiré les numéros sur les vêtements et les barreaux aux fenêtres, la paye a été augmentée, des permissions ont été accordées.

Dans certaines régions où se trouvent des prisonniers libérés mais astreints à

la résidence forcée, la construction de logements pour ceux-ci a reçu la priorité.

Une des raisons de ces mesures est la très faible productivité du travail forcé. Une autre est évidemment les luttes très courageuses, héroïques, des prisonniers, en particulier des prisonniers politiques d'avant-garde dans ces camps.

La récente amnistie aux « collaborateurs » des Allemands entre aussi dans la série des mesures visant à abaisser la tension, car l'appellation de « collaborateur », chez Staline, avait reçu une extension considérable et ne touchait pas seulement la très faible minorité qui a coopéré avec les hitlériens, mais nombre de ceux qui étaient simplement hostiles à son régime de terreur.

Pologne

GOMULKA LIBERE

Nous avons déjà signalé, dans les « démocraties populaires » de nombreuses libérations de personnes arrêtées autrefois pour « titisme ».

En Pologne, la principale figure qui a bénéficié de cette nouvelle situation est Gomulka ex-vice président du conseil, ex-secrétaire du Parti ouvrier polonais, qui avait dirigé celui-ci sous l'occupation

allemande et qui avait été chassé du parti et arrêté en 1949 pour « titisme ».

Selon des sources sérieuses, l'Observer (18 septembre) indique que Gomulka aurait été invité à une session du C.C. polonais au cours de ce mois, où on lui aurait demandé de rentrer dans le parti et dans le gouvernement. Gomulka aurait refusé d'accepter ces invitations.

Chine

LA DEUXIEME SESSION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE POPULAIRE

Commencée le 5 juillet, la deuxième session de l'Assemblée Nationale Populaire s'est terminée le 2 août après avoir adopté à l'unanimité sept décisions dont les plus importantes concernaient le premier plan quinquennal 1952-1957, le budget de 1955, des plans d'aménagement, de contrôle et d'exploitation des eaux du Fleuve Jaune.

Le premier plan quinquennal est axé, selon le rapporteur Li-Fou-Choun, « sur le développement énergétique de l'industrie lourde » qui absorbera 89 % du total des investissements pour l'industrie, et les 3/5 environ du total des investisse-

ments (contre 8 % seulement pour l'agriculture, et 1/5 pour les transports).

La production industrielle totale, rapportée en prix constants à celle de 1952, augmentera en cinq ans de 98,3 %, soit au rythme annuel d'accroissement de 14,7 % (contre un accroissement de 23,3 % seulement de la production agricole, soit au rythme annuel de 4,3 %).

Malgré l'effort consacré à l'industrie, à l'industrie lourde en particulier, les résultats en chiffres absolus lors de la fin du premier plan quinquennal resteront modestes, surtout par rapport à l'immensité de la population chinoise.

	1952	1954	1957 Plan	Pourcentage 1957 par rapport à 1952
Charbon (en millions de tonnes)	63,5	80	113	80
Acier brut (" " " ")	1,4	22	4,1	200
Ciment (" " " ")	2,9	4,6	6	110
Electricité (en millions de Kwh)	7,3	10,6	15,9	120

Ce n'est que, dans le deuxième plan quinquennal, aux environs de 1960, après la réalisation de « 700 grands projets »,

que les dirigeants chinois s'attendent à un essor important de l'industrie.

Les objectifs de l'agriculture sont encore plus modestes.

	GRAIN	COTON (En millions de	JUTE de	TABAC (tonnes)	SUCRE
1952....	163.900	1.304	300	221	7.42
1957.....	192.800	1.635	365	390	13.150
% Pourcentage d'accroissement	17,6	25,4	19,7	76,6	85

La transformation collectiviste de l'agriculture pour toute une grande période est envisagée sur la base d'un développement du mouvement coopératif de la production.

En 1957, un tiers des foyers paysans sera inclus (selon le plan) dans de telles coopératives.

Mais la base technique et économique, qui dépend des possibilités de l'industrie lourde et légère, pour une collectivisation véritable, effective, manque encore. La première usine de fabrication de tracteurs commencera à fonctionner à partir de 1959.

Trois plans quinquennaux sont nécessaires, selon les dirigeants chinois, pour faire de la Chine un pays « socialiste »,

et cinquante ans environ pour « bâtir un pays puissant d'un haut niveau d'industrialisation socialiste ».

En réalité, ce qu'ils appellent faire de la Chine dans 15 ans un « pays socialiste » signifie éliminer la propriété capitaliste dans les villes, engager la collectivisation formelle de l'économie agricole sur la base de kolkhoz.

Nous reviendrons dans le prochain numéro de Quatrième Internationale sur l'analyse plus détaillée du premier plan quinquennal, la manière dont il s'accomplit actuellement, les problèmes économiques et politiques qu'il a déjà posés, la nouvelle lutte des classes qu'il engendre, et les méthodes avec lesquelles réagit la direction du Parti communiste chinois.

Nous avons préparé ce numéro pour septembre. Diverses circonstances ont retardé sa sortie au début d'octobre ; aussi avons-nous décidé de le marquer Octobre 1955.

Mais nous sortirons le n° suivant normalement en décembre 1955.

Nous invitons tous nos amis et lecteurs à nous aider en s'abonnant à notre revue et en lui procurant de nouveaux lecteurs et abonnés.

Nous sommes heureux d'annoncer que le 1er tome des ECRITS de Léon Trotsky pour la période 1928-40 va paraître sous peu, contenant une trentaine d'articles, dont certains inédits en français.

Il nous reste encore un certain nombre d'exemplaires de ce volume au prix de souscription de 600 francs. A sa parution en librairie, il sera vendu au prix de mille francs.

Souscrivez, sans attendre, à P. FRANK, 64, Rue Richelieu.

C.C.P. 12648-46, Paris

L'AFFAIRE MARTY

d' André Marty

publiée aux « Éditions des 2 Rives »

Envoyez vos commandes au

SERVICE D'ÉDITIONS ET LIBRAIRIE

« LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS »

64, rue de Richelieu, Paris-2^e — C.C.P. 6965-68, Paris

Le volume : 585 francs.

Notre nouveau N° de Compte Postal :

C. C. P. 12648-46 — Paris

P. FRANK — 64, Rue Richelieu

Chaque mois

LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

organe du P.C.I. (section française de la IV^e Internationale)
64, rue de Richelieu, Paris - 2^e (Bureau 30). Tél. RIC. 03-52

Tout lecteur de notre revue lira :

E. GERMAIN

LES PROBLÈMES ÉCONOMIQUES DE L'U.R.S.S.

(la société soviétique)

vue dans le miroir du dernier article de Staline)

La brochure : 80 francs.

M. PABLO

LA GUERRE QUI VIENT
(Capitalisme ou socialisme)

La brochure : 200 francs.

« QUATRIÈME INTERNATIONALE »

vous demande de l'aider

Abonnez-vous ! Procurez-lui des abonnés possibles !

Abonnements :

6 numéros : 600 fr. français. (Étranger : 25 fr. suisses ou
130 fr. belges)

Commandez vos livres à notre service de librairie.

Vous aiderez ainsi Quatrième Internationale.

Le Directeur Gérant : Pierre FRANK

SOPRECO, 24, rue de Ménilmontant, Paris (20^e)

D diffusé par le N.M.P.P.

Imprimé en France
Prix : 150 francs